

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### ING BANK NV

Société de droit néerlandais au capital de 40 857 000 000 €.  
Siège social : Bijlmerplein 888, 1102 MG Amsterdam (Pays-Bas).

#### Documents comptables annuels

#### I. – Bilan consolidé au 31 décembre 2016

(Montants en millions d'euros.)

Actifs	2016	2015	2014
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales 2	18 144	21 458	12 222
Prêts et avances aux banques 3	28 872	29 966	37 122
Avoirs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat 4			
Actifs détenus à des fins de transaction	114 512	131 485	136 964
Dérivés non détenus à des fins de transaction	2 309	3 216	4 303
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	5 099	3 234	2 756
Titres 5			
Disponibles à la vente	82 912	87 000	95 401
Détenus jusqu'à échéance	8 751	7 826	2 239
Prêts et avances aux clients (1) 6	562 873	700 007	703 920
Participations dans des sociétés liées et des coentreprises 7	1 003	842	861
Immobilisations corporelles 8	2 002	2 027	2 100
Immobilisations incorporelles 9	1 484	1 567	1 655
Actifs d'impôts	252	279	289
Actifs d'impôts différés 32	1 000	813	1 126
Autres actifs 10	14 706	12 272	12 716
Actifs disponibles à la vente			729
Total actif	843 919	1 001 992	1 014 403

*(1) Les prêts et avances aux clients et les dépôts clients, au 31 décembre 2015 et 2014, ont été ajustés suite aux changements enregistrés au niveau des principes comptables. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables en 2016.*

Passifs et capitaux propres	2016	2015	2014
Montants dus aux banques 11	31 964	33 808	30 003
Dépôts clients (1) 12	531 096	672 204	675 082
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat 13			
Passifs détenus à des fins de transaction	83 167	88 807	97 091
Dérivés non détenus à des fins de transaction	3 585	4 364	6 357
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	12 266	12 616	13 551
Passifs d'impôts	546	590	442
Passifs d'Impôts différés 32	919	645	872
Provisions 14	2 028	964	1 017
Autres dettes 15	16 793	13 023	13 744
Titres de créance émis 16	101 305	117 556	120 959
Emprunts subordonnés 17	16 104	15 920	16 599

Total passif	799 773	960 497	975 717
Capitaux propres 18			
Capital social et prime d'émission d'actions	17 067	17 067	17 067
Autres réserves	5 835	5 784	5 479
Bénéfice non distribué	20 638	18 006	15 518
Capitaux propres (société mère)	43 540	40 857	38 064
Intérêts minoritaires	606	638	622
Total capitaux propres	44 146	41 495	39 686
Total passif et capitaux propres	843 919	1 001 992	1 014 403
<i>(1) Les prêts et avances aux clients et les dépôts clients, au 31 décembre 2015 et 2014, ont été ajustés suite aux changements enregistrés au niveau des principes comptables. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables en 2016.</i>			

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

Se référer à la Note 1 « Principes comptables » pour toute information relative aux changements de présentation des comptes annuels consolidés et des notes afférentes.

## II. — Compte de résultat consolidé pour les exercices clos le 31 décembre

(En millions d'euros.)	2016	2016	2015	2015	2014	2014
Intérêts créditeurs	44 221		46 397		48 376	
Intérêts débiteurs	-30 904		-33 653		-35 770	
Intérêts nets créditeurs 19		13 317		12 744		12 606
Commissions perçues	3 581		3 420		3 314	
Commissions versées	-1 148		-1 100		-1 023	
Commissions nettes perçues 20		2 433		2 320		2 291
Résultat des valorisations et résultat net d'exploitation 21		1 093		1 333		191
Revenus de placement 22		421		127		213
Part du résultat des entreprises liées et des coentreprises 7		77		493		76
Résultat sur cessions de sociétés du groupe 23		1		2		195
Autres produits 24		172		51		102
Total produits		17 514		17 070		15 674
Dotation aux provisions de pertes sur prêts 6		974		1 347		1 594
Charges de personnel 25		5 036		4 962		5 783
Autres charges d'exploitation 26		5 567		4 346		4 442
Total charges		11 577		10 655		11 819
Résultat avant impôt		5 937		6 415		3 855
Impôts 32		1 635		1 684		1 032
Résultat net (avant intérêts minoritaires)		4 302		4 731		2 823
Résultat net attribuable aux intérêts minoritaires		75		72		79
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère		4 227		4 659		2 744
Dividende par action ordinaire (en euros)		2,89		4,73		2,63
Montant total du dividende versé (en millions d'euros)		1 345		2 200		1 225

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

Se référer à la Note 1 « Principes comptables » pour toute information relative aux changements de présentation des comptes annuels consolidés et des notes afférentes.

## III. — État consolidé du résultat global pour les exercices clos le 31 décembre

(En millions d'euros.)	2016	2015	2014
Résultat net (avant intérêts minoritaires)	4 302	4 731	2 823

Autres éléments du résultat global			
Éléments qui ne seront pas reclassés au compte de résultat			
Réévaluations latentes sur des biens à usage propre	2	35	-29
Réévaluation des actifs/passifs des prestations déterminées nettes 31	-65	64	-88
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement au compte de résultat			
Réévaluations latentes sur des titres disponibles à la vente et autres réévaluations	189	288	1 878
Gains/pertes réalisés portés au compte de résultat	-272	-17	-121
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	68	-218	1 714
Différences de change	-273	95	369
Part des autres éléments du résultat global des sociétés liées et coentreprises et autres produits	5	-9	35
Total résultat global	3 956	4 969	6 581
Résultat global attribuable aux			
Intérêts minoritaires		46	152
Actionnaires de la maison mère	3 956	4 923	6 429
	3 956	4 969	6 581

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

Se référer à la Note 32 « Impôts » pour toutes informations concernant les incidences de l'impôt sur les bénéfices sur chaque composante des autres éléments du résultat global.

#### IV. — État consolidé des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre

(En millions d'euros.)	2016	2015	2014
Flux nets de trésorerie d'exploitation			
Résultat avant impôt	5 937	6 415	3 855
Régularisations pour			
Dépréciation	536	614	594
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	974	1 347	1 594
Autres (2)	1 580	-227	1 947
Impôts payés	-1 555	-1 306	-887
Variations des			
Prêts et avances aux banques, non disponibles à vue	-1 168	6 760	3,361
Actifs détenus à des fins de transaction	16 976	5 485	-23 802
Dérivés non détenus à des fins de transaction	1 725	-742	-2 260
Autres actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	-3 400	-282	-614
Prêts et avances aux clients (1)	-29 668	-21 143	-12 935
Autres actifs	-1 280	1 106	-366
Montants dus aux banques, non payables à vue	-346	5 175	3 353
Dépôts clients (1)	23 682	19 600	17 803
Passifs détenus à des fins de transaction	-5 634	-8 276	23 855
Autres dettes financières désignées à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	-432	-1 254	-524
Provisions et autres dettes (2)	1 030	1 689	1 639
Flux nets résultant des/(utilisés dans les) activités d'exploitation	8 957	14 961	16 613
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Titres de placement et avances			
Dans des sociétés liées et des coentreprises	-49	-24	-31
Titres disponibles à la vente	-27 003	-43 092	-73 348
Titres détenus jusqu'à échéance	-1 731	-3 457	-315
Immobilisations corporelles	-351	-326	-355
Actifs assujettis à un contrat de location-exploitation	-64	-37	-34

Autres placements	-288	-256	-257
Cessions et rachats			
Sociétés du groupe (y compris liquidités dans la société cédée)			-398
Dans des sociétés liées et des coentreprises	54	119	187
Titres disponibles à la vente	31 165	48 232	60 098
Titres détenus jusqu'à échéance	630	1 219	1 172
Immobilisations corporelles	63	73	54
Actifs dans le cadre d'un contrat de location-exploitation	12	17	3
Prêts	1 295	3 590	2 382
Autres placements	9	3	2
Flux nets résultant des/(utilisés dans les) activités d'investissement 27	3 742	6 061	-10 840
Flux nets liés aux opérations de financement			
Produits de titres de créance	106 174	133 290	135 318
Remboursement de titres de créance	-121 998	-140 120	-142 996
Produits de l'émission de prêts subordonnés	1 085	2 085	3 266
Remboursements de prêts subordonnés	-961	-4 244	-2 788
Dividendes versés	-1 345	-2 200	-1 225
Flux nets résultant des/(utilisés dans les) opérations de financement	-17 045	-11 189	-8 425
Flux nets de trésorerie	-4 346	9 833	-2 652
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice	20 354	10 863	13 509
Effet des variations de taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	155	-342	6
Liquidités et équivalents de liquidités à la fin de l'exercice 28	16 163	20 354	10 863

(1) Les variations des flux de trésorerie relatifs aux prêts et avances aux clients et aux dépôts clients ne sont pas impactées par les changements enregistrés au niveau des principes comptables, tels que décrits à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables en 2016, étant donné que le changement de principes n'englobe pas un changement au niveau des flux de trésorerie réels pour les périodes respectives concernées.

(2) Les cotisations au titre des régimes de retraite à cotisations définies étaient précédemment comptabilisées dans « Ajustements : autre » et sont désormais enregistrées dans « provisions et autres dettes ». Les opérations comparables ont été retraitées en conséquence.

Les liquidités et équivalents de liquidités au 31 décembre 2016 incluent les liquidités et avoirs auprès des banques centrales pour un montant de 18 144 millions d'euros (contre 21 458 millions d'euros en 2015 ; 12 222 millions d'euros en 2014). La diminution des liquidités et avoirs auprès des banques centrales s'explique par la baisse de l'excès de liquidités et par des taux d'intérêt négatifs. Le renvoi fait référence à la note 28 « Liquidités et équivalents de liquidités ».

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

Intérêts et dividendes perçus et payés	2016	2016	2014
Intérêts perçus	44 536	47 029	49 537
Intérêts payés	-31 537	-33 092	-37 174
	12 999	13 937	12 363
Dividendes perçus	120	113	70
Dividendes payés	-1 345	-2 200	-1 225

Les intérêts perçus, les intérêts payés et les dividendes perçus sont inclus dans les flux de trésorerie d'exploitation. Les dividendes payés sont inclus dans les opérations de financement dans l'état des flux de trésorerie.

## V. — État consolidé des variations des capitaux propres

(En millions d'euros.)	Capital social et prime d'émission d'actions	Autres réserves	Bénéfice non distribué	Capitaux propres (société mère)	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	17 067	5 784	18 006	40 857	638	41 495
Réévaluations latentes sur des titres disponibles à la vente et autres réévaluations		208		208	-19	189
Gains/pertes réalisés portés au compte de résultat		-272		-272		-272
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie		102		102	-34	68

Réévaluations latentes sur des biens à usage propre		2		2		2
Réévaluation des actifs/passifs des prestations déterminées nettes 31		-65		-65		-65
Différences de change		-251		-251	-22	-273
Parts des autres éléments du résultat global des sociétés liées et coentreprises et autres produits		203	-198	5		5
Montant total enregistré directement dans les autres éléments du résultat global		-73	-198	-271	-75	-346
Résultat net		124	4 103	4 227	75	4 302
Total résultat global		51	3 905	3 956	-	3 956
Dividendes			-1 345	-1 345	-32	-1 377
Options d'achat d'actions par le personnel et plans d'actionnariat			72	72		72
Solde au 31 décembre 2016	17 067	5 835	20 638	43 540	606	44 146

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés. Les changements enregistrés au niveau des différentes Réserves sont présentés à la note 18 « Capitaux propres ».

(En millions d'euros.)	Capital social et prime d'émission d'actions	Autres réserves	Bénéfice non distribué	Capitaux propres (société mère)	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2015	17 067	5 479	15 518	38 064	622	38 686
Réévaluations latentes sur des titres disponibles à la vente et autres réévaluations		298		298	-10	288
Gains/pertes réalisés portés au compte de résultat		-17		-17		-17
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie		-200		-200	-18	-218
Réévaluations latentes sur des biens à usage propre		35		35		35
Réévaluation des actifs/passifs des prestations déterminées nettes 31		64		64		64
Différences de change et autres		95		95	2	97
Part des autres éléments du résultat global des sociétés liées et coentreprises		-11		-11		-11
Montant total enregistré directement dans les autres éléments du résultat global		264		264	-26	238
Résultat net		131	4 528	4 659	72	4 731
Total résultat global		395	4 528	4 923	46	4 969
Dividendes			-2 200	-2 200	-31	-2 231
Options d'achat d'actions par le personnel et plans d'actionnariat			70	70		70
Changements de composition du groupe et autres changements		-90	90		1	1
Solde au 31 décembre 2015	17 067	5 784	18 006	40 857	638	41 495

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés. Les changements enregistrés au niveau des différents éléments sont présentés dans la Note 18 « Capitaux propres ».

(En millions d'euros.)	Capital social et prime d'émission d'actions	Autres réserves	Bénéfice non distribué	Capitaux propres (société mère)	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2014	17 067	-678	16 416	32 805	955	33 760
Réévaluations latentes sur des titres disponibles à la vente et autres réévaluations		1 866		1 866	12	1 878
Gains/pertes réalisés portés au compte de résultat		-121		-121		-121
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie		1 651		1 651	63	1 714

Réévaluations latentes sur des biens à usage propre		-29		-29		-29
Réévaluation des actifs/passifs des prestations déterminées nettes 31		-88		-88		-88
Différences de change et autres		371		371	-2	369
Part des autres éléments du résultat global des sociétés liées et coentreprises		35		35		35
Montant total enregistré dans les autres éléments du résultat global		3 685		3 685	73	3 758
Résultat net		83	2 661	2 744	79	2 823
Total résultat global		3 768	2 661	6 429	152	6 581
Dividendes			-1 225	-1 225	-34	-1 259
Options d'achat d'actions par le personnel et plans d'actionnariat			55	55		55
Changements de composition du groupe et autres changements		2 389	-2 389		-451	-451
Solde au 31 décembre 2014	17 067	5 479	15 518	38 064	622	38 686

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés. Les changements enregistrés au niveau des différents éléments sont présentés dans la note 18 « Capitaux propres ».

## VI. — Notes au Bilan Consolidé

### Actifs

#### 1. – Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	2016	2015
Avoirs auprès des banques centrales	16 408	19 753
Liquidités et soldes de banques	1 736	1 705
	18 144	21 458

En 2016, la diminution des liquidités et avoirs auprès des banques centrales s'explique principalement par la baisse de l'excès de liquidités. Les avoirs détenus auprès de banques centrales concernent les dépôts à vue.

Se référer à la Note 37 « Actifs non librement disponibles » concernant les restrictions relatives aux soldes détenus auprès des banques centrales.

#### 2. – Prêts et avances aux banques

Prêts et avances aux banques	Pays-Bas		International		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Prêts	10 380	11 542	18 483	17 472	28 863	29 014
Crédits de trésorerie, découverts et autres soldes	18	541	2	425	20	966
	10 398	12 083	18 485	17 897	28 883	29 980
Provisions pour pertes sur prêts			-11	-14	-11	-14
	10 398	12 083	18 474	17 883	28 872	29 966

Les prêts incluent des avoirs auprès des banques centrales (surtout des dépôts à court terme) pour un montant de 2 880 millions d'euros (contre 1 104 millions d'euros en 2015).

Au 31 décembre 2016, les prêts incluent des créances concernant des titres acquis dans le cadre d'opérations de prise en pension à concurrence de 2 992 millions d'euros (contre 1 092 millions d'euros en 2015), et des actifs détenus en vertu de contrats de location-acquisition pour 88 millions d'euros (contre 114 millions d'euros en 2015). Se référer à ce propos à la Note 38 « Transfert d'actifs financiers » pour toute information sur les opérations de prêts de titres et sur les opérations de pension livrée sur titres. Se référer à la Note 6 « Prêts et avances aux clients » pour plus d'informations sur les créances sur opération de crédit-bail.

Au 31 décembre 2016, les créances non subordonnées s'élevaient à 28 804 millions d'euros (contre 29 902 millions d'euros en 2015) et les créances subordonnées ressortaient à 68 millions d'euros (contre 64 millions d'euros en 2015).

Se référer à la Note 37 « Actifs non librement disponibles » portant sur des restrictions relatives aux prêts et avances aux banques.

Aucun prêt ni avance aux banques n'est assujéti à des termes et conditions qui affectent substantiellement le montant, l'échéancier ou la probabilité des flux de trésorerie consolidés d'ING Bank. Pour plus de précisions sur les concentrations, se reporter au paragraphe « Tolérance au risque de crédit et cadre de gestion de risque de concentration » du chapitre « Gestion des risques - Risque de crédit ».

#### 3. – Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	2016	2015
Actifs détenus à des fins de transaction	114 512	131 485
Dérivés non détenus à des fins de transaction	2 309	3 216

Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	5 099	3 234
	121 920	137 935

Se référer à ce propos à la Note 38 « Transfert d'actifs financiers » pour toute information sur les opérations de prêts de titres et sur les opérations de pension livrée sur titres.

#### *Actifs détenus à des fins de transaction*

Actifs détenus à des fins de transaction par type	2016	2015
Titres de participation	9 521	14 817
Titres de créance	9 863	14 316
Dérivés	38 230	39 012
Prêts et créances	56 898	63 340
	114 512	131 485

En 2016, la baisse est principalement due au ralentissement des transactions sur les marchés.

Au 31 décembre 2016, les actifs détenus à des fins de transaction incluaient des créances pour un montant de 56 020 millions d'euros (contre 62 221 millions d'euros en 2015) concernant des opérations de prise en pension de titres.

Les actifs et passifs détenus à des fins de transaction englobent des actifs et des passifs classés dans la catégorie « aux fins de transaction » dans le référentiel IFRS, mais sont étroitement liés aux services ayant pour objet la satisfaction des besoins des clients d'ING Bank. ING propose, aussi bien à ses clients institutionnels et entreprises qu'aux gouvernements, des produits négociés sur les marchés financiers. Une part importante des dérivés du portefeuille de négoce concerne les services aux clients entreprises visant à soutenir leur gestion des risques, en couvrant par exemple leur exposition au risque de change et de taux d'intérêt. De plus, ING offre à ses clients l'accès aux marchés actions et obligataires, afin qu'ils puissent émettre leurs propres titres de capital ou titres de créance (« Souscription de titres »). Bien qu'ils soient classés dans la catégorie « aux fins de transaction » en vertu des IFRS, ils concernent directement des services proposés aux clients d'ING. Les prêts et créances du portefeuille de négoce représentent principalement des conventions de mises en pension de titres (prises en pension de titres) qui sont comparables à des prêts garantis. Ces produits sont utilisés par ING dans le cadre de ses propres activités de trésorerie courantes, mais sont aussi liés au rôle d'intermédiaire entre différents clients professionnels que joue ING. Les actifs et passifs détenus à des fins de transaction pour couvrir le risque propre d'ING sont très limités. En matière de risque, il faut prendre en compte le montant brut des actifs détenus à des fins de transaction et celui des passifs détenus à des fins de transaction, alors que ces montants sont présentés séparément dans le bilan. Toutefois, les IFRS n'autorisent pas la compensation de ces positions dans les états financiers. Se référer à la Note 13 « Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat » pour toute information sur les passifs détenus à des fins de transaction.

#### *Dérivés non détenus à des fins de transaction*

Dérivés non détenus à des fins de transaction par type	2016	2015
Dérivés utilisés dans		
Les couvertures de juste valeur	1 012	1 010
Couverture de flux	438	917
Couverture d'investissements nets d'activités à l'étranger	73	72
Autres dérivés non détenus à des fins de transaction	786	1 217
	2 309	1 217

Les Autres dérivés non détenus à des fins de transaction incluent principalement les swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises pour lesquels aucune comptabilité de couverture n'est appliquée.

#### *Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat*

Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat par type	2016	2015
Titres de participation	3	7
Titres de créance	1 669	1 080
Prêts et créances	3 427	2 147
	5 099	3 234

Les Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat englobent un portefeuille de prêts et de créances qui est économiquement couvert par des dérivés de crédit. Les positions de couverture ne répondent pas aux critères d'une comptabilité de couverture et les prêts sont comptabilisés à leur juste valeur pour éviter toute incohérence au niveau du traitement comptable. Le risque de crédit maximal des prêts et créances inclus dans les Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat avoisine sa valeur comptable. L'effet cumulé de toute variation de la juste valeur des prêts, qui est attribuable aux fluctuations de risque de crédit, n'est pas significatif.

La valeur notionnelle des dérivés de crédit concernés est de 260 millions d'euros (contre 215 millions d'euros en 2015). La variation de juste valeur des dérivés de crédit, qui est attribuable aux changements de risque de crédit depuis que les prêts ont été désignés pour la première fois, représente -8 millions d'euros (contre -9 millions d'euros en 2015) et le changement pour l'exercice en cours s'élève à 1 million d'euros (0 en 2015).

Les variations de juste valeur des prêts (désignés), qui sont attribuables aux changements de risque de crédit, ont été calculées en déterminant les variations des spreads de crédit qui sont implicites à la juste valeur des obligations émises par des entités ayant des caractéristiques de crédit similaires.

Au 31 décembre 2016, les prêts et créances désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat incluent 3 001 millions d'euros (contre 1 766 millions d'euros en 2015) concernant des opérations de prise en pension de titres.

Titres par type	2016	2015
Disponibles à la vente		
Titres de participation - participations dans des entités structurées gérées par des tiers	170	169
Titres de participation - autres	3 854	4 265
	4 024	4 434
Titres de créance	78 888	82 566
	82 912	87 000
Détenus jusqu'à échéance		
Titres de créance	8 751	7 826
	8 751	7 826
	91 663	94 826

Les titres détenus jusqu'à échéance ont augmenté de 0,9 milliard d'euros. Cette hausse est imputable à de nouveaux placements dans des obligations d'État en dollars américains et dans des obligations émises par des institutions financières, et est compensée par une diminution des obligations garanties.

En juin 2016, la transaction VISA a été finalisée. Suite à cette transaction, on a décomptabilisé les titres de participation disponibles à la vente d'un montant de 163 millions d'euros, comprenant les actions ordinaires détenues dans VISA Europe Limited. Dans le cadre de l'avance, ING a perçu pour 30 millions d'euros d'actions privilégiées convertibles en actions ordinaires VISA Inc. classe A. Ces actions privilégiées sont classées comme titres de participation disponibles à la vente. Se référer à la note 47 « Autres événements ».

La fusion entre Equens SE (Equens) et Worldline a été finalisée au cours du quatrième trimestre de 2016. L'entité légale Equens a cessé d'exister et a été renommée equensWordline SE. ING Bank détenait précédemment 15,42 % d'Equens représentant 34,7 millions d'euros. Suite à la fusion, ING Bank détient désormais une participation de 5,9 % dans la société fusionnée pour 64,9 millions d'euros. Se référer à la Note 23 « Revenus de placement » pour toutes précisions concernant les résultats de la fusion pris en compte dans le compte de résultat.

En octobre 2016, ING a vendu 2,5 % de ses actions Kotak Mahindra Bank pour une valeur comptable de 509 millions d'USD (456 millions d'euros).

#### Exposition aux titres de créance

L'exposition aux titres de créance d'ING Bank est prise en compte dans les postes des états financiers suivants :

Titres de créance	2016	2015
Titres disponibles à la vente	78 888	82 566
Titres détenus jusqu'à échéance	8 751	7 826
Prêts et avances aux clients	7 471	9 625
Prêts et avances aux banques	952	1 857
Titres disponibles à la vente et Actifs comptabilisés au coût amorti	96 062	101 874
Actifs détenus à des fins de transaction	9 863	14 316
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	1 669	1 080
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	11 532	15 396
	107 594	117 270

L'exposition totale aux titres de créance d'ING Bank comprise dans les titres disponibles à la vente et les actifs comptabilisés au coût amorti pour un montant de 96 062 millions d'euros (contre 101 874 millions d'euros en 2015), est précisée ci-après par type d'exposition :

Titres de créance par type et Postes des états financiers - Titres disponibles à la vente et Actifs comptabilisés au coût amorti	Titres disponibles à la vente		Titres détenus jusqu'à échéance		Prêts et avances aux clients		Prêts et avances aux banques		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Obligations d'État	41 985	46 104	6 688	5 500	858	874			49 531	52 478
Entités infranationales, supranationales et agences	20 484	20 337	1 613	1 619	267	297			22 364	22 253
Obligations garanties	11 297	11 949	100	350	1 820	2 119	882	1 787	14 099	16 205
Obligations de sociétés	1 345	1 177			791	1 036			2 136	2 213
Obligations d'institutions financières	2 020	1 865			351	363	70	64	2 441	2 292
Portefeuille ABS	1 757	1 134	350	357	3 384	4 936		6	5 491	6 433
Portefeuille obligataire	78 888	82 566	8 751	7 826	7 471	9 625	952	1 857	96 062	101 874

La catégorie d'actifs Entités Infranationales, Supranationales et Agences (« ISA ») comprend entre autres, les banques multilatérales de développement, les gouvernements régionaux, les autorités locales et les agences américaines. Sous certaines conditions, les obligations ISA peuvent être considérées comme Niveau 1 des Actifs Liquides de Haute Qualité pour le Ratio de Liquidité à Court Terme (Liquidity Coverage Ratio - LCR). 97 % environ (contre 91 % en 2015) de l'exposition au portefeuille ABS obtiennent une notation extérieure de AAA et pouvant atteindre A-. Les titres de créance empruntés ne sont pas inscrits au bilan ; leur montant était nul en 2015 (tout comme en 2015).

Se référer à ce propos à la Note 38 « Transfert d'actifs financiers » pour toute information sur les opérations de prêts de titres et sur les opérations de pension livrée sur titres.

#### Changements au niveau des placements disponibles à la vente et détenus jusqu'à échéance

Changements au niveau des placements disponibles à la vente et détenus jusqu'à échéance	Titres de participation disponibles à la vente		Titres de créances disponibles à la vente		Détenus jusqu'à échéance		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015



Solde d'ouverture	4 434	2 718	82 566	92 683	7 826	2 239	94 826	97 640
Acquisitions	80	1 279	27 073	42 976	1 731	3 457	28 884	47 712
Amortissement			-144	-106	-87	-67	-231	-173
Transferts et reclassements	-92			-3 499		3 499	-92	
Variations au niveau des réévaluations latentes	363	743	-102	-1 595	-70	-72	191	-924
Dépréciations	-13	-117		-17			-13	-134
Cessions et rachats	-682	-216	-30 483	-48 331	-630	-1 219	-31 795	-49 766
Différences de change	-72	27	-16	469	-19	-11	-107	485
Changements de composition du groupe et autres changements	6		-6	-14				-14
Solde de clôture	4 024	4 434	78 888	82 566	8 751	7 826	91 663	94 826

Se référer à la Note 22 « Revenus de placement » pour toutes précisions concernant les dépréciations.

En 2016, les « Changements de composition du groupe et autres changements » incluent la conversion de titres de créance disponibles à la vente en actions nouvellement émises.

#### *Transferts et reclassements des titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à échéance*

Transferts et reclassements des titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à échéance	Titres de participation disponibles à la vente		Titres de créances disponibles à la vente		Détenus jusqu'à échéance		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Dans/à partir des titres détenus jusqu'à échéance				-3 499				-3 499
Dans/à partir de titres disponibles à la vente						3 499		3 499
Dans/à partir des participations dans des sociétés liées et des coentreprises	-82						-82	
Dans/à partir des autres actifs/autres passifs	-10						-10	
	-92	-	-	-3 499	-	3 499	-92	-

En 2015, 3,5 milliards d'euros concernant principalement des obligations d'État qui étaient précédemment classés dans les Titres de créances disponibles à la vente ont été classés dans les Titres détenus jusqu'à échéance, car ING avait l'intention et la capacité de détenir ces obligations jusqu'à l'échéance.

Titres de participation disponibles à la vente - cotés et non cotés	2016	2015
Cotés	3 539	3 804
Non cotés	485	630
	4 024	4 434

#### 5. – Prêts et avances aux clients

Prêts et avances aux clients par type	Pays-Bas (1), (2)		International (2)		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Prêts aux pouvoirs publics ou garantis par les pouvoirs publics (1)	27 746	30 912	18 634	18 214	46 380	49 126
Prêts garantis par des hypothèques (2)	126 885	128 685	191 745	179 938	318 630	308 623
Prêts garantis par les établissements de crédit (1)	236	4 817	944	191	1 180	5 008
Prêts personnels (1)	4 376	5 636	18 722	17 041	23 098	22 677
Titres adossés à des créances			3 380	4 936	3 380	4 936
Prêts corporate (1), (2)	37 708	196 247	137 675	119 162	175 383	315 409
	196 951	366 297	371 100	339 482	568 051	705 779
Provisions pour pertes sur prêts	-2 349	-2 900	-2 829	-2 872	-5 178	-5 772
	194 602	363 397	368 271	336 610	562 873	700 007

(1) Les chiffres comparables ont été ajustés au 31 décembre 2015. Le total des Prêts et avances aux clients au 31 décembre 2015 a augmenté de 163,5 milliards et est passé de 536,5 milliards d'euros à 700 milliards d'euros, principalement en raison de l'augmentation des Prêts corporate de 146,1 milliards d'euros (qui sont passés de 169,3 milliards d'euros à 315,4 milliards d'euros). Se référer à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables et Changements de présentation en 2016.

(2) Au 31 décembre 2015, les Prêts et avances aux clients par type ont été ajustés. Certains Prêts corporate ont été reclassés en Prêts garantis par des hypothèques.

Comparativement à 2015, la diminution des Prêts et avances aux clients est principalement due au changement apporté aux principes comptables en 2016. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables en 2016.

Au 31 décembre 2016, les Prêts et avances aux clients incluent des créances concernant des titres acquis dans le cadre d'opérations de prises en pension à concurrence de 47 millions d'euros (contre 418 millions d'euros en 2015).

Se référer à ce propos à la Note 38 « Transfert d'actifs financiers » pour toute information sur les opérations de prêts de titres et sur les opérations de pension livrée sur titres.

<b>Prêts et avances aux clients par subordination</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Non subordonnés (1)	562 399	699 533
Subordonnés	474	474
	<b>562 873</b>	<b>700 007</b>
<i>(1) Les chiffres comparables au 31 décembre 2015 sont ajustés suite aux changements enregistrés au niveau des principes comptables pour un reclassement dans les éléments à régler. Au 31 décembre 2015, le total des Prêts et avances aux clients a progressé de 163,5 milliards d'euros et est passé de 536,5 milliards d'euros à 700 milliards d'euros. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables et Changements de présentation en 2016.</i>		

Aucun prêt ni avance n'est assujéti à des termes et conditions qui affectent substantiellement le montant, le calendrier ou la probabilité des flux de trésorerie consolidés d'ING Bank. Pour plus de précisions sur les concentrations significatives, se reporter au paragraphe « Tolérance au risque de crédit et Cadre de Gestion de risque de concentration » du chapitre « Gestion des risques - Risque de crédit ».

Les Prêts et avances aux clients et les Prêts et avances aux banques comprennent des créances sur opérations de crédit-bail se décomposant comme suit :

<b>Créances sur opérations de crédit-bail</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Échéances de l'investissement brut dans les opérations de crédit-bail		
À moins d'1 an	2 492	2 690
À plus d'1 an et 5 ans au plus	6 282	6 004
À plus de 5 ans	3 114	3 672
	<b>11 888</b>	<b>12 366</b>
Produit financier constaté d'avance sur des opérations de crédit-bail	-1 254	-1 507
Investissement net dans des opérations de crédit-bail	<b>10 634</b>	<b>10 859</b>
Échéances de l'investissement net dans des opérations de crédit-bail		
À moins d'1 an	2 210	2 368
À plus d'1 an et 5 ans au plus	5 635	5 246
À plus de 5 ans	2 789	3 245
	<b>10 634</b>	<b>10 859</b>
Inclus dans les Prêts et avances aux banques	88	114
Inclus dans les Prêts et avances aux clients	10 546	10 745
	<b>10 634</b>	<b>10 859</b>

Les provisions pour créances sur opérations de crédit-bail non recouvrables incluent dans les provisions pour créances irrécouvrables un montant de 282 millions d'euros au 31 décembre 2016 (contre 271 millions d'euros en 2015).

Aucune opération de crédit-bail ne comporte des termes et conditions qui pourraient substantiellement affecter le montant, l'échéancier et la probabilité des flux de trésorerie consolidés d'ING Bank.

<b>Provisions pour créances irrécouvrables par type</b>	<b>Pays-Bas</b>		<b>International</b>		<b>Total</b>	
	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Prêts aux pouvoirs publics ou garantis par les pouvoirs publics			7	2	7	2
Prêts garantis par des hypothèques	550	819	638	717	1 188	1 536
Prêts garantis par les établissements de crédit	2	1	12	15	14	16
Prêts personnels	122	177	620	712	742	889
Titres adossés à des créances			2	2	2	2
Prêts corporate et Facilités de crédit	1 738	1 903	1 617	1 438	3 355	3 341
	<b>2 412</b>	<b>2 900</b>	<b>2 896</b>	<b>2 886</b>	<b>5 308</b>	<b>5 786</b>
Le solde de clôture est inclus dans						
Prêts et avances aux banques			11	14	11	14
Prêts et avances aux clients	2 349	2 900	2 829	2 872	5 178	5 772
Autres provisions autres	63		56		119	
	<b>2 412</b>	<b>2 900</b>	<b>2 896</b>	<b>2 886</b>	<b>5 308</b>	<b>5 786</b>

<b>Variations des provisions pour pertes sur prêts</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Solde d'ouverture	5 786	5 995
Réajustements	-1 494	-1 718
Recouvrements	94	91
Augmentation des provisions pour pertes sur prêts	974	1 347

Différences de change	-55	38
Changements de composition du groupe et autres changements	3	33
Solde de clôture	5 308	5 786

L'augmentation des « provisions pour créances irrécouvrables » est comptabilisée sous « Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables » au compte de résultat consolidé.

#### 7. – Participations dans des sociétés liées et des coentreprises

2016	Intérêts détenus (%)	Juste valeur des placements cotés	Valeur du bilan	Total actif	Total passif	Total produits	Total charges
TMB Public Company Limited	25	610	723	21 439	19 275	685	489
Autres participations dans des sociétés liées et des coentreprises			280				
			1 003				

2015	Intérêts détenus (%)	Juste valeur des placements cotés	Valeur du bilan	Total actif	Total passif	Total produits	Total charges
TMB Public Company Limited	25	670	612	20 956	19 074	630	419
Autres participations dans des sociétés liées et des coentreprises			230				
			842				

TMB Public Company Limited (« TMB ») est une société liée dans laquelle ING Bank détient une participation de 25 %. TMB est un établissement financier qui fournit des produits et services au Commerce de gros, aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux particuliers TMB est domiciliée à Bangkok, Thaïlande, et est cotée à la Bourse de Thaïlande (SET).

Les Autres participations dans des sociétés liées et coentreprises sont pour la plupart des fonds d'investissement immobilier ou des instruments de placement immobilier exerçant leurs activités principalement en Europe.

ING Bank ne détient aucune participation enregistrée dans « Participations dans des sociétés liées et des coentreprises » ayant une importance individuelle pour ING Bank. Les Autres participations dans des sociétés liées et coentreprises représentent un grand nombre de sociétés liées et coentreprises dont la valeur au bilan est respectivement inférieure à 50 millions d'euros.

Une influence notable pour les sociétés liées détenant des participations inférieures à 20 % se fonde sur la combinaison des intérêts financiers et autres droits d'ING Bank, tels que la participation au Conseil d'administration.

En règle générale, les dates de reporting de toutes les principales sociétés liées et coentreprises sont harmonisées avec la date de reporting de la Banque. Les dates de reporting de certaines sociétés liées et coentreprises peuvent toutefois différer de celle de la Banque, mais de trois mois tout au plus.

Les dépréciations cumulées ont été comptabilisées pour un montant de 48 millions d'euros (contre 24 millions d'euros en 2015). Les valeurs indiquées dans les tableaux ci-dessus peuvent différer des valeurs présentées dans les comptes annuels de chaque société liée et coentreprise, du fait que les valeurs individuelles ont été harmonisées avec les principes comptables d'ING Bank. Lorsque la juste valeur cotée est inférieure à la valeur du bilan, un test de dépréciation et une évaluation du principe de continuité d'exploitation de l'entreprise doivent être réalisés.

Les sociétés liées et coentreprises d'ING sont soumises à des restrictions juridiques et réglementaires quant au montant des dividendes qu'elles peuvent verser à ING. Ces restrictions dépendent par exemple des lois du pays d'immatriculation pour la déclaration des dividendes ou résultent d'exigences de fonds propres minimum qui sont imposées par les organismes de réglementation de la profession dans les pays où opèrent les sociétés liées et coentreprises. De plus, les sociétés liées et coentreprises tiennent compte d'autres facteurs encore pour déterminer les niveaux de dotation en fonds propres appropriés et nécessaires. Ces facteurs et restrictions incluent, sans s'y limiter, les avis des agences de notation et des organismes de réglementation, qui sont susceptibles d'évoluer au cours du temps.

Changements au niveau des participations dans des sociétés liées et des coentreprises	2016	2015
Solde d'ouverture	842	861
Acquisitions	49	24
Transferts de titres/Autres actifs et passifs	75	
Réévaluations	29	5
Quote-part dans le résultat	80	100
Dividendes perçus	-33	-31
Cessions	-54	-125
Dépréciations	-3	
Différences de change	18	18
Changements de composition du groupe et autres changements		-10
Solde de clôture	1 003	842

#### Acquisitions

En 2016, les acquisitions concernent surtout plusieurs petits investissements dans des sociétés liées.

#### Transferts de titres/Autres actifs et passifs

Les transferts incluaient 82 millions d'euros au titre de reclassements des titres de participation disponibles à la vente vers les sociétés liées et -7 millions d'euros de reclassements de/vers autres actifs et autres passifs.

### Réévaluations

En 2016, les réévaluations d'un montant de 29 millions d'euros, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, incluent 45 millions d'euros concernant TMB, 17 millions d'euros concernant Equens SE et -31 millions d'euros au titre d'autres réévaluations.

### Quote-part dans le résultat

En 2016, la quote-part dans le résultat des sociétés liées et des coentreprises s'élevant à 77 millions d'euros, qui est enregistrée au compte de résultat, inclut :

- une quote-part dans le résultat de 80 millions d'euros principalement attribuable aux résultats de TMB s'élevant à 56 millions d'euros et un gain de 21 millions d'euros sur la cession d'actions détenues dans VISA Europe Limited ; et ;
- dépréciations au niveau des participations dans des sociétés liées et des coentreprises pour -3 millions d'euros.

En 2015, la quote-part dans le résultat des sociétés liées et des coentreprises s'élevant à 493 millions d'euros, qui est enregistrée au compte de résultat, inclut :

- une quote-part dans le résultat, tel que présenté dans le tableau ci-dessus pour un montant de 100 millions d'euros, principalement attribuable aux résultats de TMB s'élevant à 63 millions d'euros, et un gain sur cession de Ivy Retail SRL et Ontwikkelingscombinatie Overhoeks CV pour respectivement 10 millions d'euros et 5 millions d'euros ;
- un gain sur Participations dans des sociétés liées disponibles à la vente pour 392 millions d'euros, comprenant 367 millions d'euros résultant de la fusion d'ING Vysya et de Kotak et 25 millions d'euros sur la vente d'ING Nationale Nederlanden PTE Polska SA ; et ;
- aucune dépréciation au niveau des participations dans des sociétés liées et des coentreprises.

### Cessions

En 2016, les cessions d'un montant de -54 millions d'euros sont principalement imputables à la vente d'Enterprise Center pour 40 millions d'euros et au remboursement du capital CBRE Asia Value Fund pour 10 millions d'euros.

En 2015, les cessions d'un montant de 125 millions d'euros étaient principalement imputables à la vente d'Ivy Retail SRL et Ontwikkelingscombinatie Overhoeks CV comme indiqué ci-dessus.

### Différences de change

En 2016, les différences de change incluent 26 millions d'euros concernant TMB et -9 millions d'euros concernant le Groupe Appia (contre 9 millions d'euros concernant TMB en 2015).

## 8. – Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles par type	2016	2015
Biens à usage propre	881	982
Équipement	1 015	971
Actifs sous contrat de location-exploitation	106	74
	2 002	2 027

ING fait appel à des experts externes pour évaluer les biens à usage propre. Tous les biens sont généralement évalués par des experts externes une fois tous les cinq ans.

Changements au niveau des biens à usage propre	2016	2015
Solde d'ouverture	982	1 020
Acquisitions	9	10
Reclassements		
Transferts de Placements immobiliers	8	1
Transferts d'Autres actifs		4
	8	5
Montants inscrits au compte de résultat pour l'exercice		
Amortissement	-15	-16
Dépréciations	-64	-17
Reprise sur pertes de valeur	5	14
	-74	-19
Réévaluations comptabilisées aux capitaux propres durant l'exercice	11	32
Cessions	-38	-60
Différences de change	-17	-6
Solde de clôture	881	982
Valeur comptable brute au 31 décembre	1 656	1 823
Amortissement cumulé au 31 décembre	-504	-635
Dépréciations cumulées au 31 décembre	-271	-206
Valeur comptable nette au 31 décembre	881	982
Écart de réévaluation		
Solde d'ouverture	273	219

Réévaluation sur l'exercice	-17	54
Solde de clôture	256	273

Le prix coûtant ou d'acquisition s'élevait à 1 400 millions d'euros (contre 1 551 millions d'euros en 2015). Le prix coûtant ou d'acquisition, diminué des dépréciations et pertes de valeur cumulées, aurait été de 625 millions d'euros (contre 710 millions d'euros en 2015), si les biens à usage propre avaient été évalués à leur valeur d'acquisition et non à leur juste valeur.

Changements au niveau de l'équipement	Matériel de traitement de l'information		Mobiliier et aménagements et autres équipements		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Solde d'ouverture	263	265	708	733	971	998
Acquisitions	161	140	181	176	342	316
Cessions	-5	-6	-20	-7	-25	-13
Amortissement	-137	-125	-178	-186	-315	-311
Différences de change	-5	-4	-5	-1	-10	-5
Changements de composition du groupe et autres changements	46	-7	6	-7	52	-14
Solde de clôture	323	263	692	708	1 015	971
Valeur comptable brute au 31 décembre	1 274	1 092	2 432	2 482	3 706	3 574
Amortissement cumulé au 31 décembre	-950	-828	-1 740	-1 774	-2 690	-2 602
Dépréciations cumulées au 31 décembre	-1	-1			-1	-1
Valeur comptable nette au 31 décembre	323	263	692	708	1 015	971

#### 9. – Immobilisations incorporelles

Variations des immobilisations incorporelles	Écart d'acquisition		Logiciel		Autre		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Solde d'ouverture	985	1 061	567	574	15	20	1 567	1 655
Acquisitions			93	134			93	134
Coûts immobilisés			195	122			195	122
Amortissement			-182	-265	-5	-5	-187	-270
Dépréciations			-45	-15			-45	-15
Différences de change	-82	-70	-1			-1	-83	-71
Cessions			-9	-1			-9	-1
Changements de composition du groupe et autres changements		-6	-47	18		1	-47	13
Solde de clôture	903	985	571	567	10	15	1 484	1 567
Valeur comptable brute au 31 décembre	903	985	1 756	1 706	29	29	2 688	2 720
Amortissement cumulé au 31 décembre			-1 147	-1 128	-17	-12	-1 164	-1 140
Dépréciations cumulées au 31 décembre			-38	-11	-2	-2	-40	-13
Valeur comptable nette au 31 décembre	903	985	571	567	10	15	1 484	1 567

#### Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est affecté aux groupes d'unités de reporting de la façon suivante :

Affectation de l'écart d'acquisition aux groupes d'unités de reporting	Méthode utilisée pour le montant recouvrable	Taux d'actualisation	Taux de croissance à long terme	Écart d'acquisition	Écart d'acquisition
				2016	2015
Groupes d'unités de reporting					
Banque de détail - Belgique	Valeurs d'utilité	8,64 %	0,45 %	50	50
Banque de détail - Allemagne	Valeurs d'utilité	7,74 %	0,45 %	349	349
Marchés Retail Growth (1), (2)	Juste valeur diminuée des frais de cession	12,48 %	3,19 %	375	427
Wholesale Banking (2)	Valeurs d'utilité	8,80 %	0,96 %	129	159

				903	985
(1) À compter de 2016, le groupe d'unités de reporting Retail Central Europe a été renommé Retail Growth et enrichi de prises de participation asiatiques pour se conformer à l'information sectorielle. Ce changement n'a pas d'impact sur l'écart d'acquisition affecté à ce groupe d'unités de reporting en 2016 et 2015.					
(2) L'écart d'acquisition relatif aux pays en croissance se répartit entre deux groupes d'unités de reporting, à savoir 375 millions d'euros pour Retail Growth et 109 millions d'euros pour Wholesale Banking.					

En 2016, aucune dépréciation de l'écart d'acquisition n'a été comptabilisée (aucune en 2015 non plus). En 2016, les variations de l'écart d'acquisition par unité de reporting sont dues à des variations des taux de change.

#### Test de dépréciation de l'écart d'acquisition

Les tests de dépréciation relatifs à l'écart d'acquisition sont réalisés au moins une fois par an et plus fréquemment si les événements indiquent que des dépréciations peuvent être intervenues. Dans le cadre du test de dépréciation, l'écart d'acquisition est testé au plus bas niveau auquel il est surveillé à des fins de gestion interne et il y est fait référence en tant que groupe d'unités de reporting. La dépréciation de l'écart d'acquisition est testée en comparant la valeur comptable de l'unité de reporting avec le montant recouvrable le plus probable de ladite unité de reporting. Conformément à l'IAS « Dépréciation d'actifs », la valeur comptable est déterminée selon des principes conformes à ceux sur lesquels s'appuie la détermination du montant recouvrable de l'unité de reporting. Le capital IFRS effectif est à la base de la valeur comptable des unités de reporting, ajustés pour le fractionnement Retail/Wholesale à l'aide d'une clé de répartition de solvabilité qui repose sur la part d'actifs pondérés en fonction des risques de chaque unité de reporting.

#### Méthodologie

Plusieurs méthodes sont appliquées pour obtenir le montant recouvrable le plus probable. Conformément aux normes IFRS, le montant recouvrable est estimé comme étant le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif, minorée des frais de cession, et la valeur d'utilité. La juste valeur minorée des frais de cession est basée sur les cours des actions observables (niveau 1 dans la hiérarchie des justes valeurs), les ratios cours/valeurs comptables observables pour les banques concernées (niveau 2) ou sur des modèles d'actualisation des flux de trésorerie (niveau 3). Le calcul de la valeur d'utilité est effectué sur la base du modèle d'Actualisation des Dividendes, en recourant à des plans de gestion quinquennaux approuvés. Lors de l'estimation de la valeur d'utilité d'une unité de reporting, les conditions et exigences locales déterminent les besoins en capitaux, les taux d'actualisation et les taux finaux de croissance. Ces conditions et exigences locales déterminent la capacité à réorienter en amont l'excédent de capital et les bénéfices vers ING Bank. Le calcul du taux d'actualisation englobe d'autres données telles que la prime du marché des actions, la prime de risque pays et l'inflation à long terme, qui sont basées sur les données du marché et les appréciations de la direction. Le taux de croissance à long terme pour les pays de l'UE est fondé sur le taux sans risque à long terme en tenant compte du rendement de l'indice composite consistant en obligations d'État génériques libellées en euros, à une échéance de 30 ans. Pour les autres pays, le taux de croissance englobe le taux d'inflation à long terme, obtenu à partir des données du marché.

La valeur comptable des unités de reporting excède le montant recouvrable pour 2016 et 2015 ; aucune dépréciation n'est donc requise.

#### Sensibilité des principales hypothèses

Les principales hypothèses du modèle de dépréciation de l'écart d'acquisition reposent sur les ratios cours/valeur comptable, le cours de l'action des filiales cotées et les paramètres locaux pour CET1, le taux d'actualisation et les taux de croissance à long terme. La sensibilité du modèle a été testée en remplaçant les paramètres clés du modèle par des valeurs plus prudentes. L'analyse de sensibilité n'a pas entraîné de dépréciations additionnelles.

#### Logiciels

Les logiciels englobent des logiciels développés en interne pour un montant de 395 millions d'euros (contre 319 millions d'euros en 2015).

À compter de 2016, la période d'amortissement des logiciels inscrits à l'actif a été portée de trois à cinq ans. Cette modification est appliquée de façon anticipée. La modification entraîne une charge moins importante au compte de résultat de l'exercice. Elle n'a aucun impact significatif sur le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et ne devrait pas avoir d'impact significatif sur le compte de résultat d'ING Bank dans les exercices à venir. L'amortissement des logiciels et autres immobilisations incorporelles est imputé au compte de résultat dans les autres charges d'exploitation. Se référer à la note 26 « Autres charges d'exploitation ».

#### 10. – Autres actifs

Autres actifs par type	2016	2015
Actifs nets au titre des régimes à prestations déterminées	609	643
Placements immobiliers	65	77
Immobilisations en cours et biens obtenus à la suite d'une saisie d'hypothèque	184	212
Intérêts courus et loyers	5 589	6 256
Autres éléments d'actifs courus	884	717
Montants à régler	4 804	2 087
Autres	2 571	2 280
	14 706	12 272

Les informations relatives aux Actifs nets au titre des régimes à prestations déterminées sont fournies à la Note 31 « Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi ».

#### Immobilisations en cours et biens obtenus à la suite d'une saisie d'hypothèque

Immobilisations en cours et biens obtenus à la suite d'une saisie d'hypothèque	2016	2015
Biens construits	109	141
Biens obtenus à la suite d'une saisie d'hypothèque	75	71
	184	212
Valeur comptable brute au 31 décembre	469	531

Dépréciations cumulées au 31 décembre	-285	-319
Valeur comptable nette	184	212

**Intérêts courus et loyers**

Au 31 décembre 2016, le poste inclut des intérêts courus pour 0 euro (contre 2 290 millions d'euros en 2015) sur les actifs dérivés détenus à des fins de transaction et pour 0 euro (contre 2 892 millions d'euros en 2015) sur les prêts et les obligations disponibles à la vente. Les intérêts courus sur les actifs dérivés détenus à des fins de transaction doivent être pris en compte avec les intérêts courus sur les passifs dérivés détenus à des fins de transaction tels qu'inscrits dans les Autres dettes. Se référer à la note 16 « Autres dettes ». Le restant du solde concerne principalement les intérêts courus sur les couvertures de flux de trésorerie, les couvertures de juste valeur et les autres dérivés non détenus à des fins de transaction.

**Autres éléments d'actifs courus**

En 2016, les autres éléments d'actifs courus ont augmenté de 167 millions d'euros, principalement en raison des transactions par cartes de crédit.

**Montants à régler**

Les montants à régler concernent principalement des transactions non réglées à la date de clôture du bilan. Par nature, ils sont à court terme et leur règlement est escompté peu après la date de clôture du bilan. L'augmentation enregistrée en 2016 est partiellement imputable au reclassement des éléments à régler dans le cadre d'opérations sur titres. Les éléments à régler dans le cadre d'opérations sur titres sont de zéro au 31 décembre 2016 (contre 1 499 millions d'euros au 31 décembre 2015) ; ils étaient précédemment comptabilisés dans Prêts et avances aux clients et Prêts et avances aux banques. Sur la base du principe de l'importance relative, les chiffres comparables au 31 décembre 2015 n'ont pas été ajustés. De plus, l'augmentation du solde au 31 décembre 2016 s'explique par l'intensification des activités sur le marché par rapport à la fin de l'année.

**Autres**

Le poste Autres actifs - Autres concerne essentiellement les autres créances nées dans le cadre des activités courantes.

**Passifs****11. – Montants dus aux banques**

Les montants dus aux banques incluent les dettes non subordonnées dues aux banques, autres que sous forme de titres de créances.

Montants dus aux banques par type	Pays-Bas		International		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Non productifs d'intérêts		1 299	449	1 063	449	2 362
Productifs d'intérêts	13 778	12 331	17 737	19 115	31 515	31 446
	13 778	13 630	18 186	20 178	31 964	33 808

En 2016, ING a participé aux nouvelles opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO II) pour 10,7 milliards d'euros et a remboursé par anticipation les anciennes tranches TLTRO I à hauteur de 8,7 milliards d'euros.

La mesure TLTRO vise à encourager l'activité de prêt à l'économie réelle dans la zone euro. Le taux d'intérêt appliqué aux TLTRO est fixe sur la durée totale de chaque opération au taux de référence de la Banque Centrale Européenne ;

Se référer à ce propos à la Note 38 « Transfert d'actifs financiers » pour toute information sur les opérations de prêts de titres et sur les opérations de pension livrée sur titres.

**12. – Dépôts clients**

Dépôts clients	2016	2015
Comptes d'épargne	315 697	305 941
Soldes créditeurs sur les comptes clients (1)	173 346	316 787
Dépôts des entreprises	40 725	48 137
Autres	1 328	1 339
	531 096	672 204

(1) Les chiffres comparables au 31 décembre 2015 sont ajustés suite aux changements enregistrés au niveau des principes comptables. Le total des dépôts clients au 31 décembre 2015 a progressé de 163,1 milliards d'euros et est passé de 508,7 milliards d'euros à 671,8 milliards d'euros, suite à une augmentation des soldes créditeurs sur les comptes clients. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables et Changements de présentation en 2016.

Dépôts clients par type	Pays-Bas (1)		International		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Non productifs d'intérêts	13 579	12 360	16 911	13 367	30 490	25 727
Productifs d'intérêts (1)	159 557	318 914	341 049	327 563	500 606	646 477
	173 136	331 274	357 960	340 930	531 096	672 204

(1) Les chiffres comparables au 31 décembre 2015 sont ajustés suite aux changements enregistrés au niveau des principes comptables. Au 31 décembre 2015, le total des Dépôts clients a augmenté de 163,5 milliards d'euros et est passé de 508,7 milliards d'euros à 672,2 milliards d'euros. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables en 2016.

Le poste Comptes d'épargne concerne les soldes des comptes d'épargne, livrets d'épargne, dépôts d'épargne et dépôts à terme des particuliers. Les intérêts payables sur les comptes d'épargne, qui s'ajoutent contractuellement au capital, sont également inclus dans ce poste.

Se référer à ce propos à la Note 38 « Transfert d'actifs financiers » pour toute information sur les opérations de prêts de titres et sur les opérations de pension livrée sur titres.

**13. – Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat**

<b>Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Passifs détenus à des fins de transaction	83 167	88 807
Dérivés non détenus à des fins de transaction	3 585	4 364
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	12 266	12 616
	<b>99 018</b>	<b>105 787</b>

***Passifs détenus à des fins de transaction***

<b>Passifs détenus à des fins de transaction par type</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Titres de participation	1 975	3 773
Titres de créance	4 146	5 342
Fonds en dépôt	37 753	38 789
Dérivés	39 293	40 903
	<b>83 167</b>	<b>88 807</b>

La baisse des passifs détenus à des fins de transaction est surtout imputable à une réduction des positions courtes, aux contrats arrivant à expiration et aux variations de juste valeur due aux taux d'intérêt et taux de change sur le marché. Se référer à la Note 4 « Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat » pour toute information sur les actifs détenus à des fins de transaction. Se référer à ce propos à la Note 38 « Transfert d'actifs financiers » pour toute information sur les opérations de prêts de titres et sur les opérations de pension livrée sur titres.

***Dérivés non détenus à des fins de transaction***

<b>Dérivés non détenus à des fins de transaction par type</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Dérivés utilisés dans		
Les couvertures de juste valeur	1 888	2 411
Couverture de flux	671	1 167
Couverture d'investissements nets d'activités à l'étranger	33	52
Autres dérivés non détenus à des fins de transaction	993	734
	<b>3 585</b>	<b>4 364</b>

Les Autres dérivés non détenus à des fins de transaction incluent principalement les swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises pour lesquels aucune comptabilité de couverture n'est appliquée.

***Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat***

<b>Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat par type</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Titres de créance	10 736	11 623
Fonds confiés	969	407
Dettes subordonnées	561	586
	<b>12 266</b>	<b>12 616</b>

En 2016, la variation de la juste valeur des passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, due aux évolutions du risque de crédit, est de 50 millions d'euros (contre -163 millions d'euros en 2015) et 170 millions d'euros (contre 119 millions d'euros en 2015) sur un base cumulative. Cette variation représente le montant de la variation de la juste valeur des passifs financiers qui n'est pas due aux évolutions des conditions du marché ayant entraîné des risques de marché (notamment un risque de taux d'intérêt basé sur des courbes de rendement).

Le montant qu'ING Bank doit contractuellement payer à l'échéance aux porteurs de dettes financières désignées à leur juste valeur par le biais du compte de résultat s'élève à 11 720 millions d'euros (contre 12 220 millions d'euros en 2015).

**14. – Provisions**

<b>Provisions par type</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Provisions de restructuration	1 482	670
Autres provisions	546	294
	<b>2 028</b>	<b>964</b>

***Provisions de restructuration***

<b>Variation des provisions pour restructuration</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Solde d'ouverture	670	728
Acquisitions	1 202	180
Reprise de montants non utilisés	-13	-15
Utilisées	-365	-226



Différences de change	-5	5
Changements de composition du groupe et autres changements	-7	-2
<b>Solde de clôture</b>	<b>1 482</b>	<b>670</b>

En 2016, ING Bank a doté une provision pour restructuration de 1 032 millions d'euros, pour couvrir les réductions d'effectifs prévues en raison de programmes de transformation numérique annoncés le 3 octobre lors de la Journée des investisseurs d'ING. Les initiatives prévues devaient générer une réduction des effectifs d'ING entre 2016 et 2021, surtout en Belgique et aux Pays-Bas.

En 2015, les dotations aux provisions pour restructuration concernaient surtout les initiatives de restructuration en cours de la Banque de détail aux Pays-Bas et en Belgique.

Ces initiatives sont mises en œuvre sur plusieurs années et l'estimation des provisions pour restructuration est donc incertaine. Toutefois, la provision à la date de clôture du bilan représente la meilleure estimation possible des coûts de licenciement attendus et devrait suffire à couvrir lesdits coûts.

#### *Autres provisions*

Variations des autres provisions	Litiges		Autres		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Solde d'ouverture	187	190	107	99	294	289
Acquisitions	235	105	120	8	355	113
Reprise de montants non utilisés	-46	-81	-6	-24	-52	-105
Utilisées	-28	-17	-19	-2	-47	-19
Différences de change	-1	-2	-1	-1	-2	-3
Changements de composition du groupe et autres changements	6	-8	-8	27	-2	19
<b>Solde de clôture</b>	<b>353</b>	<b>187</b>	<b>193</b>	<b>107</b>	<b>546</b>	<b>294</b>

En 2016, le poste Autres provisions - autres changements inclut un montant de 119 millions d'euros relatif aux Lettres de Crédit / Garanties. En règle générale, les autres provisions sont à court terme. Au 31 décembre 2016, les montants devant être réglés dans les douze mois s'élèvent à 322 millions d'euros. Les montants inclus dans les autres provisions se basent sur les meilleures estimations des montants et calendrier des flux de trésorerie requis pour se soumettre à cette obligation.

En 2015 et 2016, le poste Autres provisions - Litiges englobe une provision liée aux dérivés de taux d'intérêts variables qui ont été vendus aux Pays-Bas. Se référer à la Note 26 « Autres charges d'exploitation » et à la Note 41 « Procédures judiciaires ».

En 2016, le poste Autres provisions - Litiges englobe une provision relative aux dommages au titre du plan d'assurance médicale pour les employés retraités d'ING Belgique. Se référer à la Note 26 « Autres charges d'exploitation » et à la Note 41 « Procédures judiciaires ».

#### 15. – Autres dettes

Autres dettes par type	2016	2015
Passifs nets au titre des régimes à prestations déterminées	521	498
Autres avantages postérieurs à l'emploi	87	98
Autres charges de personnel	472	349
Autres impôts et cotisations de sécurité sociale	494	565
Intérêts courus	4 373	5 090
Frais à payer	2 243	1 874
Montants à régler	6 391	2 390
Autres	2 212	2 159
	<b>16 793</b>	<b>13 023</b>

Les informations relatives aux passifs nets au titre des régimes à prestations définies sont fournies à la Note 31 « Prestation de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi ».

#### *Autres charges de personnel*

Les autres charges de personnel incluent les provisions pour congés annuels, les provisions pour rémunérations variables, les provisions pour jubilés et les provisions pour invalidité/maladie.

#### *Montants à régler*

Les montants à régler ont augmenté par rapport au 31 décembre 2015 suite au reclassement des éléments à régler dans le cadre d'opérations sur titres. Les éléments à régler dans le cadre d'opérations sur titres pour un montant de 3 572 millions d'euros, au 31 décembre 2016 (contre 2 253 millions d'euros au 31 décembre 2015), étaient précédemment comptabilisés dans Dépôts clients et Montants dus aux banques. Sur la base du principe de l'importance relative, les montants comparables au 31 décembre 2015 n'ont pas été ajustés. De plus, l'augmentation résiduelle au 31 décembre 2016 s'explique par l'intensification des activités sur le marché par rapport à la fin de l'année.

#### *Autres*

Le poste Autres Dettes - Autres concerne essentiellement des régularisations de fin d'exercice. Sont inclus dans Autres dettes - Autres les régularisations relatives aux contributions d'ING au Système de Garantie des Dépôts (SGD) et au Fonds de Résolution National (FRN).

#### 16. – Titres de créance émis

Les titres de créance émis concernent des obligations et autres titres de créance émis soit avec des taux d'intérêt fixes soit avec des taux d'intérêts basés sur les niveaux de taux d'intérêts variables, tels que les certificats de dépôt et les effets acceptés émis par ING Bank, à l'exception des éléments subordonnés. Les titres de créance émis ne comprennent pas les titres de créance enregistrés dans les passifs financiers désignés à leur juste valeur par

le biais du compte de résultat. ING Bank n'a pas de titres de créance émis à des conditions différentes de celles applicables dans le cadre des activités courantes. Les échéances des titres de créance s'établissent comme suit :

Titres de créance émis - échéances	2016	2015
Titres de créance à taux fixe		
À moins d'1 an	25 458	39 979
À plus d'1 an et 2 ans au plus	12 151	6 057
À plus de 2 ans et 3 ans au plus	7 365	11 192
À plus de 3 ans et 4 ans au plus	7 893	6 068
À plus de 4 ans et 5 ans au plus	8 674	7 845
À plus de 5 ans	14 537	20 181
Total des titres de créance à taux fixe	76 078	91 322
Titres de créance à taux variable		
À moins d'1 an	13 278	9 483
À plus d'1 an et 2 ans au plus	2 724	6 056
À plus de 2 ans et 3 ans au plus	4 168	1 958
À plus de 3 ans et 4 ans au plus	793	2 827
À plus de 4 ans et 5 ans au plus	320	476
À plus de 5 ans	3 944	5 434
Total des titres de créance à taux variable	25 227	26 234
Total titres de créance	101 305	117 556

En 2016, la baisse enregistrée par les titres de créance émis pour 16,3 milliards d'euros est principalement imputable à une diminution des obligations à long terme s'élevant à 7,3 milliards d'euros, une diminution des certificats de dépôt s'élevant à 6,5 milliards d'euros, une diminution des obligations garanties s'élevant à 2,9 milliards d'euros, une diminution des autres titres de créance émis s'élevant à 2,1 milliards d'euros ; diminutions partiellement compensées par une augmentation de 2,5 milliards d'euros des effets de commerce.

Au 31 décembre 2016, ING Bank disposait de lignes de crédit non utilisées (notamment le paiement de billets de trésorerie relatifs aux titres de créance émis) pour un montant total de 12 015 millions d'euros (contre 14 646 millions d'euros en 2015).

#### 17. – Emprunts subordonnés

Les emprunts subordonnés concernent les emprunts obligataires subordonnés et les emprunts privés pouvant être inclus dans le calcul du ratio de fonds propres.

Les dettes subordonnées incluent 6 603 millions d'euros (contre 7 248 millions d'euros en 2015) d'emprunts qui se qualifient comme capital Tier. Ces emprunts ont été placés par le Groupe ING chez ING Bank NV.

Variations des emprunts subordonnés	2016	2015
Solde d'ouverture	15 920	16 599
Nouvelles émissions	1 085	2 085
Remboursements	-961	-4 244
Différences de change et autres	60	1 480
Solde de clôture	16 104	15 920

Le taux d'intérêt moyen appliqué aux emprunts subordonnés est de 4,82 % (contre 4,81 % en 2015). Les charges d'intérêts de l'exercice 2016 s'élevaient à 780 millions d'euros (contre 820 millions d'euros en 2015).

En avril 2016, ING Bank NV a émis des instruments CRD IV éligibles Tier-2 pour 1 000 millions d'euros. Cette opération a été compensée par le remboursement d'un prêt à durée indéterminée de 800 millions de USD à ING Group NV. ING a classé cet instrument dans les passifs financiers en raison des intérêts contractuels à payer et de la date d'échéance fixe.

#### Capitaux propres

#### 18. – Capitaux propres

Total capitaux propres	2016	2015	2014
Capital social et prime d'émission d'actions			
Capital social	525	525	525
Prime d'émission d'actions	16 542	16 542	16 542
	17 067	17 067	17 067
Autres réserves			
Réserve de réévaluation : Disponible à la vente et autre	3 832	3 896	3 615
Réserve de réévaluation : Couvertures de flux de trésorerie	777	675	875
Réserve de réévaluation : Biens à usage propre	201	326	291
Réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations définies	-371	-306	-370

Réserves de conversions monétaires	-791	-540	-609
Réserve de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves	2 187	1 733	1 677
	5 835	5 784	5 479
Bénéfice non distribué	20 638	18 006	15 518
Capitaux propres (société mère)	43 540	40 857	38 064
Intérêts minoritaires	606	638	622
Total capitaux propres	44 146	41 495	38 686

Les composantes suivantes des capitaux propres, telles qu'enregistrées dans Autres réserves, ne peuvent pas être librement distribuées : la Réserve de réévaluation, la Réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations définies, la Réserve de conversion monétaire, la Réserve de participation dans les sociétés liées et les coentreprises, et la part des Autres réserves qui concerne les réserves de l'ex-Stichting Regio Bank et de l'ex-Stichting Vakbondsspaarbank SPN.

#### Capital social et prime d'émission d'actions

##### Capital social

Capital social - actions ordinaires	Actions ordinaires (valeur nominale 1,13 €)					
	Nombre x 1 000			Montants en millions d'euros		
	2016	2015	2014	2016	2015	2014
Capital autorisé	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 808	1 808	1 808
Capital non émis	1 134 965	1 134 965	1 134 965	1 283	1 283	1 283
Capital émis	465 035	465 035	465 035	525	525	525

Aucun changement n'a été enregistré au niveau du capital social émis et de la prime d'émission d'actions en 2016, 2015 et 2014.

Toutes les actions ordinaires sont sous forme nominative. Aucun certificat d'actions n'a été émis. Les actions ordinaires peuvent être transférées au moyen d'un acte de transfert, soumis à l'approbation de l'assemblée générale d'ING Bank. La valeur nominale des actions ordinaires ressort à 1,13 €. Le capital autorisé d'ING Bank NV consiste en 1 600 millions d'actions ordinaires dont 465 millions ont été émises et entièrement libérées au 31 décembre 2016.

ING Bank détient 50 actions privilégiées autorisées d'une valeur nominale de 1,13 € par action. Au 31 décembre 2016, 7 actions privilégiées ont été émises et entièrement libérées (contre 7 actions privilégiées en 2015 ; 7 actions privilégiées en 2014) pour un montant de 8 € (contre 8 € en 2015 ; 8 € en 2014).

#### Restrictions applicables en matière de dividende

ING Bank NV et les sociétés néerlandaises du groupe sont soumises à des restrictions légales quant au montant des dividendes qu'elles peuvent payer aux actionnaires. Le Code civil néerlandais prévoit une restriction stipulant que les dividendes peuvent uniquement être payés jusqu'à un montant égal à l'excédent des fonds propres de la société sur la somme du capital libéré et des réserves légales. De plus, certains établissements bancaires sont soumis à des restrictions concernant le montant des fonds qu'ils sont autorisés à transférer à la société mère sous forme de dividendes ou autrement.

Par ailleurs, d'autres restrictions existent dans certains pays, en plus des restrictions relatives aux besoins en fonds propres minimum qui sont imposées par les organismes de régulation de la profession dans les pays où les filiales exercent leurs activités.

#### Autres réserves

##### Réserve de réévaluation : Disponible à la vente et autre

Variations des réserves de réévaluation Disponible à la vente et autre	2016	2015	2014
Solde d'ouverture	3 896	3 615	1 870
Réévaluations non réalisées	208	298	1 866
Gains/pertes réalisés portés au compte de résultat	-272	-17	-121
Solde de clôture	3 832	3 896	3 615

En 2016, la Réserve de réévaluation disponible à la vente a diminué de 154 millions d'euros en raison de la dissolution de réserves de réévaluation précédemment comptabilisées et enregistrées sous le poste Réévaluations latentes en 2015 au titre des actions détenues dans VISA Europe Limited. Se référer à la Note 5 « Titres », à la Note 33 « Juste valeur des actifs et passifs » et à la Note 47 « Autres événements ».

##### Réserve de réévaluation : Couvertures de flux de trésorerie

Variations des réserves de réévaluation Couvertures de flux de trésorerie	2016	2015	2014
Solde d'ouverture	675	875	-776
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	102	-200	1 651
Solde de clôture	777	675	875

##### Réserve de réévaluation : Biens à usage propre

Variations des réserves de réévaluation Biens à usage propre	2016	2015	2014
Solde d'ouverture	326	291	320

Réévaluations non réalisées	2	35	-29
Changements de composition du groupe et autres changements	-127		
Solde de clôture	201	326	291

En 2016, le montant de -127 millions d'euros correspond à un transfert de la réserve de réévaluation vers les bénéfices réinvestis (report à nouveau).

#### Réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations définies

Se référer à ce propos à la note 31 « Prestation de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi ».

#### Réserves de conversions monétaires

Variations des réserves de conversion monétaire	2016	2015	2014
Solde d'ouverture	-540	-609	-989
Réévaluations non réalisées	-76	-231	-6
Différences de change	-175	300	386
Solde de clôture	-791	-540	-609

Les réévaluations non réalisées concernent des variations de valeur des instruments de couverture qui sont qualifiées de couverture d'investissement net.

#### Réserve de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves

Réserve de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves	2016	2015	2014
Réserve de participation dans les sociétés liée et les coentreprises	576	352	363
Autres réserves	1 611	1 381	1 314
	2 187	1 733	1 677

#### Réserve de participation dans les sociétés liées, les coentreprises

Variation des réserves de participation dans des sociétés liées et des coentreprises	2016	2015	2014
Solde d'ouverture	352	363	328
Changements de composition du groupe et autres changements	224	-11	35
Solde de clôture	576	352	363

#### Autres réserves

Variations des autres réserves	2016	2015	2014
Solde d'ouverture	1 381	1 314	1 240
Résultat de l'exercice	124	131	83
Changements de composition du groupe et autres changements	106	-64	-9
Solde de clôture	1 611	1 381	1 314

#### Bénéfice non distribué

Variations des bénéfices non distribués	2016	2015	2014
Solde d'ouverture	18 006	15 518	16 416
Résultat de l'exercice	4 103	4 528	2 661
Dividendes	-1 345	-2 200	-1 225
Options d'achat d'actions par le personnel et plans d'actionnariat	72	70	55
Changements de composition du groupe et autres changements	-198	90	-2 389
Solde de clôture	20 638	18 006	15 518

En 2016, un dividende de 1 345 millions d'euros a été versé à ING Group.

En 2015, un dividende de 2 200 millions d'euros a été versé à ING Group.

En 2014, les changements de composition du groupe et autres changements incluaient une baisse de 2 235 millions d'euros du bénéfice non distribué, suite au transfert d'une partie de la réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations définies résultant de l'indépendance financière prise par le Fonds de Pension néerlandais ING.

#### Notes au compte de résultat consolidé

##### 19. – Intérêts nets créditeurs

<b>Intérêts nets créditeurs</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Intérêts créditeurs sur prêts	18 388	19 177	20 136
Intérêts créditeurs sur prêts douteux	69	42	56
Intérêts négatifs sur le passif	191	66	6
Total des intérêts créditeurs sur prêts	18 648	19 285	20 198
Intérêts créditeurs sur titres disponibles à la vente	1 659	1 785	2 009
Intérêts créditeurs sur titres détenus jusqu'à échéance	97	101	83
Intérêts créditeurs sur dérivés détenus à des fins de transaction	16 081	17 151	17 476
Intérêts créditeurs sur autre portefeuille de négoce	728	677	851
Intérêts créditeurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (pas de comptabilité de couverture)	666	849	1 684
Intérêts créditeurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture)	6 213	6 394	5 977
Autres intérêts créditeurs	129	155	98
Intérêts créditeurs	44 221	46 397	48 376
Intérêts débiteurs sur les montants dus aux banques	283	302	338
Intérêts débiteurs sur les dépôts clients	3 161	4 180	5 361
Intérêts débiteurs sur titres de créance	2 174	2 390	2 593
Intérêts débiteurs sur emprunts subordonnés	780	820	716
Intérêts débiteurs sur dérivés détenus à des fins de transaction	16 263	17 408	17 388
Intérêts débiteurs sur les autres éléments de passif détenu à des fins de transaction	210	207	329
Intérêts débiteurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (pas de comptabilité de couverture)	766	781	1 512
Intérêts débiteurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture)	6 720	7 181	7 123
Autres intérêts débiteurs	363	344	410
Intérêts négatifs sur l'actif	184	40	
Intérêts débiteurs	30 904	33 653	35 770
Intérêts nets créditeurs	13 317	12 744	12 606

En 2016, l'augmentation du total des actifs (pour lesquels les soldes de trésorerie commune sont toujours calculés sur une base nette, afin de fournir des informations cohérentes), associée à une amélioration de la marge d'intérêt nette, a entraîné une hausse des intérêts nets créditeurs de 573 millions d'euros. L'augmentation du total des actifs était principalement imputable à une augmentation des crédits à la clientèle, qui a été partiellement compensée par une baisse des actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat.

En 2015, l'augmentation du total des actifs (hors Actifs disponibles à la vente), associée à la baisse de la marge d'intérêt nette, a entraîné une hausse des intérêts nets créditeurs de 138 millions d'euros. L'augmentation du total des actifs (pour lesquels les soldes de trésorerie commune sont toujours calculés sur une base nette) était partiellement imputable à une augmentation des crédits à la clientèle.

En 2014, la baisse du total des actifs, associée à une augmentation de la marge d'intérêt nette, a entraîné une hausse de 643 millions d'euros des intérêts nets créditeurs. La baisse du total des actifs (pour lesquels les soldes de trésorerie commune sont toujours calculés sur une base nette) était partiellement imputable à la déconsolidation d'ING Vysya et aux transferts additionnels d'actifs de WestlandUtrecht Bank à NN Group.

En 2016, le total des intérêts créditeurs et le total des intérêts débiteurs concernant les dérivés non détenus à des fins de transaction, utilisés dans la comptabilité de couverture, et concernant les éléments non évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat étaient respectivement de 26 648 millions d'euros et de 13 348 millions d'euros (contre 27 675 millions d'euros et 14 969 millions d'euros en 2015 ; 28 307 millions d'euros et 16 204 millions d'euros en 2014).

#### 20. – Commissions nettes perçues

<b>Produits d'honoraires et de commissions</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Transferts de fonds	1 103	1 014	1 006
Commerce de valeurs mobilières	497	570	538
Courtage en assurances	181	185	172
Frais de gestion d'actifs	91	77	163
Frais de courtage et de conseil	477	436	370
Autres	1 232	1 138	1 065
	3 581	3 420	3 314

Le poste « Autres » inclut des commissions pour un montant de 202 millions d'euros (contre 171 millions d'euros en 2015 ; 163 millions d'euros en 2014) concernant des garanties bancaires et des commissions à hauteur de 44 millions d'euros (contre 30 millions d'euros en 2015 ; 23 millions d'euros en 2014) concernant la souscription de prêts syndiqués et les commissions sur les financements structurés à hauteur de 110 millions d'euros (contre 87 millions d'euros en 2015 ; 89 millions d'euros en 2014), et concernant des instruments collectifs distribués mais non gérés par ING à hauteur de 145 millions d'euros (contre 145 millions d'euros en 2015 ; 19 millions d'euros en 2014).

Charges d'honoraires et de commissions	2016	2015	2014
Transferts de fonds	403	385	355
Commerce de valeurs mobilières	166	158	151
Courtage en assurances	8	18	14
Frais de gestion d'actifs	5	8	6
Frais de courtage et de conseil	166	140	87
Autres	400	391	410
	1 148	1 100	1 023

## 21. – Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation

Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation	2016	2015	2014
Résultats dégagés par les transactions sur titres	-369	1 352	673
Résultat des transactions de dérivés	706	600	425
Variation de juste valeur des dérivés concernant			
Couvertures de juste valeur	241	1 243	-486
Couvertures de flux de trésorerie (partie inefficace)	-16	31	35
Autres dérivés non détenus à des fins de transaction	1 709	-164	128
Variation de juste valeur des actifs et passifs (éléments couverts)	-223	-1 308	536
Résultats des évaluations des actifs et passifs désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat (sauf à des fins de négoce)	-79	372	-583
Résultats des opérations de change	-900	-859	-521
Autres	24	66	-16
	1 093	1 333	191

Les résultats des transactions sur titres incluent les résultats de transactions avec des instruments tels que des titres publics, des titres de participation, des titres de créance corporate, des instruments du marché monétaire, des dérivés sur taux d'intérêt comme les swaps, les options, les contrats à terme et les contrats à livraison différée. Les résultats sur opérations de change incluent des gains et pertes sur des contrats au comptant et des contrats à livraison différée, des options, des contrats à terme et des actifs et passifs convertis.

La partie des gains et pertes d'exploitation relatifs au négoce de titres encore détenus au 31 décembre 2016 s'élève à -232 millions d'euros (contre 147 millions d'euros en 2015 ; -18 millions d'euros en 2015).

Le résultat net d'exploitation concerne principalement des actifs et des passifs classés dans la catégorie « aux fins de transaction » dans le référentiel IFRS, mais qui sont étroitement liés aux services liés à la satisfaction des besoins des clients d'ING. ING propose des produits négociés sur les marchés financiers, aussi bien à ses clients institutionnels et entreprises qu'aux gouvernements. Une part importante des dérivés du portefeuille de négoce concerne les services aux clients entreprises visant à soutenir leur gestion des risques, en couvrant par exemple leur exposition au risque de change et de taux d'intérêt. De plus, ING offre à ses clients l'accès aux marchés actions et obligataires, afin qu'ils puissent émettre leurs propres titres de capital ou titres de créance (« Souscription de titres »).

Bien qu'ils soient classés dans la catégorie « aux fins de transaction » en vertu des IFRS, ils concernent des services proposés aux clients d'ING. Les prêts et créances du portefeuille de négoce représentent principalement des conventions de mises en pension de titres (prises en pension de titres) qui sont comparables à des emprunts (prêts) garantis.

Ces produits sont utilisés par ING dans le cadre de ses propres activités de trésorerie courantes, mais sont aussi liés au rôle d'intermédiaire entre différents clients professionnels que joue ING. Les actifs et passifs détenus à des fins de transaction pour couvrir le risque propre d'ING sont très limités. En matière de risque, il faut prendre en compte le montant brut des actifs détenus à des fins de transaction et celui des passifs détenus à des fins de transaction, alors que ces montants sont présentés séparément dans les états financiers. Toutefois, les IFRS n'autorisent pas la compensation de ces positions dans les états financiers. Se référer à la Note 4 « Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat » et à la Note 14 « Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat » pour plus d'informations sur les dettes détenues à des fins de transaction.

La plupart des risques inhérents aux transactions de titres et de devises sont économiquement couverts par des instruments dérivés. Le résultat des transactions de titres est en partie compensé par les résultats réalisés sur ces instruments dérivés. Le résultat de ces dérivés est inclus dans « Résultats des transactions des dérivés ».

Les portefeuilles de négociation d'ING Group sont gérés sur la base de limites internes et comprennent tout un éventail de produits dont les résultats sont susceptibles d'être compensés. Les résultats sont présentés dans différents postes du compte de résultat. Se référer à la note 19 « Intérêts nets créditeurs ».

En 2016, le poste Résultat des transactions de dérivés inclut 36 millions d'euros d'ajustements de la valeur du crédit/de la dette concernant les dérivés détenus à des fins de transaction (contre 98 millions d'euros d'ajustements de la valeur du crédit/de la dette en 2015 (contre -205 millions d'euros en 2014)).

Les résultats des évaluations et le résultat net d'exploitation incluent des variations de justes valeurs des dérivés (servant à la fois à la comptabilité de couverture et économiquement aux capacités de couverture) ainsi que des variations de justes valeurs des actifs et passifs inclus dans des relations de couverture en tant qu'éléments couverts. De plus, les résultats des évaluations et le résultat net d'exploitation incluent les résultats des actifs et passifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les résultats des évaluations et le résultat net d'exploitation incluent les variations de juste valeur des dérivés qui servent économiquement aux capacités de couverture, mais pour lesquelles aucune comptabilité de couverture n'est appliquée. Les variations de la juste valeur des dérivés sont influencées par les évolutions des conditions du marché, telles que le prix des actions, les taux d'intérêt et les taux de change.

Les résultats des évaluations nettes des dérivés non détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au poste « Résultat avant impôt - ajusté ; autre » de l'état consolidé des flux de trésorerie.

Les résultats des évaluations des actifs et passifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat incluent des variations de justes valeurs relatives à certains titres de créance émis. Les résultats des évaluations des actifs et passifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat étaient principalement dus à des variations de la juste valeur des passifs financiers imputables aux aléas des conditions du marché et à l'évolution du risque de crédit propre, comme indiqué dans la Note 13 « Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat ». Les conditions de marché englobent en particulier les évolutions des spreads de crédit.

En 2016, les résultats des évaluations des actifs et passifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat (sauf à des fins de négoce) incluent des ajustements de la juste valeur des obligations émises par la banque elle-même pour un montant de -70 millions d'euros (contre 404 millions d'euros en 2015 ; -632 millions d'euros en 2014), dont des ajustements au moyen de DVA d'obligations émises par la banque elle-même en 2016 pour -50 millions d'euros en 2016 (contre 163 millions d'euros en 2015 ; -98 millions d'euros en 2014).

## 22. – Revenus de placement

Revenus de placement	2016	2015	2014
Dividendes	87	63	36
Gains/pertes réalisés sur la cession de titres de créance	107	127	142
Dépréciations sur titres de créance disponibles à la vente		-17	
Reprises sur pertes de valeur de titres de créance disponibles à la vente			1
Gains/pertes et dépréciations réalisés sur les titres de créance	107	110	143
Gains/pertes réalisés sur la cession de titres de participation	236	67	39
Dépréciations sur titres de participation disponibles à la vente	-13	-117	-14
Gains/pertes réalisés et dépréciations sur les titres de participation	223	-50	25
Revenus de placements immobiliers et gains/pertes de juste valeur sur placements immobiliers	4	4	9
Revenus de placement	421	127	213

En 2016, les dividendes incluent un montant de 16 millions d'euros reçus à la suite de la fusion d'Equens SE et de Worldline. Se référer à la note 5 « Titres ».

En 2016, les gains/pertes réalisés sur la cession de titres de participation comprennent principalement 163 millions d'euros concernant le gain résultant de la cession des actions détenues dans VISA Europe. Pour de plus amples informations sur la cession des actions détenues dans VISA Europe Limited, se référer à la Note 47 « Autres événements ».

Les pertes de valeur et reprises sur pertes de valeur des placements sont comptabilisées dans les revenus de placements, qui font partie du revenu total

Pertes de valeur et reprises sur pertes de valeur des placements par secteur d'activité	Dépréciations			Reprise sur pertes de valeur		
	2016	2015	2014	2016	2015	2014
Banque de détail - Belgique		-5				
Wholesale Banking	-8	-129	-14			1
Corporate Line Bank	-5					
	-13	-134	-14	-	-	1

## 23. – Résultat sur cessions de sociétés du groupe

Résultat sur cessions de sociétés du groupe	2016	2015	2014
Baring Private Equity Partners	1	7	
ING Lease UK		-5	
ING Vysya			202
Autres			-7
	1	2	195

En 2015, le Résultat sur cessions de sociétés du groupe incluait 7 millions d'euros de bénéfices différés sur cessions, réalisés sur des exercices antérieurs concernant Baring Private Equity Partners, et à la libération de l'écart d'acquisition relatif à la cession des portefeuilles restants d'ING Lease (UK). Se référer à la note 9 « Immobilisations incorporelles ».

En 2014, le Résultat sur cessions de sociétés du groupe inclut 202 millions d'euros de gain réalisé sur la déconsolidation d'ING Vysya. Se référer à la Note 7 « Participations dans des sociétés liées et des coentreprises », à la Note 29 « Segments », à la Note 30 « Informations sur les zones géographiques » et à la Note 45 « Parties liées ».

## 24. – Autres produits

Autres produits	2016	2015	2014
Revenu net des contrats de location-exploitation	2	2	5
Revenus de projets de développement immobilier	1	8	
Autres	169	41	97
	172	51	102

Le revenu net des contrats de location-exploitation comprend un produit de 21 millions d'euros (contre 19 millions d'euros en 2015 ; 23 millions d'euros en 2014) et un amortissement de 19 millions d'euros (contre 17 millions d'euros en 2015 ; 18 millions d'euros en 2014).

En 2016, le poste Autres produits - Autres inclut 16 millions d'euros relatifs à la cession des actions détenues dans VISA Europe Limited. Pour de plus amples informations sur la transaction VISA, se référer à la Note 47 « Autres événements ».

En 2015, le poste Autres produits - Autres était principalement impacté par les résultats positifs relatifs à la cession de crédits et de biens, qui a été partiellement compensée par des charges non récurrentes liées à l'augmentation des acomptes et à la renégociation de prêts hypothécaires.

## 25. – Charges de personnel

Charges de personnel	2016	2015	2014
Salaires	3 224	3 221	3 149
Dépenses de retraite et autres prestations de protection sociale	344	275	1 218
Charges sociales	512	514	514
Accords de rémunérations fondées sur des actions (1)	72	70	55
Employés externes	636	634	623
Formation	70	68	57
Autres charges de personnel	178	180	167
	5 036	4 962	5 783

(1) Les rémunérations fondées sur des actions sont réglées en instruments de capitaux propres.

En 2015, une nouvelle convention collective était entrée en vigueur aux Pays-Bas, qui a entraîné une réduction des droits à de futures prestations. L'impact de cette mise en place a été prise en compte dans le poste « Charges de retraite et autres prestations de protection sociale ».

En 2014, une charge de 871 millions d'euros a été comptabilisée dans les Charges de retraite relatives au régime de retraite à prestations déterminées néerlandais, qui a rendu le Fonds de Pension ING financièrement indépendant d'ING ; Se référer à ce propos à la note 31 « Prestation de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi » pour plus d'informations sur les retraites.

Nombre d'employés	Pays-Bas			International			Total		
	2016	2015 (1)	2014	2016	2015 (1)	2014	2016	2015 (1)	2014
Nombre moyen d'employés (en équivalents temps plein)	13 660	14 586	15 209	38 283	38 134	40 736	51 943	52 720	55 945

(1) Le nombre moyen d'employés inclut, en moyenne, les employés d'entités ayant été cédées ou classées comme disponibles à la vente durant l'exercice.

**Rémunération des cadres supérieurs, du Directoire et du Conseil de Surveillance**

Se référer à la note 45 « Parties liées ».

**Stock-options et plans d'actionnariat**

ING Groep NV a octroyé des droits d'option sur l'achat des actions d'ING Groep NV et des droits conditionnels sur des actions à un certain nombre de cadres supérieurs de la Banque (membres du Conseil d'Administration, directeurs généraux et autres responsables nommés par le Conseil d'Administration), et à un nombre considérable d'employés du groupe ING. Outre le fait de promouvoir une croissance durable pour ING Bank, l'objectif du plan de participation par achat d'actions est d'attirer, de conserver et de motiver les cadres supérieurs et le personnel.

ING octroie trois types d'actions, des actions différées, des actions de performance et des rémunérations en actions. L'attribution du droit aux actions est conditionnelle. Si le participant reste en poste sans interruption pendant la période allant de la date d'octroi à la date d'acquisition, ce droit devient inconditionnel. Outre la condition concernant le maintien en poste, les actions de performance sont soumises à une condition de performance. Le nombre d'actions ING qui sera finalement attribué à la fin de la période de performance dépend de la performance d'ING tout au long de cette période. Des rémunérations en actions et des actions différées, qui sont assorties de périodes de détention dès qu'elles deviennent inconditionnelles, ont été allouées aux membres du Conseil d'Administration d'ING Bank., ainsi qu'à des membres du personnel identifiés. ING est en droit de garder un droit de rétention sur les actions attribuées, mais non encore acquises, et un droit de récupération sur les actions acquises.

Les informations fournies ci-dessous sur les options d'achat d'actions et les plans d'actionnariat et relatives aux actions d'ING Groep NV portent sur le personnel employé par des entités qui sont comptabilisées comme activités poursuivies ou comme disponibles à la vente.

En 2016 (tout comme en 2014 et en 2015), aucune action n'a été attribuée aux membres du Directoire d'ING Groep NV, 170 749 actions (contre 106 013 en 2015 ; 125 383 en 2014) ont été attribuées au Conseil d'Administration d'ING Bank. 6 590 039 actions ont été octroyées aux cadres supérieurs et autres employés d'ING Bank (contre 6 088 240 en 2015 ; 5 342 269 en 2014).

Chaque année, le Directoire d'ING Group prend la décision de continuer ou non les plans d'actionnariat ou de souscription d'options d'achat d'actions et si oui dans quelle mesure. En 2010, le Directoire du Groupe a décidé de ne pas poursuivre le plan de souscription d'options d'achat d'actions à compter de 2011. Les plans d'actionnariat existants jusqu'en 2010 prendront fin dans les années à venir.

Les droits d'option sont valables pour une période de dix ans. Les droits d'option en sont pas exercés durant cette période arriveront à expiration. Les droits d'option accordés restent valables jusqu'à la date d'expiration, même si le plan de souscription d'options d'achat d'actions est arrêté. Les droits d'option sont soumis à certaines conditions, notamment à une certaine durée d'activité continue prédéterminée. Les prix d'exercice des options sont les mêmes que les cours du marché des actions ING Groep NV, à la date à laquelle les options sont accordées.

Les obligations relevant de ces options d'achat d'actions et de ces plans d'actionnariat seront financées soit par les flux de trésorerie soit par de nouvelles actions émises, au gré d'ING Group.

Changements au niveau des droits d'option en circulation	Options en circulation (En nombres.)			Prix d'exercice moyen pondéré (En euros.)		
	2016	2015	2014	2016	2015	2014
Solde d'ouverture	22 939 049	32 146 647	41 354 477	17,52	16,84	15,98
Exercées	-929 529	-2 400 791	-2 765 824	6,20	6,97	4,83
Frappées de déchéance	-140 278	-210 860	-350 831	15,83	16,34	15,98
Expirées	-6 031 090	-6 595 947	-6 091 175	24,54	18,08	16,54
Solde de clôture	15 838 152	22 939 049	32 146 647	15,53	17,52	16,84

Le cours moyen pondéré des actions à la date d'exercice était de 10,43 € pour les options exercées en 2016 (contre 13,62 € en 2015 ; 10,60 € en 2014).

Tous les droits d'option sont acquis.



Récapitulatif des stock-options en circulation et susceptibles d'être exercées (fourchette de prix d'exercices en euros)	Options en circulation et susceptibles d'être exercées au 31 décembre			Durée de vie contractuelle moyenne restante pondérée			Prix d'exercice moyen pondéré		
	2016	2015	2014	2016	2015	2014	2016	2015	2014
0,00 - 5,00	1 771 080	2 146 930	2 874 797	2,21	3,22	3,46	2,87	2,88	2,87
5,00 - 10,00	3 401 679	4 001 835	5 595 047	3,21	4,21	5,20	7,38	7,38	7,39
10,00 - 15,00	97 258	99 973	103 135	1,71	2,72	3,71	14,35	14,35	14,35
15,00 - 20,00	5 973 986	6 446 077	12 838 282	1,21	2,22	1,46	16,93	16,98	17,35
20,00 - 25,00	4 247 605	4 476 049	4 733 530	0,23	1,24	1,51	24,58	24,58	24,57
25,00 - 30,00	346 544	5 768 185	6 001 856	0,38	0,34	1,33	25,42	25,18	25,19
	15 838 152	22 939 049	32 146 647						

Toutes les options en circulation sont susceptibles d'être exercées. Au 31 décembre 2016, la valeur intrinsèque cumulée des options en circulation et susceptibles d'être exercées était de 39 millions d'euros (contre 41 millions d'euros en 2015 ; 42 millions d'euros en 2014).

La juste valeur des options accordées est enregistrée comme dépense dans les charges de personnel et est imputée sur la période d'acquisition des options. Les justes valeurs des options attribuées ont été déterminées à l'aide de la formule européenne Black Scholes. Ce modèle tient compte du taux d'intérêt sans risque (entre 2,02 % et 4,62 %), ainsi que de la durée de vie des options accordées (entre 5 et 9 ans), du prix d'exercice, du cours actuel des actions (2,90 € - 25,42 €), de la volatilité escomptée des certificats des actions d'ING Groep NV (25 % - 84 %) et du taux de rendement escompté de l'action (entre 0,94 % et 8,99 %). La source des volatilités implicites qui sont utilisées pour l'évaluation des stock-options se trouve dans le système de négoce d'ING. Dans ce système, les volatilités implicites sont déterminées par les traders d'ING et sont basées sur les volatilités implicites du marché, et non sur les volatilités historiques.

Changements dans l'attribution d'actions	Attributions d'actions (En nombres.)		Moyenne pondérée des justes valeurs à la date d'attribution (En euros.)	
	2016	2015	2016	2015
Solde d'ouverture	8 648 781	10 751 796	10,07	7,52
Accordées	6 822 320	6 194 253	10,20	13,00
Effet performance	542 749	533	8,68	8,50
Acquises	-7 493 664	-8 070 866	9,67	8,94
Frappées de déchéance	-157 335	-226 935	10,50	9,07
Solde de clôture	8 362 851	8 648 781	10,44	10,07

La juste valeur des actions attribuées est enregistrée comme dépense dans les charges de personnel et est imputée sur la période d'acquisition des actions attribuées. A compter de 2015, ING Group ne détient plus d'actions attribuées sous condition de performance basée sur le marché. Auparavant, les justes valeurs des actions attribuées sous condition de performance basée sur le marché ont été déterminées à l'aide de la méthode de simulation de Monte Carlo. Ce modèle tient compte du taux d'intérêt sans risque, des cours actuels des actions, des volatilités escomptées et des taux de rendement actuels des dividendes actuels du groupe témoin utilisé pour déterminer le rang lié au rendement total des actions (« RTA »).

Au 31 décembre 2016, on constatait un total de 41 millions d'euros de rémunération non comptabilisée relative aux actions attribuées. 45 millions d'euros en 2015). Ces charges devraient être comptabilisées sur une période moyenne pondérée de 1,4 an (contre 1,4 an en 2015)

## 26. – Autres charges d'exploitation

Autres charges d'exploitation	2016	2015	2014
Dépréciation des immobilisations corporelles	330	327	325
Frais informatiques	740	753	705
Frais de bureau	580	618	620
Frais de déplacement et d'hébergement	169	166	140
Frais de publicité et relations publiques	404	418	405
Honoraires de conseil externe	319	240	206
Services d'audit et services non liés à l'audit	19	18	19
Frais de poste	48	56	59
Charges réglementaires	845	620	712
Dotation/(reprise de montants non utilisés) de provisions pour restructurations et délocalisations	1 189	165	469
Amortissement des immobilisations incorporelles et (reprises sur) pertes de valeur	294	298	325
Autres	630	667	457
	5 567	4 346	4 442

Les Autres charges d'exploitation incluent les paiements de location et de sous-location dans le cadre d'opérations de crédit-bail pour 310 millions d'euros (contre 281 millions d'euros en 2015 ; 239 millions d'euros en 2014) dans lesquelles NG Bank est le preneur. Aucun contrat de location-exploitation n'est assujéti à des termes et conditions susceptibles d'affecter substantiellement le montant, l'échéancier et la probabilité des flux de trésorerie consolidés d'ING Bank.

### Services d'audit et services non liés à l'audit

Les services d'audit et services non liés à l'audit incluent les honoraires pour services fournis par les commissaires aux comptes de la Banque.

### Charges réglementaires

Le poste « Charges réglementaires » concerne les contributions au Système de Garantie des Dépôts (SGD), au Fonds de Résolution National (FRN) et les taxes bancaires locales. Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la nouvelle contribution SGD ex-ante aux Pays-Bas et le FRN sont entrés en vigueur, entraînant une hausse des charges réglementaires de l'exercice sous revue. Sont inclus dans les charges réglementaires pour 2016 les contributions au SGD pour un montant de 316 millions d'euros (contre 233 millions d'euros en 2015 ; 159 millions d'euros en 2014) concernant principalement les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique, la Pologne, la Turquie et l'Espagne et les contributions au FRN pour un montant de 176 millions d'euros (contre 143 millions d'euros relatifs au FRN en 2015 ; 0 en 2014).

En 2016, les taxes bancaires locales ont augmenté de 108 millions d'euros pour passer de 243 millions d'euros à 351 millions d'euros, principalement en raison d'une nouvelle taxe bancaire polonaise et d'une hausse des impôts en Belgique.

La nationalisation de SNS Reaal en 2013 a contraint ING Bank et d'autres banques néerlandaises à payer une taxe bancaire ponctuelle se montant à 1 milliard d'euros. Conformément à la législation en vigueur, la taxe bancaire a été réglée en trois versements égaux. Pour ING, cela représentait une charge de 304 millions d'euros en 2014.

#### **Dotation/(reprise de montants non utilisés) de provisions pour restructurations et délocalisations**

En 2016, était inclus dans le poste Dotation/(reprise de montants non utilisés) de provisions pour restructurations et délocalisations un montant de 1 032 millions d'euros englobant une provision pour licenciement avant impôt liée aux programmes de transformation numérique annoncés lors de la Journée des Investisseurs d'ING le 3 octobre 2016. Pour de plus amples informations sur les dotations/(reprises de montants non utilisés) de provisions pour restructurations et délocalisations, se référer aux informations sur les provisions pour restructurations contenues à la Note 14 « Provisions ».

#### **Amortissement des immobilisations incorporelles et (reprises sur) pertes de valeur**

Amortissement des immobilisations incorporelles et (reprises sur) pertes de valeur	Pertes de valeur			Reprises sur pertes de valeur			Total		
	2016	2015	2014	2016	2015	2014	2016	2015	2014
Immobilisations corporelles	65	17	43	-5	-14	-5	60	3	38
Immobilisations en cours	3	9	36				3	9	36
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	44	15	1				44	15	1
(Reprises sur) pertes de valeur	112	41	80	-5	-14	-5	107	27	75
Amortissement des logiciels et autres immobilisations incorporelles							187	271	250
							294	298	325

À compter de 2016, la période d'amortissement des logiciels inscrits à l'actif a été portée de trois à cinq ans. Cette modification s'applique de façon anticipée. Elle entraîne une charge moins importante dans le compte de résultat. Elle n'a aucun impact significatif sur le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et ne devrait pas avoir d'impact significatif sur le compte de résultat d'ING Bank dans les exercices à venir. Se référer à la note 9 « Immobilisations incorporelles ».

En 2016, les dépréciations des logiciels et autres immobilisations incorporelles incluent principalement les logiciels dont la valeur d'utilité s'est dépréciée, en raison des annonces effectuées lors de la Journée des Investisseurs d'ING le 3 octobre 2016.

#### **Autres**

En 2016, est incluse dans le poste Autres charges d'exploitation - Autres une charge nette de 114 millions d'euros (contre 76 millions d'euros en 2015), au titre de la provision liée aux dérivés de taux d'intérêts variables qui ont été vendus aux Pays-Bas. Est également incluse dans ce poste une charge au titre de la provision liée au plan d'assurance médicale pour les employés retraités d'ING Belgique. Se référer à la Note 14 « Provisions » et à la Note 41 « Actions en justice ».

#### **Notes à l'état consolidé des flux de trésorerie**

##### **27. – Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement**

Les informations relatives à l'impact des acquisitions ou cessions de sociétés figurent à la Note 42 « Sociétés consolidées et sociétés acquises et cédées ».

##### **28. – Liquidités et équivalents de liquidités**

Liquidités et équivalents de liquidités	2016	2015	2014
Bons du Trésor et autres effets de commerce admissibles	512	363	677
Montants dus aux banques/Prêts et avances aux banques	-2 493	-1 467	-2 036
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	18 144	21 458	12 222
Liquidités et équivalents de liquidités à la fin de l'exercice	16 163	20 354	10 863

Bons du trésor et autres effets de commerce admissibles inclus dans les liquidités et équivalents de liquidités	2016	2015	2014
Bons du trésor et autres effets de commerce admissibles inclus dans les actifs disponibles à la vente	126	228	457
Bons du trésor et autres effets de commerce admissibles inclus dans les titres de placement disponibles à la vente	386	135	220
	512	363	677

Montants dus par les banques/Prêts et avances aux banques	2016	2015	2014
Inclus dans les liquidités et équivalents de liquidités			
Montants dus aux banques	-9 809	-10 306	-11 825
Prêts et avances aux banques	7 316	8 839	9 789

	-2 493	-1 467	-2 036
Non Inclus dans les liquidités et équivalents de liquidités			
Montants dus aux banques	-22 155	-23 502	-18 178
Prêts et avances aux banques	21 556	21 127	27 333
	-599	-2 375	9 155
Total tel qu'inscrit au bilan			
Montants dus aux banques	-31 964	-33 808	-30 003
Prêts et avances aux banques	28 872	29 966	37 122
	-3 092	-3 842	7 119

Le poste Liquidités et équivalents de liquidités inclut des montants dus aux banques et des prêts et avances aux banques qui sont disponibles à vue. Les réserves obligatoires minimales en dépôt auprès de différentes banques centrales sont incluses dans les liquidités et équivalents de liquidités. Se référer à la Note 37 « Actifs non librement disponibles » portant sur des restrictions relatives aux soldes détenus auprès des banques centrales. La gestion des risques d'ING Bank (notamment des risques de liquidités) est décrite dans le chapitre « Gestion des risques - Risques de financement et de liquidités ».

### Information sectorielle

#### 29. – Segments

Les segments d'activité chez ING Bank font référence à la segmentation interne par divisions.

Le Conseil d'Administration d'ING Bank fixe les objectifs de performance et approuve et contrôle les budgets préparés par les divisions. Les divisions définissent les politiques stratégiques, commerciales et financières dans le respect des objectifs stratégiques et chiffrés fixés par le Conseil d'Administration d'ING Bank.

La comptabilisation et l'évaluation des résultats de segment sont conformes aux principes comptables tels que décrits dans la Note 1 « Principes comptables ». Les charges du siège social sont imputées aux divisions en fonction du temps passé par le personnel du siège social, du nombre relatif d'employés ou sur la base du bénéfice, des charges encourues et/ou des actifs du segment.

Le tableau qui suit détaille les segments ventilés par secteur d'activité et les principales sources de revenus de chacun de ces segments :

#### Identification des principales sources de revenu de chacun des segments par secteur d'activité

Résultats des segments de la banque ventilés par secteur d'activité	Principale source de revenu
Banque de détail - Pays-Bas (leaders sur le marché)	Revenu des activités bancaires de détail et aux particuliers aux Pays-Bas, segments PME et mid-corporate compris. Les principaux produits proposés sont les comptes courants et comptes d'épargne, les prêts aux entreprises, prêts hypothécaires ainsi que d'autres prêts à la consommation aux Pays-Bas.
Banque de détail - Belgique (leaders sur le marché)	Revenus des activités bancaires de détail et aux particuliers en Belgique, segments PME et mid-corporate compris. Les principaux produits proposés sont similaires à ceux proposés aux Pays-Bas.
Banque de détail - Allemagne (Challengers et marchés en expansion)	Revenus des activités bancaire de détail et aux particuliers en Allemagne. Les principaux produits proposés sont les comptes courants et comptes d'épargne, les prêts hypothécaires ainsi que d'autres crédits à la clientèle.
Banque de détail - Autres (Challengers et marchés en expansion)	Revenus des activités bancaires de détail et aux particuliers dans le reste du monde, y compris les segments PME et mid-corporate dans certains pays. Les principaux produits proposés sont similaires à ceux proposés aux Pays-Bas.
Wholesale Banking	Revenus des activités de Wholesale banking (une gamme complète de produits est proposée, allant de la gestion de trésorerie au financement d'entreprises), des activités immobilières et de location-acquisition.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la République Tchèque, qui était auparavant entièrement comptabilisée dans Wholesale Banking, est désormais segmentée à la fois dans Banque de détail et Wholesale Banking. La comptabilisation des montants sous-jacents enregistrés précédemment au compte de résultat a été modifiée en vue de tenir compte de ce changement. Les résultats de la Banque par segments géographiques sont présentés page 84.

#### Définition des segments géographiques

Segments géographiques	Principaux pays
Pays-Bas	
Belgique	Y compris le Luxembourg
Allemagne	Y compris l'Autriche
Autres challengers	Portefeuille de capital-risque en voie de liquidation en Australie, France, Italie, Espagne, Portugal, République Tchèque et Royaume-Uni
Marchés en expansion	Participations bancaires en Pologne, Roumanie, Turquie et Asie
Wholesale Banking Reste du monde	Royaume-Uni, Amérique du Nord et du Sud, Asie et autres pays d'Europe centrale et orientale
Autres	Corporate Line Banking et portefeuille de biens immobiliers en extinction

ING Bank évalue les résultats de ses segments d'activité de la Banque à l'aide de mesures de performance financière, à savoir du résultat sous-jacent. Le résultat sous-jacent permet de contrôler la performance d'ING Bank. Le Conseil d'Administration estime que cette mesure est pertinente en vue d'appréhender la performance financière de la Banque, car elle permet aux investisseurs de comprendre la principale méthode utilisée par la direction pour évaluer la performance opérationnelle du Groupe et pour prendre des décisions sur l'affectation des ressources. De plus, ING Bank pense que la

comptabilisation du résultat net sous-jacent aide les investisseurs à comparer la performance du segment sur une base significative en mettant l'accent sur le résultat avant impôt imputable aux opérations courantes et sur la rentabilité sous-jacente des entreprises du segment.

On obtient le résultat sous-jacent en excluant des normes IFRS les éléments suivants : les éléments exceptionnels, l'impact des cessions et de l'assurance Legacy (capital-risque).

Les éléments exceptionnels englobent des charges ou des produits qui sont significatifs et résultent d'événements ou de transactions se distinguant clairement des activités courantes. Les données relatives aux autres périodes reflètent également l'impact des désinvestissements de l'exercice en cours.

Outre les segments par divisions, tels que décrits ci-dessus, ING Bank rapproche les résultats de l'ensemble des segments du résultat global d'ING Bank, via la Corporate Line Banking. Corporate Line Banking englobe les activités de gestion de capital et certaines dépenses qui ne sont pas affectées aux activités bancaires. Le groupe ING applique un système d'imputation qui rend globalement comparables les résultats des différentes unités bancaires, quelle que soit leur valeur comptable et la devise qu'elles utilisent pour exercer leurs activités.

Le résultat sous-jacent tel que présenté ci-après est une mesure financière non conforme aux PCGR et non une mesure de performance financière en vertu des IFRS. Comme il n'est pas déterminé en vertu des IFRS, le résultat sous-jacent tel que présenté par ING Bank peut ne pas être comparable à des mesures de performance portant un nom similaire émanant d'autres sociétés. Le résultat sous-jacent des segments d'ING a fait l'objet d'un rapprochement avec le résultat net, comme indiqué dans le compte de résultat consolidé IFRS. Les informations fournies dans la présente note sont conformes aux informations présentées au Conseil d'Administration.

Cette note ne donne aucune information sur le revenu propre à chaque produit ou service, car celui-ci ne fait pas l'objet d'un rapport interne et n'est donc pas disponible directement.

Segments par secteur d'activité 2016	Banque de détail - Pays-Bas	Banque de détail- Belgique	Banque de détail - Allemagne	Banque de détail - Autres	Wholesale Banking	Corporate Line Banking	Total Opérations bancaires
Produits sous-jacents							
Intérêts nets créditeurs	3 653	1 936	1 689	2 107	3 750	182	13 317
Commissions nettes	546	385	183	320	1 003	-2	2 434
Total placements et autres revenus	237	253	51	432	855	-65	1 763
Total produits sous-jacents	4 436	2 573	1 923	2 859	5 608	115	17 514
Charges sous-jacents							
Charges d'exploitation	2 560	1 438	886	1 723	2 572	267	9 445
Dotations aux provisions de pertes sur prêts	171	175	-18	278	368		974
Total charges sous-jacents	2 731	1 613	868	2 001	2 940	267	10 419
Résultat sous-jacent avant impôt	1 705	961	1 055	858	2 668	-152	7 095
Impôts	422	306	315	178	753	18	1 993
Intérêts minoritaires		1	2	60	11		75
Résultat net sous-jacent	1 282	653	738	620	1 903	-171	5 026
Éléments exceptionnels (1)	-192	-418		-12	-149	-27	-799
Résultat net IFRS	1 090	235	738	608	1 754	-198	4 227

(1) En 2016, les éléments exceptionnels englobent principalement les charges de restructuration et les dépréciations liées aux programmes de transformation numérique, tels qu'annoncés lors de la Journée des Investisseurs d'ING le 3 octobre 2016.

Rapprochement entre charges, résultat net et résultats sous-jacents et IFRS-UE 2016	Produits	Charges	Impôts	Intérêts minoritaires	Résultat net (1)
Sous-jacents	17 514	10 419	1 993	75	5 026
Éléments exceptionnels (2)		1 157	-358		-799
IFRS	17 514	11 577	1 635	75	4 227

(1) Résultat net, après impôt et intérêts minoritaires.

Segments par secteur d'activité 2015	Banque de détail- Pays-Bas	Banque de détail - Belgique	Banque de détail - Allemagne	Banque de détail - Autres	Wholesale Banking	Corporate Line Banking	Total Opérations bancaires
Produits sous-jacents							
Intérêts nets créditeurs	3 683	1 953	1 634	1 935	3 538	1	12 744
Commissions nettes	515	397	172	278	962	-4	2 320
Total placements et autres revenus	205	195	104	195	1 070	-131	1 639
Total produits sous-jacents	4 403	2 546	1 910	2 408	5 570	-133	16 703
Charges sous-jacents							
Charges d'exploitation	2 475	1 532	842	1 594	2 559	230	9 231
Dotations aux provisions de pertes sur prêts	433	169	57	210	478		1 347
Total charges sous-jacents	2 908	1 701	899	1 804	3 036	230	10 578
Résultat sous-jacent avant impôt	1 495	845	1 012	604	2 533	-364	6 125
Impôts	391	255	328	142	676	-91	1 703
Intérêts minoritaires		6	2	48	16		72
Résultat net sous-jacent	1 104	583	681	414	1 841	-273	4 350
Cessions (2)				367			367
Éléments exceptionnels (3)	-58						-58
Résultat net IFRS	1 046	583	681	781	1 841	-273	4 659

(1) Les montants sont ajustés aux fins de comparaison. La République Tchèque, qui était auparavant entièrement comptabilisée dans Wholesale Banking, est désormais segmentée à la fois dans Banque de détail et Wholesale Banking.

(2) Les cessions en 2015 reflètent le résultat de la fusion entre Vysya Bank et Kotak Mahindra Bank.

(3) En 2015, les éléments exceptionnels incluent des charges additionnelles relatives aux plans de restructuration annoncés pour la Banque de détail - Pays-Bas.

<b>Rapprochement entre charges, résultat net et résultats sous-jacents et IFRS-UE 2015</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Impôts</b>	<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>Résultat net (1)</b>
Sous-jacents	16 703	10 578	1 703	72	4 350
Cessions	367				367
Éléments exceptionnels		77	-19		-58
IFRS	17 070	10 655	1 683	72	4 659

(1) Résultat net, après impôt et intérêts minoritaires.

<b>Segments par secteur d'activité 2014</b>	<b>Banque de détail- Pays-Bas</b>	<b>Banque de détail- Belgique</b>	<b>Banque de détail - Allemagne</b>	<b>Banque de détail - Autres</b>	<b>Wholesale Banking</b>	<b>Corporate Line Banking</b>	<b>Total Opérations bancaires</b>
Produits sous-jacents							
Intérêts nets créditeurs	3 778	1 998	1 500	1 832	3 508	-10	12 606
Commissions nettes	464	376	143	331	979	-2	2 290
Total placements et autres revenus	87	243	-27	197	383	-309	574
Total produits sous-jacents	4 330	2 617	1 615	2 359	4 870	-321	15 471
Charges sous-jacents							
Charges d'exploitation	2 678	1 524	773	1 496	2 392	102	8 965
Dotations aux provisions de pertes sur prêts	714	142	72	165	500		1 594
Total charges sous-jacents	3 392	1 667	845	1 661	2 893	102	10 559
Résultat sous-jacent avant impôt	938	951	771	698	1 978	-423	4 912
Impôts	243	256	230	140	469	-67	1 271
Intérêts minoritaires		1	1	51	26		79
Résultat net sous-jacent	694	693	540	508	1 483	-356	3 562
Désinvestissements (2)				202			202
Éléments exceptionnels (3)	-63					-957	-1 021
Résultat net ifrs	631	693	540	710	1 483	-1 313	2 744

(1) Les montants sont ajustés aux fins de comparaison. La République Tchèque, qui était auparavant entièrement comptabilisée dans Wholesale Banking, est désormais segmentée à la fois dans Banque de détail et Wholesale Banking.

(2) Les cessions en 2014 étaient le résultat de la déconsolidation d'ING Vysya Bank, suite aux changements de la structure de gouvernance.

(3) Les éléments exceptionnels en 2014 incluaient l'impact (après impôt) des charges nécessaires pour rendre financièrement indépendant le régime de retraite à prestations définies néerlandais, la taxe bancaire liée à la nationalisation de SNS Reaal et les charges additionnelles résultant des plans de restructuration dans Banque de Détail - Pays-Bas annoncés avant 2013.

<b>Rapprochement entre charges, résultat net et résultats sous-jacents et IFRS-UE 2014</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Impôts</b>	<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>Résultat net (1)</b>
Sous-jacents	15 471	10 559	1 271	79	3 562
Cessions	202				202
Éléments exceptionnels		1 259	-239		-1 021
IFRS	15 674	11 818	1 032	79	2 744

(1) Résultat net, après impôt et intérêts minoritaires.

<b>Segments géographiques 2016</b>	<b>Pays-Bas</b>	<b>Belgique</b>	<b>Allemagne</b>	<b>Autres challengers</b>	<b>Marchés en expansion</b>	<b>Wholesale Banking Reste du monde</b>	<b>Autres</b>	<b>Total Opérations bancaires</b>
Produits sous-jacents								
Intérêts nets créditeurs	4 699	2 183	2 025	1 373	1 274	1 579	183	13 317
Commissions nettes	779	482	241	171	309	452	-1	2 434
Total placements et autres revenus	367	559	75	133	460	202	-33	1 763
Total produits sous-jacents	5 845	3 225	2 340	1 677	2 043	2 233	149	17 514
Charges sous-jacents								
Charges d'exploitation	3 301	1 796	987	951	1 103	1 029	279	9 445
Dotations aux provisions de pertes sur prêts	310	215	-13	120	240	103		974
Total charges sous-jacents	3 610	2 010	973	1 071	1 343	1 132	279	10 419
Résultat sous-jacent avant impôt	2 235	1 215	1 367	607	700	1 101	-130	7 095
Impôts	555	353	426	173	125	335	27	1 993
Intérêts minoritaires		1	2		71			75
Résultat net sous-jacent	1 680	860	939	433	504	766	-157	5 026
Éléments exceptionnels	-268	-491		-13			-27	-799
Résultat net IFRS	1 412	369	939	420	504	766	-184	4 227

<b>Segments géographiques 2015</b>	<b>Pays-Bas</b>	<b>Belgique</b>	<b>Allemagne</b>	<b>Autres challengers</b>	<b>Marchés en expansion</b>	<b>Wholesale Banking Reste du monde</b>	<b>Autres</b>	<b>Total Opérations bancaires</b>
Produits sous-jacents								
Intérêts nets créditeurs	4 677	2 287	1 812	1 268	1 147	1 551	2	12 744

Commissions nettes	754	497	215	156	267	435	-4	2 320
Total placements et autres revenus	187	434	120	25	330	580	-36	1 639
Total produits sous-jacents	5 619	3 217	2 146	1 449	1 743	2 566	-38	16 703
Charges sous-jacentes								
Charges d'exploitation	3 220	1 943	917	840	1 061	1 003	247	9 231
Dotations aux provisions de pertes sur prêts	654	166	77	99	176	175		1 347
Total charges sous-jacentes	3 874	2 109	994	938	1 237	1 178	247	10 578
Résultat sous-jacent avant impôt	1 744	1 108	1 152	511	506	1 388	-285	6 125
Impôts	469	315	382	174	79	367	-83	1 703
Intérêts minoritaires		6	2		64			72
Résultat net sous-jacent	1 276	787	768	337	363	1 021	-203	4 350
Cessions					367			367
Éléments exceptionnels	-58							-58
Résultat net IFRS	1 218	787	768	337	730	1 021	-203	4 659

(1) Les montants sont ajustés aux fins de comparaison. La République Tchèque, qui était auparavant entièrement comptabilisée dans Wholesale Banking Reste du monde, est désormais comptabilisée dans Autres challengers.

Segments géographiques 2014	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	Autres challengers	Marchés en expansion	Wholesale Banking Reste du monde	Autres	Total Opérations bancaires
Produits sous-jacents								
Intérêts nets créditeurs	4 699	2 447	1 616	1 187	1 072	1 596	-10	12 606
Commissions nettes	730	464	171	149	333	444	-1	2 290
Total placements et autres revenus	164	288	-17	52	266	115	-293	574
Total produits sous-jacents	5 593	3 198	1 770	1 388	1 671	2 155	-305	15 471
Charges sous-jacentes								
Charges d'exploitation	3 403	1 931	837	735	1 018	893	147	8 965
Dotations aux provisions de pertes sur prêts	947	146	67	185	125	123		1 594
Total charges sous-jacentes	4 350	2 078	904	920	1 143	1 016	147	10 559
Résultat sous-jacent avant impôt	1 243	1 120	866	468	528	1 139	-452	4 912
Impôts	308	277	266	131	96	275	-83	1 271
Intérêts minoritaires		2	1		77			79
Résultat net sous-jacent	935	841	599	337	356	864	-369	3 562
Cessions				-2	204			202
Éléments exceptionnels	-63						-957	-1 021
Résultat net IFRS	872	841	599	335	560	864	-1 327	2 744

(1) Les montants sont ajustés aux fins de comparaison. La République Tchèque, qui était auparavant entièrement comptabilisée dans Wholesale Banking Reste du monde, est désormais comptabilisée dans Autres challengers.

Les bilans par segment établis selon les normes IFRS ne sont pas soumis en interne au, et ne sont pas gérés par le principal décisionnaire opérationnel.

### 30. – Informations sur les zones géographiques

Les divisions d'ING Bank opèrent dans sept grandes zones géographiques : Pays-Bas, Belgique, reste de l'Europe, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie et Australie. Un segment géographique est une composante distincte de la Banque visant à fournir dans un contexte économique spécifique des produits et des services soumis à des risques et rendements différents de ceux de zones géographiques évoluant dans d'autres contextes économiques. Les analyses géographiques se basent sur l'emplacement du site dont les transactions émanent. Les Pays-Bas sont le pays de domicile d'ING Bank.

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations supplémentaires pour 2016 sur les raisons sociales des principales filiales et succursales, sur la nature des activités principales et le nombre moyen d'employés en équivalents temps plein par pays.

#### Informations additionnelles par pays 2016

Zones géographiques	Pays	Raison sociale de la principale filiale	Activité principale	Nombre moyen d'employés (en équivalents temps plein)	Total Produits	Total actif	Résultat avant impôt	Impôts
Pays-Bas	Pays-Bas	ING Bank NV	Wholesale banking/ Banque de détail	13 660	5 790	293 893	1 375	360
Belgique	Belgique	ING België NV	Wholesale banking/ Banque de détail	9 348	3 154	131 431	554	143
	Luxembourg	ING Luxembourg SA	Wholesale banking/ Banque de détail	793	274	10 783	138	32
Reste de l'Europe	Pologne	ING Bank Slaski SA	Wholesale banking/ Banque de détail	8 735	992	26 581	379	90
	Allemagne	ING DiBa AG	Wholesale banking/ Banque de détail	4 341	2 212	134 902	1 282	407
	Roumanie	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale banking/ Banque de détail	1 806	288	5 456	123	21

Amérique du Nord	Espagne	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale banking/ Banque de détail	1 116	498	23 309	197	51
	Italie	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale banking/ Banque de détail	833	376	15 920	100	33
	Royaume-Uni	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	599	504	29 830	290	154
	France1	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale banking/ Banque de détail	613	280	8 614	56	18
	Russie	ING Bank (Eurasia) ZAO	Wholesale Banking	276	118	2 008	69	7
	République Tchèque	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale banking/ Banque de détail	220	74	3 653	37	7
	Hongrie	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	152	37	1 358	-1	3
	Slovaquie	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	400	14	715	3	1
	Ukraine	PJSC ING Bank Ukraine	Wholesale Banking	111	59	622	47	7
	Autriche	Succursale d'ING DiBa AG	Wholesale banking/ Banque de détail	196	86	360	37	-4
	Bulgarie	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	76	9	274	-	-
	Irlande	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	42	53	1 910	54	7
	Portugal	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	11	14	642	10	3
	Suisse	Succursale d'ING België NV	Wholesale Banking	192	187	9 150	122	33
	Canada	Belgian Overseas Agencies Ltd.	Wholesale Banking	-	-	1	-	-
Amérique latine	USA	ING Financial Holdings	Wholesale Banking	519	732	42 571	377	110
	Brésil	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	70	43	2 097	13	-
	Colombie	ING Capital Colombia SAS	Wholesale Banking	2	-	1	-	-
Asie	Mexique	ING Consulting SA de CV	Wholesale Banking	7	1	2	-1	-
	Chine	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	72	36	2 049	7	-2
	Japon	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	33	36	3 702	22	9
	Singapour	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	502	194	25 780	22	5
	Hong-Kong	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	106	80	5 964	40	7
	Philippines	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	423	17	402	4	-2
	Corée du Sud	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	87	46	4 107	14	-1
	Taiwan	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	32	15	2 484	3	1
	Indonésie	PT ING Securities Indonesia	Wholesale Banking	5	1	7	-	-
	Malaisie	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	5	-	3	-	-
	Inde	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	-	-	2	-	-
	Turquie	ING Bank AS	Wholesale banking/ Banque de détail	5 497	757	15 864	225	45
Australie	Émirats Arabes Unis	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	10	-	1	-2	-
	Australie	ING Bank (Australia) Ltd.	Banque de détail	1 053	505	36 691	309	90
Autres	Ile Maurice	ING Mauritius	Gestion de portefeuille	-	32	780	32	-
Total				51 943	17 514	843 919	5 937	1 635

(1) Les subventions publiques perçues, telles que définies à l'article 89 des CRD IV, s'élèvent à 1 million d'euros (contre 3 millions d'euros en 2015 ; 2 millions d'euros en 2014).

La charge fiscale est élevée au Royaume-Uni en raison des changements apportés à la législation fiscale et des ajustements des exercices antérieurs. La Russie, la Chine, les Philippines et la Corée du Sud sont toutes soumises à des charges fiscales plus faibles en raison des ajustements des exercices antérieurs.

L'Autriche se caractérise par une charge fiscale inverse en raison de la comptabilisation d'un actif d'impôt au titre de pertes fiscales non précédemment comptabilisées. Le Brésil est soumis à une faible charge fiscale en raison à la fois d'une part relativement élevée de revenus exonérés d'impôts et d'une détérioration des bénéfices. L'Ile Maurice ne présente aucune charge fiscale, étant donné que la vente partielle des actions de Kotak Mahindra Bank en septembre 2016 était exonérée d'impôts.

#### Informations additionnelles par pays 2015

Zones géographiques	Pays	Raison sociale de la principale filiale	Activité principale	Nombre moyen d'employés (en équivalents temps plein)	Total Produits	Total actifs (2)	Résultat avant impôt	Impôts
Pays-Bas	Pays-Bas(2)	ING Bank NV	Wholesale banking/ Banque de détail	14 586	5 410	468 271	1 059	416
Belgique	Belgique	ING België NV	Wholesale banking/ Banque de détail	9 645	3 123	130 916	1 142	341
	Luxembourg	ING Luxembourg SA	Wholesale banking/ Banque de détail	774	298	9 331	166	35
Reste de l'Europe	Pologne	ING Bank Slaski SA	Wholesale banking/ Banque de détail	8 713	903	25 666	317	60
	Allemagne	ING DiBa AG	Wholesale banking/ Banque de détail	4 052	2 037	126 171	1 081	363
	Roumanie	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale banking/ Banque de détail	1 596	221	4 685	78	13
	Espagne	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale banking/ Banque de détail	1 076	423	24 457	144	52
	Italie	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale banking/ Banque de détail	824	202	15 826	-87	-15
	Royaume-Uni	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	642	556	32 156	362	-19
	France (1)	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale banking/ Banque de détail	625	256	7 489	67	23
	Russie	ING Bank (Eurasia) ZAO	Wholesale Banking	288	185	2 520	131	32
	République Tchèque	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale banking/ Banque de détail	211	75	2 519	41	8
	Hongrie	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	162	46	1 129	13	5
	Slovaquie	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	265	13	573	8	2
	Ukraine	PJSC ING Bank Ukraine	Wholesale Banking	120	46	616	27	5
	Autriche	Succursale d'ING DiBa AG	Banque de détail	169	93	321	51	9
	Bulgarie	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	76	10	267	-2	-
	Irlande	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	39	64	1 697	36	5
	Portugal	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	2	3	616	3	1
	Suisse	Succursale d'ING België NV	Wholesale Banking	177	187	6 927	105	30
Amérique du Nord	Canada	Belgian Overseas Agencies Ltd.	Wholesale Banking	-	-	-	-	-
	USA	ING Financial Holdings	Wholesale Banking	492	720	47 784	423	122
Amérique latine	Brésil	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	56	48	1 496	32	12
	Mexique	ING Consulting SA de CV	Wholesale Banking	8	-	1	-	-
Asie	Chine	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	59	39	1 551	16	10
	Japon	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	30	31	6 772	20	9
	Singapour	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	472	386	19 111	230	30
	Hong-Kong	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	103	85	5 052	49	1
	Philippines	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	249	22	436	5	3
	Corée du Sud	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	68	53	3 642	23	6
	Taïwan	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	34	23	1 744	12	1
	Indonésie	PT ING Securities Indonesia	Wholesale Banking	5	1	7	-	-
	Malaisie	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	4	-	4	-	-
	Inde	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	-	-	2	-	-
	Turquie	ING Bank AS	Wholesale banking/ Banque de détail	6 070	641	17 544	155	34
	Émirats Arabes Unis	Succursale d'ING Bank NV	Wholesale Banking	7	-	-	-1	-
Australie	Australie	ING Bank (Australia) Ltd.	Banque de détail	1 021	490	33 507	328	92



Autres	Ile Maurice	ING Mauritius	Gestion de portefeuille	-	380	1 186	380	-
Total				52 720	17 070	1 001 992	6 415	1 684

(1) Les subventions publiques obtenues, telles que définies à l'article 89 des CRD IV, s'élevaient à 3 millions d'euros en 2015 (contre 2 millions d'euros en 2014).

(2) Les actifs totaux au 31 décembre 2015 sont ajustés suite aux changements enregistrés au niveau des principes comptables. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables en 2016.

La charge fiscale est élevée aux Pays-Bas, en partie en raison de la taxe bancaire néerlandaise non déductible et en partie en raison de la comptabilisation d'un impôt passif différé relatif à des pertes enregistrées par la succursale (UK) et déduites précédemment.

La charge fiscale est faible au Royaume-Uni en raison de la comptabilisation de déficits fiscaux antérieurs non comptabilisés précédemment.

L'Ile Maurice bénéficie d'une absence de fiscalité en raison d'une exonération fiscale latente découlant de la fusion d'ING Vysya et de Kotak en avril 2015.

#### Notes additionnelles aux comptes annuels consolidés

##### 31. – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

ING Bank propose des régimes à cotisations déterminées et à prestations définies. En 2015 et 2016, les régimes de retraite à prestations définies de la Banque sont essentiellement gérés au Royaume-Uni et en Belgique.

#### Bilan - Actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes

Résumé des actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes	2016	2015
Juste valeur des actifs du plan	3 337	3 141
Obligation au titre des prestations déterminées	3 249	2 996
État de financement (actifs/(passifs) au titre des prestations déterminées nettes)	88	145
Présentés comme		
Autres actifs	609	643
Autres dettes	-521	-498
	88	145

ING Bank propose des plans de retraite à prestations déterminées dans certains pays. Ces plans offrent des prestations calculées en fonction de la rémunération et de l'ancienneté des employés lors de leur départ en retraite. Les prestations de certains de ces plans sont soumises à diverses formes d'indexation. Dans certains cas, l'indexation est laissée à l'appréciation de la direction ; dans d'autres, elle dépend du caractère suffisant des actifs du plan.

Les contributions annuelles sont versées aux fonds à un taux nécessaire pour financer de façon appropriée les charges à payer au titre des plans, qui sont calculées conformément aux exigences légales locales. Dans tous les pays, les plans respectent les réglementations locales en vigueur en matière d'investissements et de niveaux de financement.

ING Bank propose d'autres prestations postérieures à l'emploi à certains employés et ex-employés. Il s'agit surtout de couvertures post-emploi pour soins de santé et de remises sur les produits ING proposées aux employés et ex-employés.

Les évaluations (actuarielles) les plus récentes des actifs du plan et la valeur actuelle de l'obligation à prestations déterminées ont été réalisées le 31 décembre 2016. La valeur actuelle de l'obligation à prestations déterminées et les coûts des prestations actuelles et des prestations antérieures y afférant ont été déterminés au moyen de la méthode des unités de crédit projetées.

Les variations de la juste valeur des actifs du plan au cours de l'exercice sous revue étaient les suivantes :

Variations de la juste valeur des actifs du plan	2016	2015
Solde d'ouverture	3 141	3 108
Intérêts créditeurs	87	93
Réévaluations Rendement des actifs du plan, sauf montants inclus dans les intérêts créditeurs	467	-72
Cotisations patronales	76	34
Cotisations des participants	2	13
Prestations versées	-137	-170
Effet de réduction ou de règlement		
Différences de change	-299	135
Changements de composition du groupe et autres changements		
Solde de clôture	3 337	3 141

#### Autres

Le rendement réel des actifs du plan s'élève à 554 millions d'euros (contre 21 millions d'euros en 2015).

Aucun actif du plan ne devrait revenir à ING Bank durant l'exercice 2017.

Les variations de la valeur actuelle des obligations au titre des prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi au cours de l'exercice sous revue étaient les suivantes :

Variations des obligations au titre des prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi	Obligation au titre des prestations déterminées		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	2016	2015	2016	2015
Solde d'ouverture	2 996	3 126	98	101
Coût des prestations actuelles	32	34	-25	-7
Charges imputables au paiement des intérêts	79	84	3	1

Réévaluations Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses démographiques	-17	-55	10	8
Réévaluations Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses financières	498	-118		
Cotisations des participants	1	1		2
Prestations versées	-148	-175	-1	-2
Coût des prestations antérieures	2	-11		
Effet de réduction ou de règlement	-2	-3		-9
Différences de change	-192	111	2	4
Changements de composition du groupe et autres changements		2		
	3 249	2 996	87	98

Les montants ont été directement affectés au poste Autres éléments du résultat global (capitaux propres) comme suit :

Variations de la réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations définies	2016	2015
Solde d'ouverture	-306	-370
Réévaluation des actifs du plan	467	-72
Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses démographiques	17	55
Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses financières	-498	119
Transfert vers Autres réserves		
Impôts	-51	-38
Total des mouvements enregistrés dans autres éléments du revenu global durant l'exercice	-65	64
Transfert vers Autres réserves (Règlement de régimes de retraite)		
Changements de composition du groupe et autres changements		
	-371	-306

En 2016, les 467 millions d'euros au titre de la Réévaluation des actifs du plan et les -498 millions d'euros au titre des Gains et pertes actuariels résultant des modifications des hypothèses financières s'expliquent principalement par la baisse des taux d'actualisation. Le montant cumulé des réévaluations directement imputées sur Autres éléments du revenu global (capitaux propres) est de -483 millions d'euros (-371 millions d'euros après impôt) au 31 décembre 2016 (contre -507 millions d'euros, -306 millions d'euros après impôt, en 2015).

#### Informations sur les actifs du plan et l'obligation au titre des prestations déterminées par pays

L'obligation au titre des prestations déterminées par pays et les actifs du plan par pays se présentent comme suit :

Actifs du plan et obligation au titre des prestations déterminées par pays	Actifs du plan		Obligation au titre des prestations déterminées	
	2016	2015	2016	2015
Pays-Bas	414	373	576	516
États-Unis	182	132	243	212
Royaume-Uni	1 983	1 906	1 377	1 265
Belgique	641	601	776	731
Autres pays	117	129	277	272
	3 337	3 141	3 249	2 996

Au 31 décembre 2016, les divers régimes de retraite à prestations déterminées ne détenaient aucune participation directe dans ING Groep NV (tout comme en 2015).

#### Détermination des actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes

Le tableau répertorie les principales hypothèses utilisées pour déterminer les actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes et les autres avantages postérieurs à l'emploi.

Moyennes pondérées des hypothèses actuarielles de base en % au 31 décembre	Passifs nets au titre des régimes à prestations déterminées		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	2016	2015	2016	2015
Taux d'actualisation	2,10	3,00	3,50	3,20
Taux de mortalité	0,90	0,80	0,70	0,80
Taux d'augmentation escomptés des salaires (hors augmentations de promotion)	3,40	3,70		
Indexation	2,50	2,60	2,00	2,00

Les hypothèses ci-dessus sont pondérées par les obligations à prestations déterminées. Les taux appliqués aux évolutions de salaires, les facteurs d'actualisation des intérêts et d'autres ajustements reflètent les conditions spécifiques à chaque pays.

Le taux d'actualisation présenté correspond à la moyenne pondérée des taux d'actualisation appliqués dans les différents pays où la banque dispose de régimes de retraite à prestations déterminées. Le taux d'actualisation est déterminé selon une méthodologie qui s'appuie sur les taux de rendement sur le marché d'obligations de société de premier choix dans les régions spécifiques, sur des durées harmonisées en fonction des passifs du fonds, en tant qu'élément clé. Les taux de rendement des obligations de sociétés de haute qualité reflètent les rendements d'obligations de sociétés notées AA pour des durées pour lesquelles lesdits rendements sont disponibles. Une extrapolation permet de déterminer le rendement sur des durées plus longues pour lesquelles aucune obligation de sociétés notées AA n'est disponible. Compte tenu de la disponibilité limitée des obligations de longue durée de sociétés notées AA, l'extrapolation constitue un élément essentiel dans la détermination du taux d'actualisation.

Le taux d'actualisation est d'environ 2,1 % au 31 décembre 2016 (contre 3,0 % en 2015). Le taux d'actualisation utilisé par ING est basé sur des obligations de sociétés notées AA. Des discussions étaient en cours, tant au niveau des professionnels qu'à l'IASB, sur la définition du taux d'actualisation des engagements de fonds de pension à prestations déterminées, et ING réexaminera la méthodologie de détermination du taux d'actualisation, au moment opportun.

Au 31 décembre 2016, l'hypothèse actuarielle concernant l'indexation sur l'inflation ressortait à 2,5 % (contre 2,6 % en 2015). Le pourcentage pour 2016 se basait principalement sur les prévisions inflationnistes et sur la meilleure estimation pour l'indexation future des plans de retraite au Royaume-Uni et en Belgique, aux Pays-Bas, aux États-Unis et en Allemagne.

#### Analyse de sensibilité des principales hypothèses

L'analyse de sensibilité des hypothèses les plus significatives a été réalisée sur la base des changements qui affectent ces hypothèses à la fin de la période de reporting et qui sont considérés raisonnablement possibles.

Le tableau présente l'impact financier qui s'appliquerait sur l'obligation à prestations déterminées, si les moyennes pondérées de chaque hypothèque actuarielle significative augmentaient ou diminuaient alors que toutes les autres hypothèses resteraient constantes. En pratique, il est peu probable que cette situation se présente et certains changements d'hypothèses peuvent être corrélés.

Analyse de sensibilité – Impact financier des évolutions des principales hypothèses actuarielles sur l'obligation à prestations déterminées	Impact financier d'une augmentation		Impact financier d'une baisse	
	2016	2015	2016	2015
Taux d'actualisation - augmentation/baisse de 1 %	-506	-451	662	554
Mortalité - augmentation/baisse d'1 an	102	82	-103	-82
Prévisions du taux de hausse des salaires (hors augmentation de promotion) - augmentation/baisse de 0,25 %	24	25	-23	-23
Indexation - augmentation/baisse de 0,25 %	79	75	-85	-74

#### Cash flows attendus

Les contributions annuelles sont versées aux fonds à un taux nécessaire pour financer de façon appropriée les charges à payer au titre des plans, qui sont calculées conformément aux exigences légales locales. Dans tous les pays, les plans respectent les réglementations locales en vigueur en matière d'investissements et de niveaux de financement. Les succursales d'ING Bank doivent financer les coûts des prestations escomptées chaque année.

Pour 2017, les cotisations attendues au titre des régimes de retraite se montent à 71 millions d'euros.

On s'attend à ce que le plan verse les prestations suivantes, reflet du service futur escompté :

Prestations versées	Obligation au titre des prestations déterminées	Autres avantages postérieurs à l'emploi
2017	102	4
2018	105	4
2019	108	4
2020	123	4
2021	128	4
Années 2022 - 2026	448	18

La durée moyenne de l'obligation de prestation à la fin de la période de reporting est de 17 ans (17 ans en 2015). Ce chiffre peut-être ventilé en fonction de la durée concernant :

- les membres actifs : 16 ans (15 ans en 2015) ;
- les membres non actifs : 24 ans (23 ans en 2015) et ;
- les membres retraités : 13 ans (13 ans en 2015).

#### Compte de résultat - Charges de retraite et autres prestations de protection sociale

Dépenses de retraite et autres prestations de protection sociale	Passifs nets au titre des régimes à prestations déterminées			Autres avantages postérieurs à l'emploi			Autres			Total		
	2016	2015	2014	2016	2015	2014	2016	2015	2014	2016	2015	2014
Coût des prestations actuelles	32	34	37	-25	-7	-6	11	-8	20	18	19	51
Coût des prestations antérieures	2	-11	-3							2	-11	-3
Produits nets des intérêts	-8	-9	2	3	1	3	2	2	4	-3	-6	9
Effet de réduction ou de règlement	-2	-3	871		-9			-52		-2	-64	871
Autres								13	-12		13	-12
Régimes de retraite à prestations déterminées	24	11	907	-22	-15	-3	13	-45	12	15	-49	916

Régimes de retraite à cotisations déterminées										329	324	302
										344	275	1 218

**Régimes de retraite à prestations déterminées**

En 2014, 871 millions d'euros ont été comptabilisés dans le poste Effet de réduction ou de règlement au titre du régime de retraite à prestations déterminées néerlandais, suite à l'accord qui a rendu le Fonds de pension ING financièrement indépendant d'ING.

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La plupart des sociétés du groupe proposent des régimes de retraite à cotisations déterminées. Les actifs de tous les plans de retraite à cotisations déterminées d'ING Bank sont détenus dans des fonds gérés de façon indépendante. Les cotisations sont généralement fixées sous forme d'un pourcentage de la rémunération. La prime payée au titre du régime à cotisations déterminées aux Pays-Bas dépend également des évolutions du taux d'intérêt et de la méthodologie employée par la Banque centrale néerlandaise pour déterminer le taux à très long terme (ultimate forward rate). Ces plans ne donnent pas lieu à des provisions au bilan autres que celles concernant les écarts temporaires à court terme inclus dans les autres actifs/passifs à court terme.

## 32. – Impôts

**Bilan - Impôt différé**

L'impôt différé est constaté à partir des différences temporaires, en utilisant la méthode du report d'impôts variables et les taux d'imposition applicables au pays dans lequel ING Bank est assujettie à l'impôt.

Variations des impôts différés 2016	Passif net (-) Actif net (+) 2015	Variation des capitaux propres	Variation du résultat net	Différences de change	Changements de composition du groupe et autres changements	Passif net (-) Actif net (+) 2016
Titres de placement	-780	74	-82	-10	-1	-799
Placements immobiliers	-2		-3			-5
Actifs et passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	739		-58	16		697
Amortissement	-46		13			-33
Couvertures de flux de trésorerie	-195	-48		4	1	-238
Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	201	-20	-84	15		112
Autres provisions	24		228	2	1	255
Créances	441		120	9		570
Prêts et avances aux clients	-235		-166	-8		-409
Pertes fiscales non utilisées reportées	118		-34	-24	-3	57
Autres	-97	-1	-27	-1		-126
	168	5	-93	3	-2	81
Enregistrés au bilan en tant que						
Impôts différés passif	-645					-919
Impôts différés actif	813					1 000
	168					81

Variations des impôts différés 2015	Passif net (-) Actif net (+) 2014	Variation des capitaux propres	Variation du résultat net	Différences de change	Changements de composition du groupe et autres changements	Passif net (-) Actif net (+) 2015
Titres de placement	-1 064	111	152	3	18	-780
Placements immobiliers	-2					-2
Actifs et passifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	1 112		-373			739
Amortissement	-46		4	-4		-46
Couvertures de flux de trésorerie	-233	22		16		-195
Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	213	-14	-5	7		201
Autres provisions	42		-22	4		24
Créances	258		180	3		441
Prêts et avances aux clients	-136		-100	1		-235
Pertes fiscales non utilisées reportées	330		-215	3		118
Autres	-220	10	113	1	-1	-97
	254	129	-266	34	17	168
Enregistrés au bilan en tant que						

Impôts différés passif	-872				-645
Impôts différés actif	1 126				813
	254				168

Impôt différé relatif aux pertes fiscales non utilisées reportées	2016	2015
Total des pertes fiscales non utilisées reportées	1 292	1 560
Pertes fiscales non utilisées reportées n'étant pas comptabilisées comme impôt différé actif	973	969
Pertes fiscales non utilisées reportées étant comptabilisées comme impôt différé actif	319	591
Taux d'imposition moyen	17,8 %	20,0 %
Impôt différé actif	57	118

Les pertes fiscales reportées et les crédits d'impôt ci-dessous expireront comme suit au 31 décembre :

Total pertes fiscales non utilisées reportées, analysées par date d'expiration	Aucun impôt différé actif comptabilisé		Impôt différé actif comptabilisé	
	2016	2015	2016	2015
À moins d'1 an	2	41	2	
À plus d'1 an et 5 ans au plus	383	190	56	7
À plus de 5 ans et 10 ans au plus	30	118		1
À plus de 10 ans et 20 ans au plus	18	34		
Illimité	540	586	261	583
	973	969	319	591

Les impôts différés actifs sont comptabilisés au titre des différences temporaires déductibles, des pertes fiscales reportées et des crédits d'impôt non utilisés, uniquement dans la mesure où la réalisation de l'économie d'impôt correspondante est probable.

Ventilation de certains actifs nets d'impôts différés par pays	2016	2015
Luxembourg		8
Pays-Bas		132
Italie	113	129
	113	269

Le tableau ci-dessus comprend une ventilation de certains actifs nets d'impôts différés par pays, actifs dont l'utilisation dépend de bénéfices imposables à venir, alors que les entités concernées ont enregistré des pertes soit durant l'exercice en cours, soit durant l'exercice précédent. En 2016, le montant cumulé pour les principales entités concernées s'élève à 113 millions d'euros (contre 269 millions d'euros en 2015).

La comptabilisation repose sur le fait qu'il est probable que l'entité réalise des bénéfices imposables et/ou puisse se servir de possibilités de planification fiscale avant expiration des actifs d'impôts différés. Tout changement de situation au cours des exercices futurs pourrait avoir des effets négatifs sur l'évaluation du recouvrement. Le caractère incertain du recouvrement est pris en compte lors de l'enregistrement des actifs d'impôts différés.

### Bilan - Impôts

Impôts par type	Pays-Bas			International			Total		
	2016	2015	2014	2016	2015	2014	2016	2015	2014
Impôts courants	167	6	3	1 375	1 412	1 099	1 542	1 418	1 102
Impôts différés	193	407	-127	-100	-141	57	93	266	-70
	360	413	-124	1 275	1 271	1 156	1 635	1 684	1 032

En 2016, la charge d'impôt différé aux Pays-Bas a baissé et la charge fiscale courante a augmenté, en raison de l'imputation de l'ensemble des pertes fiscales des exercices antérieurs.

Rapprochement du taux d'imposition sur le bénéfice légal moyen pondéré et du taux d'imposition sur les bénéfices effectif d'ING Bank	2016	2015	2014
Résultat avant impôt des activités poursuivies	5 937	6 415	3 855
Taux d'imposition légal moyen pondéré	27,5 %	27,3 %	29,4 %
Montant de l'impôt légal moyen pondéré	1 630	1 748	1 132
Exonération fiscale des participations	-61	-46	-44
Autres revenus non imposables	-123	-160	-169
Charges d'impôt non déductibles	174	151	185
Impact du changement de taux d'imposition sur l'impôt différé	-1	12	-2
Produits d'impôt différé sur des montants précédemment comptabilisés	-18	54	38

Produits d'impôt courant sur des montants précédemment comptabilisés	-22	-63	-58
Réduction/redressement d'actifs d'impôt différé	33	18	1
Ajustements à des périodes antérieures	23	-30	-51
Montant effectif de l'impôt	1 635	1 684	1 032
	27,6 %	26,2 %	26,8 %

Le taux d'imposition légal moyen pondéré est sensiblement le même en 2016 qu'en 2015.

Le taux d'imposition légal moyen pondéré de 2015 était inférieur à celui de 2014, ce qui est principalement dû à l'augmentation du résultat aux Pays-Bas en 2015.

Le taux d'imposition effectif en 2016 est de 27,6 %.

En 2016, le taux d'imposition effectif est quasiment égal au taux d'imposition légal moyen pondéré, ce qui est principalement dû au fait que les charges non déductibles, l'amortissement des actifs d'impôt différés et les ajustements réalisés au regard des périodes antérieures sont pratiquement entièrement compensés par les revenus exempts d'impôts et la constatation d'avantages fiscaux relatifs à des montants non précédemment comptabilisés.

En 2015, le taux d'imposition effectif était inférieur au taux d'imposition légal moyen pondéré, ce qui s'expliquait principalement par des revenus exempts d'impôts, par la constatation d'avantages fiscaux relatifs à des montants non précédemment comptabilisés et par des ajustements réalisés au regard des exercices précédents qui n'étaient que partiellement compensés par des éléments non déductibles.

En 2014, le taux d'imposition effectif était inférieur au taux d'imposition légal moyen pondéré, ce qui s'expliquait principalement par des revenus exempts d'impôts, par la constatation d'avantages fiscaux relatifs à des montants non précédemment comptabilisés et par des ajustements de l'exercice précédent qui n'étaient que partiellement compensés par des éléments non déductibles.

Les revenus exempts d'impôts (exonération fiscale des participations) englobent principalement des revenus non imposables sur cessions, des quotes-parts dans le résultat des entreprises liées et des coentreprises, qui sont exonérés d'impôts, et des gains exempts d'impôts sur des actifs financiers.

### Capitaux propres - Autres éléments du résultat global

Impôt sur le bénéfice concernant les autres éléments du résultat global	2016	2015	2014
Réévaluations latentes sur des titres disponibles à la vente et autres réévaluations	17	72	-293
Gains/pertes réalisés portés au compte de résultat (reclassements des capitaux propres au compte de résultat)	57	39	49
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	-48	22	-554
Réévaluation des actifs/passifs des prestations déterminées nettes	-20	-14	103
Différences de change et autres	-1	10	-48
Total de l'impôt sur les bénéfices concernant les autres éléments du résultat global	5	129	-743

### Impôts éventuels

Les dettes éventuelles en lien avec les impôts aux Pays-Bas font référence à une possible obligation résultant de l'imputation sur le bénéfice imposable néerlandais de pertes encourues par ING Bank au Royaume-Uni au cours des exercices antérieurs. L'existence de cette obligation sera confirmée uniquement en cas d'enregistrement de bénéfices futurs au Royaume-Uni.

### 33. – Juste valeur des actifs et passifs

#### a) Actifs et passifs financiers

Le tableau suivant présente les justes valeurs estimées des actifs et passifs financiers d'ING Bank. Certains postes du bilan ne sont pas inclus dans ce tableau, car ils ne correspondent pas à la définition d'un actif ou passif financier. Le regroupement des justes valeurs présenté ci-dessous ne représente pas la valeur sous-jacente d'ING Bank et ne doit pas être interprété comme la représentant.

Juste valeur des actifs et passifs financiers	Juste valeur estimée		Valeur au bilan	
	2016	2015	2016	2015
Actifs financiers				
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	18 144	21 458	18 144	21 458
Prêts et avances aux banques	28 940	30 101	28 872	29 966
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat				
Actifs détenus à des fins de transaction	114 512	131 485	114 512	131 485
Dérivés non détenus à des fins de transaction	2 309	3 216	2 309	3 216
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	5 099	3 234	5 099	3 234
Titres de placement				
Disponibles à la vente	82 912	87 000	82 912	87 000
Détenus jusqu'à échéance	8 809	7 855	8 751	7 826
Prêts et avances aux clients (1)	577 809	710 957	562 873	700 007
Autres actifs (2)	13 693	11 340	13 693	11 340
	852 227	1 006 646	837 165	995 532

Passifs financiers				
Montants dus aux banques	32 352	34 329	31 964	33 808
Dépôts clients (1)	532 003	672 798	531 096	672 204
Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				
Passifs détenus à des fins de transaction	83 167	88 807	83 167	88 807
Dérivés non détenus à des fins de transaction	3 585	4 364	3 585	4 364
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	12 266	12 616	12 266	12 616
Autres dettes (3)	15 213	11 513	15 213	11 513
Titres de créance émis	101 498	117 860	101 305	117 556
Emprunts subordonnés	16 012	16 053	16 104	15 920
	796 096	958 340	794 700	956 788

(1) Les prêts et avances aux clients et les dépôts clients, au 31 décembre 2015, ont été ajustés suite aux changements enregistrés au niveau des principes comptables. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables et Changements de présentation en 2016.

(2) Les autres actifs n'incluent pas, entre autres, les actifs au titre de prestations déterminées nettes.

(3) Les autres passifs n'incluent pas, entre autres : les passifs au titre de prestations déterminées nettes et les passifs liés aux avantages du personnel, les autres impôts et cotisations de sécurité sociale.

### Méthodes d'évaluation

Les justes valeurs estimées représentent le montant qui serait reçu pour vendre un actif ou qui serait payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction réalisée en bonne et due forme entre intervenants sur le marché à la date d'évaluation. Il s'agit d'une évaluation fondée sur le marché qui se base sur les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient et prend en compte les caractéristiques de l'actif ou du passif que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Les justes valeurs d'actifs et de passifs financiers sont basées sur les cours d'un marché actif, lorsqu'ils sont disponibles. Lorsqu'ils ne le sont pas, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

ING utilise des cotations non ajustées lorsqu'elles sont disponibles. Les cotations officielles non ajustées sont essentiellement déterminées sur la base des cours des instruments financiers cotés. Lorsque ces cours ne sont pas disponibles, les cours sur des marchés actifs peuvent être obtenus auprès d'agents en bourse indépendants, de courtiers ou de teneurs de marché. En général, les positions sont évaluées comme étant longues au cours acheteur et courtes au cours vendeur ou elles sont évaluées au cours situé dans la fourchette acheteur/vendeur qui est le plus représentatif de la juste valeur à la date d'évaluation.

Pour certains passifs et actifs financiers, aucun cours du marché n'est disponible. La juste valeur de ces actifs et passifs financiers est alors déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation vont de l'actualisation des flux de trésorerie aux divers modèles d'évaluation qui prennent en compte les facteurs de fixation de prix, tels que le prix du marché des instruments sous-jacents de référence, les paramètres de marché (volatilités, corrélations, notations) et le comportement des clients. ING utilise au maximum les paramètres de marché observables et minimise tout recours aux paramètres non observables pour la détermination de la juste valeur. La juste valeur peut être subjective en fonction de l'importance que revêtent les paramètres non observables dans l'évaluation globale. Toutes les techniques d'évaluation utilisées sont sujettes à révision et approbation internes. La plupart des données utilisées dans les techniques d'évaluation sont validées quotidiennement.

Lorsqu'un groupe d'actifs et de passifs financiers est géré sur la base de ses expositions nettes au risque, on évalue la juste valeur d'un groupe d'actifs et de passifs financiers au niveau du portefeuille net.

### Cadre de contrôle

Pour déterminer si les estimations basées sur les données entrées ont mené à des valeurs justes et prudentes, la procédure de vérification indépendante des prix (VIP) ou de test de prix est appliquée, afin de s'assurer que ces valeurs soient prises en compte de façon appropriée dans le bilan et le compte de résultat. La VIP teste et confirme la fiabilité des données du marché utilisées lors de ces estimations et peut entraîner des ajustements de valeur lorsque les données ne sont pas considérées comme étant fiables. La procédure de VIP est réalisée une fois par mois au moins ou plus fréquemment en fonction de la nature du marché ou des transactions. Des multiples sources de données sont utilisées à condition que lesdits prix soient disponibles et prennent en compte le ratio coûts-avantages lors de l'identification de tels prix. Les différences d'estimation entre sources principales et secondaires de données sont évaluées. Si les différences constatées lors du test de prix excèdent les seuils approuvés au préalable, il convient de procéder à des ajustements au niveau du compte de résultat. Les différences et ajustements doivent être évalués séparément, approuvés par la Commission des Paramètres Locaux et consignés dans les procès-verbaux des réunions. Si une différence significative est trouvée au cours de la procédure de VIP, il faut pleinement identifier quelle est la cause sous-jacente de la différence et si un changement systématique est requis (par exemple un changement de source). La fixation des prix et le test de prix sont appliqués au niveau des différentes transactions et organisés sur le plan administratif.

Les processus d'estimation sont régis par les différents organes de gouvernance, qui incluent les Commissions des Paramètres Locaux (Local Parameter Committees - LPC), la Commission de Test des Cours Mondiaux (Global Price Testing Committee - GP&IC), la Commission des Données du Marché (Market Data Committee - MDC), la Commission des Modèles Tarifaires (Trading Pricing Model Committee - TPMC) entre autres. Toutes les commissions concernées se réunissent une fois par trimestre ou plus, si nécessaire. Les principaux contrôles de l'estimation, qui incluent l'approbation des produits, la VIP, les ajustements d'évaluation et l'utilisation d'un modèle, sont effectués une fois par mois.

La GP&ID est responsable de l'utilisation appropriée des modèles et des intrants relatives aux positions évaluées à la juste valeur. Il veille à la qualité et à la cohérence des méthodes et processus d'évaluation. Les LPC surveillent la pertinence des prix (cotés), toutes les autres informations utiles du marché ainsi que les modèles tarifaires eux-mêmes en lien avec les positions évaluées à la juste valeur auxquelles ils sont appliqués. Les LPC appliquent la méthodologie et les processus d'évaluation au niveau local. La GP&ID surveille les sources de données du marché et la configuration / les points de données du marché utilisées pour l'évaluation officielle des positions pour la juste valeur. La TPMC approuve et examine tous les modèles et méthodes de fixation des prix en vue du calcul des paramètres du marché.

### Ajustements de valeurs

Les ajustements de valorisation font partie intégrante de la juste valeur. Ils sont pris en compte dans la juste valeur, afin de fournir une meilleure estimation de la valeur de sortie du marché à la date d'évaluation. ING applique différents ajustements de valeurs, dont les ajustements apportés à l'évaluation des cours acheteur et vendeur, les ajustements de valorisation sur actifs (CVA), les ajustements de valorisation sur passifs (DVA), les ajustements de valorisation des risques liés au modèle, les ajustements des valorisations des garanties (CollVa) et les ajustements des valeurs de financement (FVA). La combinaison des ajustements de valeur de crédit est appelée CVA bilatérale (BVA).

- Des ajustements doivent être apportés aux cours acheteur/vendeur afin d'ajuster les valeurs moyennes du marché à la valeur adéquate de la soumission ou de l'offre afin de refléter au mieux la valeur de sortie et donc la juste valeur. Elle est applicable aux actifs et passifs financiers qui

sont valorisés initialement au prix moyen. Si les actifs ou passifs financiers ont été affichés à un prix acheteur et vendeur, aucun ajustement du cours acheteur/vendeur n'est alors requis. En pratique, l'ajustement représente la différence de valorisation entre le prix moyen et le prix acheteur pour les positions longues et entre le prix moyen et le prix vendeur pour les positions courtes. En principe, les actifs sont évalués au cours acheteur et les passifs au cours vendeur. Pour certains actifs et passifs, pour lesquels le cours du marché n'est pas disponible, on utilise le cours situé dans la fourchette acheteur/vendeur qui est le plus représentatif de la juste valeur.

- L'ajustement de valorisation des actifs (CVA) constitue la composante « valorisation » du risque de crédit de la contrepartie des contrats sur instruments dérivés. Il est de nature bilatérale, le risque de crédit de la contrepartie et les risques de crédit d'ING étant tous deux pris en compte. Le calcul se fonde sur l'estimation de l'exposition attendue et le risque de défaillance des contreparties et tient compte des accords de garantie et des accords de compensation. Le risque de défaillance des contreparties est estimé en fonction de la probabilité de défaillance et de la perte attendue en cas de défaut, qui repose sur les informations du marché, dont l'écart sur swap de défaillance de crédit (CDS). Lorsque les écarts CDS de la contrepartie ne sont pas disponibles, des écarts approximatifs pertinents sont utilisés. En outre, le wrong-way risk (risque hybride que l'exposition à une contrepartie augmente alors que la solvabilité de cette contrepartie diminue) et le right-way risk (risque hybride que l'exposition à une contrepartie progresse et que la solvabilité de cette contrepartie s'améliore) sont pris en compte dans cet ajustement.
- ING applique un ajustement de valorisation sur passifs (DVA) aux passifs financiers émis par la banque qui sont évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, si la composante risque de crédit n'a pas été incluse dans les prix. Dans le calcul du DVA, la probabilité de défaillance de l'institution est estimée sur la base de l'écart des taux de financement d'ING.
- Le risque de modèle survient lors d'une évaluation si le modèle ne produit pas une évaluation correcte suite à des erreurs de spécification, d'application ou mise en œuvre du modèle. Les ajustements potentiels sont déterminés durant la procédure d'agrément de nouveaux produits ou le processus d'examen du modèle.
- L'ajustement sur valorisation des garanties (CollVA) est un ajustement des valeurs des instruments dérivés qui tient compte des caractéristiques spécifiques du CSA (Credit Swap Annex), assortie d'une contrepartie que le cadre d'actualisation standard des taux OIS (Overnight Indexed Swap) ne reflète pas. Les caractéristiques CSA non standards peuvent inclure des écarts liés à la devise dans laquelle ING fournit ou reçoit des garanties, des écarts au niveau du taux de rémunération sur garanties qui peuvent générer des taux inférieurs ou supérieurs au taux au jour-le-jour voire aucun intérêt du tout. D'autres écarts peuvent résulter de l'enregistrement de titres plutôt que d'espèces en garantie.
- ING applique en outre un « ajustement des coûts de financement » (FVA) pour tenir compte des coûts de financement associé à une asymétrie des financements de garanties sur les dérivés non garantis ou partiellement garantis du portefeuille. Cet ajustement se base sur les profils d'exposition attendus des dérivés OTC non garantis ou partiellement garantis et sur les écarts de financement basés sur le marché.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées par ING Bank pour estimer la juste valeur des instruments financiers.

#### **a.1) Actifs financiers**

##### **Liquidités et avoirs auprès des banques centrales**

La valeur comptable des liquidités se rapproche de sa juste valeur.

##### **Prêts et avances aux banques**

Les justes valeurs des montants dus par les banques sont généralement basées sur les cours du marché, ou, s'ils ne sont pas cotés, sur des estimations reposant sur l'actualisation de cash flows futurs, utilisant les taux d'intérêt disponibles sur le marché, y compris les écarts appropriés proposés pour des créances à caractéristiques similaires, similaires aux Prêts et avances aux clients décrits ci-dessous.

##### **Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat**

###### *Dérivés*

Les contrats dérivés sont soit négociés en bourse (exchange traded) soit de gré à gré (OTC - Over The Counter). La juste valeur des dérivés négociés en bourse est déterminée sur la base des cours du marché sur un marché actif et ces dérivés sont classés au niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur. Pour tous les instruments non négociés activement, les justes valeurs sont estimées à l'aide de techniques d'évaluation. Les dérivés OTC et les dérivés négociés sur un marché inactif sont estimés à l'aide de techniques d'évaluation, car les cours sur un marché actif ne sont pas disponibles pour de tels instruments. Les techniques d'évaluation et les paramètres dépendent du type de dérivé et de la nature des instruments sous-jacents. Les principales techniques utilisées pour évaluer ces instruments reposent sur le modèle d'actualisation des flux de trésorerie, les modèles d'évaluation des options de Black-Scholes et la simulation de Monte Carlo. Ces modèles d'évaluation déterminent la valeur actuelle des cash flows futurs estimés, en se basant sur des principes de « non arbitrage ». Ces modèles sont couramment utilisés dans le secteur financier. Les critères des modèles d'évaluation sont si possible déterminés à partir des données observables du marché. Certains paramètres sont susceptibles de ne pas être observables directement sur le marché, mais peuvent être déterminés, via des procédures de calibrage du modèle d'évaluation, à partir des prix observables. Les critères utilisés comprennent des prix disponibles auprès de cambistes, de sociétés de bourse, de courtiers ou de services à même de fournir des évaluations consensuelles, des courbes de rendement, des écarts de crédit, des taux de défaillance, des taux de recouvrement, des taux de dividendes, la volatilité des taux d'intérêt sous-jacents, les prix des actions et les taux de change des monnaies étrangères. Ces paramètres sont déterminés par rapport aux cours du marché, aux transactions récemment exécutées, aux cours du marché indépendant et aux données consensuelles, lorsqu'elles existent.

Pour les dérivés OTC non garantis, ING applique des ajustements de valorisation des actifs afin de tenir compte de façon adéquate du risque de crédit de contrepartie dans ladite valorisation. La technique de calcul du CVA est basée sur la méthode de simulation de Monte Carlo et se sert de divers paramètres, tels que l'écart de crédit de contrepartie, les taux d'intérêts disponibles sur le marché et les taux de change de marché. Les écarts de crédit de contrepartie sont basés sur l'écart CDS de contrepartie, s'il est disponible. Sinon, ce sont les écarts de remplacement CDS indexés qui sont utilisés.

###### *Titres de participation*

La juste valeur des titres de participation publique se base sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Lorsqu'ils ne le sont pas, la juste valeur est déterminée sur la base des cours du marché existant pour des titres similaires ou sur la base d'autres techniques d'évaluation.

La juste valeur des capitaux d'investissement privés se base sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. En l'absence de cours du marché sur un marché actif, la juste valeur est estimée sur la base d'une analyse de la situation financière de l'entité émettrice, de ses résultats, de son profil de risque, de ses perspectives, de ses prix, de comparaisons de bénéfices et des multiples de revenus ainsi qu'en se référant à des évaluations du marché relatives à des entités similaires cotées sur un marché actif.

###### *Titres de créance*

La juste valeur des titres de créance se base sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Les cours du marché peuvent être obtenus auprès d'un cambiste, d'une société de bourse, d'un courtier, d'une société de la profession, d'un service de cotation ou d'une autorité de réglementation. Les cours provenant de sources non boursières sont évalués afin de déterminer s'il s'agit de prix négociables ou de prix consensuels dérivés de modèles internes utilisant une multitude de paramètres. Cette distinction permet d'identifier où ils se situent dans la hiérarchie de juste valeur.

Si les cours d'un marché actif ne sont pas disponibles, la juste valeur est déterminée sur la base d'une analyse des paramètres du marché disponibles, qui peuvent comprendre des valeurs obtenues auprès d'un ou de plusieurs services d'évaluation ou au moyen d'une technique d'évaluation qui actualise les cash flows futurs attendus en s'appuyant sur des courbes de taux d'intérêt du marché, des écarts de crédit de référence, les échéances des placements et les taux de paiement anticipé estimés, le cas échéant.



*Prêts et créances*

Se référer à ce propos au paragraphe Prêts et avances aux clients ci-après.

**Prêts et avances aux clients**

Pour les prêts et avances qui sont fréquemment réévalués et qui n'ont subi aucun changement significatif en termes de risque de crédit, les valeurs comptables représentent une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur des autres prêts est estimée par actualisation des cash flows futurs en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le risque de crédit, les liquidités et d'autres conditions actuelles du marché. La juste valeur des prêts hypothécaires est estimée en tenant compte du comportement de paiement anticipé. Les prêts à caractéristiques similaires sont regroupés à des fins de calculs.

**Autres actifs**

Les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur comptable qui est très proche de leur juste valeur.

**a.2) Passifs financiers****Montants dus aux banques**

Les justes valeurs des montants dus aux banques sont généralement basées sur les cours du marché, ou, s'ils ne sont pas disponibles, sur des estimations reposant sur l'actualisation de cash flows futurs et des taux d'intérêt disponibles sur le marché et proposés pour des payables à caractéristiques similaires.

**Dépôts clients**

Les valeurs comptables des dépôts clients ayant les caractéristiques de dépôts à vue sont proches de leurs justes valeurs. Les justes valeurs des dépôts à échéance contractuelle fixe ont été estimées par actualisation des cash flows futurs en utilisant des taux d'intérêt actuellement applicables aux dépôts à échéances similaires.

**Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat**

Les justes valeurs des titres du portefeuille de négociation et des autres passifs comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat sont basées sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Pour tous les titres non négociés activement, les justes valeurs sont estimées sur la base de techniques d'actualisation internes des flux de trésorerie qui se réfèrent aux taux d'intérêt et aux écarts de crédit s'appliquant à des instruments similaires. Se référer au paragraphe Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat ci-dessus.

**Autres dettes**

Les autres passifs sont comptabilisés à leur valeur comptable qui est très proche de leur juste valeur.

**Titres de créance émis**

La juste valeur des titres de créance émis est généralement basée sur les cours du marché ou, s'ils ne sont pas disponibles, elle est estimée par actualisation des cash flows futurs attendus à l'aide des taux d'intérêt actuels du marché et des écarts de crédit applicables au rendement, à la qualité du crédit et à l'échéance.

**Emprunts subordonnés**

La juste valeur des emprunts subordonnés cotés se basent sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Lorsqu'ils ne le sont pas, la juste valeur des emprunts subordonnés est estimée par actualisation des cash flows basée sur des taux d'intérêt et écarts de crédit s'appliquant à des instruments similaires.

**a.3) Hiérarchie de juste valeur**

ING Bank a hiérarchisé ses instruments financiers qui sont évalués à leur juste valeur dans le bilan ou dont la juste valeur est déterminée selon une hiérarchie sur trois niveaux basée sur la priorité donnée aux critères pris en compte pour l'évaluation. La hiérarchie de juste valeur donne la plus haute priorité aux cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques et la priorité la plus faible aux techniques d'évaluation basées sur des données non observables. Un marché actif pour un actif ou un passif est un marché sur lequel les transactions pour l'actif ou le passif sont réalisées avec un volume suffisant et à une fréquence suffisante pour fournir de façon continue des informations fiables sur les évaluations. La hiérarchie de juste valeur est constituée de trois niveaux, selon que les justes valeurs sont déterminées sur la base des cours du marché sur un marché actif (niveau 1), à l'aide de techniques d'évaluation reposant sur des paramètres observables (niveau 2) ou à l'aide des techniques d'évaluation qui incluent des paramètres non observables et qui ont un impact plus qu'insignifiant sur la juste valeur de l'instrument (niveau 3). Les actifs financiers de niveau 3 incluent par exemple des titres de créance illiquides, des instruments dérivés complexes, certains prêts complexes (pour lesquels les informations actuelles du marché sur des actifs similaires pouvant être utilisés comme données observables et corroborées pour tous les paramètres significatifs dans un modèle d'évaluation ne sont pas disponibles) et les titres adossés à des actifs pour lesquels il n'y a pas de marché actif et une grande dispersion dans les cours du marché.

Les paramètres observables reflètent les données du marché obtenues de sources indépendantes. Les données non observables sont des paramètres basés sur les propres hypothèses d'ING Bank concernant des facteurs que les intervenants sur le marché utiliseraient pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif, hypothèses élaborées sur la base des meilleures informations disponibles sur le marché. Les paramètres non observables peuvent inclure la volatilité, la corrélation, les écarts des taux d'actualisation, les taux de défaillance et les taux de recouvrement, les taux de remboursement anticipé et certains écarts de crédit. Les transferts dans et depuis un niveau de hiérarchie de juste valeur sont comptabilisés à leur date de survenue ou à la date du changement de situation qui a entraîné le transfert.

**Niveau 1. – Cotations officielles non ajustées sur des marchés actifs**

Cette catégorie inclut des instruments financiers dont la juste valeur est déterminée directement en référence aux cotations officielles (non ajustées) sur un marché actif auquel ING Bank a accès. Un instrument financier est considéré comme étant coté sur un marché actif, si les cours sont disponibles sans délai de manière régulière auprès d'un cambiste, d'une société de bourse, d'un courtier ou de marchés de gré à gré. Ces cours représentent des opérations de marché actuelles et survenant de façon suffisamment fréquente et importante pour fournir en continu des informations sur les cours. Les transferts du niveau 1 vers le niveau 2 ou le niveau 3 ont lieu lorsqu'ING Bank constate que les marchés ne sont plus actifs et que les cours (non ajustés) ne fournissent donc plus d'informations fiables sur les cotations.

**Niveau 2. – Technique d'évaluation s'appuyant sur des données observables**

Cette catégorie inclut des instruments financiers dont la juste valeur est basée sur des données observables du marché autres que les cotations officielles (non ajustées). La juste valeur des instruments financiers dans cette catégorie peut être déterminée en se référant aux cours du marché d'instruments similaires sur des marchés actifs, pour lesquels les prix sont toutefois modifiés sur la base d'autres données externes observables sur le marché, ou en se référant aux cours d'instruments identiques ou similaires sur les marchés qui ne sont pas actifs. Ces cours peuvent être obtenus auprès de services d'évaluation tiers. ING analyse la façon dont les prix sont dérivés des données et détermine si les prix sont des prix négociables liquides ou des prix consensuels, basés sur un modèle et utilisant diverses données d'entrée.

Pour les instruments financiers qui ne disposent pas d'un prix de référence, la juste valeur est déterminée à l'aide d'une technique d'évaluation (par exemple un modèle), dans laquelle les paramètres du modèle proviennent d'un marché actif ou sont observables, comme des taux d'intérêt et des courbes de rendement observables à intervalles réguliers, des volatilités implicites et des écarts de crédit.

Si certains intrants du modèle ne sont pas observables sur le marché, l'instrument est tout de même classé dans cette catégorie, à condition que l'impact de ces éléments sur l'évaluation globale ne soit pas significatif. La notion d'évaluation significative est particulièrement importante pour faire la distinction entre les actifs et passifs de niveau 2 et niveau 3. ING Bank a choisi d'harmoniser la définition de l'évaluation significative avec l'intervalle de confiance de 90 % que l'on trouve dans la définition de la valeur prudente de l'EBA. Les paramètres non observables sont baissés et relevés de façon à atteindre cet intervalle de confiance de 90 %. Le même intervalle de confiance de 90 % est appliqué à l'incertitude du modèle. Si le changement opéré aussi bien au niveau de la valeur de l'actif, suite à la modification des paramètres non observables, que de l'incertitude du modèle excède le seuil, l'actif est classé au niveau 3. Un changement de valeur n'atteignant pas le seuil se traduit par une classification en niveau 2.

Les techniques d'évaluation utilisées pour les actifs et passifs de niveau 2 vont de l'actualisation des flux de trésorerie aux divers modèles d'évaluation répondant aux normes de la profession, telles que le modèle basé sur les valorisations des options et la méthode de simulation de Monte Carlo, et prenant en compte les facteurs de fixation de prix pertinents, tels que le prix du marché des instruments de référence sous-jacents, les paramètres de marché (volatilités, corrélations, notations) et le comportement des clients.

### Niveau 3. – Technique d'évaluation s'appuyant sur des données non observables

Cette catégorie inclut des instruments financiers dont la juste valeur est déterminée à l'aide d'une technique d'évaluation (modèle), pour laquelle un niveau plus qu'insignifiant de l'intrant n'est pas observable sur le marché, en termes d'évaluation globale. Cette catégorie inclut aussi des actifs et passifs financiers dont la juste valeur est déterminée par référence à des cours du marché, mais pour lesquels le marché est considéré comme inactif. Le niveau 3 « Actifs financiers détenus à des fins de transaction », « Dérivés non détenus à des fins de transaction » et « Actifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat » et le niveau 3 « Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat » incluent des instruments financiers de différentes caractéristiques et nature, qui sont évalués sur la base de techniques se servant d'un ou de plusieurs paramètres significatifs non observables. Un instrument dans sa globalité est classé dans le niveau 3, si une part significative de la juste valeur de l'instrument est obtenue à partir de données non observables. Dans ce contexte, le terme « non observable » signifie qu'il n'y a que peu, ou pas du tout, d'informations actuelles disponibles sur le marché, qui permettraient de déterminer le prix auquel un acquéreur indépendant, informé achèterait l'actif ou le passif.

### Instruments financiers à la juste valeur

Les justes valeurs des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur ont été déterminées comme suit :

Méthodes appliquées pour la détermination des justes valeurs des actifs et passifs financiers (comptabilisés à leur juste valeur) 2016	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Actifs détenus à des fins de transaction	17 660	95 629	1 223	114 512
Dérivés non détenus à des fins de transaction	3	2 244	62	2 309
Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	502	4 141	456	5 099
Titres disponibles à la vente	76 238	6 153	521	82 912
	94 403	108 167	2 262	204 832
Passifs financiers				
Passifs détenus à des fins de transaction	6 139	75 650	1 378	83 167
Dérivés non détenus à des fins de transaction		3 561	24	3 585
Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	1 348	10 795	123	12 266
	7 487	90 006	1 525	99 018

### Principaux changements dans la hiérarchie de juste valeur en 2016

En 2016, la baisse enregistrée par les actifs et passifs financiers de niveau 2 est principalement due à la baisse des soldes des opérations de prise en pension. Aucun transfert important n'a été enregistré entre le niveau 1 et le niveau 2.

Les techniques d'évaluation n'ont pas été modifiées au cours de l'exercice sous revue.

Méthodes appliquées pour la détermination des justes valeurs des actifs et passifs financiers (comptabilisés à leur juste valeur) 2015	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Actifs détenus à des fins de transaction	27 144	103 195	1 146	131 485
Dérivés non détenus à des fins de transaction	4	3 205	7	3 216
Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	242	2 654	338	3 234
Titres disponibles à la vente	81 640	4 667	693	87 000
	109 030	113 721	2 184	224 935
Passifs financiers				
Passifs détenus à des fins de transaction	9 037	78 531	1 239	88 807
Dérivés non détenus à des fins de transaction		4 363	1	4 364

Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	1 578	10 840	198	12 616
	10 615	93 734	1 438	105 787

*Principaux changements dans la hiérarchie de juste valeur en 2015*

Aucun transfert important n'a été enregistré entre le niveau 1 et le niveau 2.

En 2015, des changements ont été apportés au niveau des techniques d'évaluation compte tenu des conditions actuelles du marché, le LIBOR étant négatif.

Variation des passifs financiers de niveau 3 2016	Actifs détenus à des fins de transaction	Dérivés non détenus à des fins de transaction	Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	Titres disponibles à la vente	Total
Solde d'ouverture	1 146	7	338	693	2 184
Montants comptabilisés au compte de résultat durant l'exercice	226	-7	76	200	495
Réévaluations comptabilisées aux capitaux propres durant l'exercice				-144	-144
Acquisition d'actifs	77	5	193	68	343
Cession d'actifs	-71	-5	-76	-183	-335
Échéance/règlement	-135			-9	-144
Reclassements				-92	-92
Transferts vers le niveau 3	21	62		5	88
Transferts depuis le niveau 3	-43		-75		-118
Différences de change	3			8	11
Changements de composition du groupe et autres changements	-1			-25	-26
Solde de clôture	1 223	62	456	521	2 262

En 2016, des actifs financiers ont été transférés du niveau 3, car l'évaluation n'avait pas été significativement impactée par des paramètres non observables.

Étaient inclus dans les montants inscrits au compte de résultat durant l'exercice 163 millions d'euros relatifs à la dissolution des réserves de réévaluation au titre des actions détenues dans VISA Europe Limited. Pour de plus amples informations sur la transaction VISA, se référer à la Note 47 « Autres événements ».

Variation des passifs financiers de niveau 3 2015	Actifs détenus à des fins de transaction	Dérivés non détenus à des fins de transaction	Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	Titres disponibles à la vente	Total
Solde d'ouverture	810	130	90	573	1 603
Montants comptabilisés au compte de résultat durant l'exercice	146	-127	-55	30	-6
Réévaluations comptabilisées aux capitaux propres durant l'exercice				171	171
Acquisition d'actifs	356	4	467	125	952
Cession d'actifs	-76		-148	-209	-433
Échéance/règlement	-46		-16	-5	-67
Transferts vers le niveau 3	11				11
Transferts depuis le niveau 3	-61				-61
Différences de change	6			23	29
Changements de composition du groupe et autres changements				-15	-15
Solde de clôture	1 146	7	338	693	2 184

En 2015, aucun transfert important n'a été enregistré vers ou depuis le Niveau 3.

Le poste « Réévaluations comptabilisées aux capitaux propres durant l'exercice » inclut un montant de 154 millions d'euros relatif aux titres de participation disponibles à la vente détenus dans Visa Europe Limited. Se référer à la Note 5 « Titres », à la Note 18 « Capitaux propres » et à la Note 47 « Autres événements ».

Variation des passifs financiers de niveau 3 2016	Passifs détenus à des fins de transaction	Dérivés non détenus à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	Total
Solde d'ouverture	1 239	1	198	1 438
Montants comptabilisés au compte de résultat durant l'exercice	277	12	-3	286

Émission de dettes	53	11	4	68
Remboursement anticipé de dettes	-62	-11	-13	-86
Échéance/règlement	-62			-62
Transferts vers le niveau 3	16	11		27
Transferts depuis le niveau 3	-86		-63	-149
Différences de change	6			6
Changements de composition du groupe et autres changements	-3			-3
<b>Solde de clôture</b>	<b>1 378</b>	<b>24</b>	<b>123</b>	<b>1 525</b>

En 2016, des passifs financiers ont été transférés du niveau 3, principalement car l'évaluation n'avait pas été significativement impactée par des paramètres non observables.

<b>Variation des passifs financiers de niveau 3 2015</b>	<b>Passifs détenus à des fins de transaction</b>	<b>Dérivés non détenus à des fins de transaction</b>	<b>Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat</b>	<b>Total</b>
Solde d'ouverture	997	16	323	1 336
Montants comptabilisés au compte de résultat durant l'exercice	120	-15	-83	22
Émission de dettes	244		121	365
Remboursement anticipé de dettes	-54		-31	-85
Échéance/règlement	-24		-15	-39
Transferts vers le niveau 3	12			12
Transferts depuis le niveau 3	-65		-117	-182
Différences de change	9			9
<b>Solde de clôture</b>	<b>1 239</b>	<b>1</b>	<b>198</b>	<b>1 438</b>

En 2015, des passifs financiers à hauteur de 182 millions d'euros ont été transférés du niveau 3, principalement car l'évaluation n'avait pas été significativement impactée par des paramètres non observables.

<b>Montants comptabilisés au compte de résultat durant l'exercice (niveau 3) 2016</b>	<b>Détenus à la date de clôture</b>	<b>Décomptabilisés durant l'exercice</b>	<b>Total</b>
<b>Actifs financiers</b>			
Actifs détenus à des fins de transaction	226		226
Dérivés non détenus à des fins de transaction	-7		-7
Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	76		76
Titres disponibles à la vente	-3	203	200
	<b>292</b>	<b>203</b>	<b>495</b>
<b>Passifs financiers</b>			
Passifs détenus à des fins de transaction	277		277
Dérivés non détenus à des fins de transaction	12		12
Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	-3		-3
	<b>286</b>		

<b>Montants comptabilisés au compte de résultat durant l'exercice (niveau 3) 2015</b>	<b>Détenus à la date de clôture</b>	<b>Décomptabilisés durant l'exercice</b>	<b>Total</b>
<b>Actifs financiers</b>			
Actifs détenus à des fins de transaction	146		146
Dérivés non détenus à des fins de transaction	-127		-127
Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	-55		-55
Titres disponibles à la vente	-34	64	30
	<b>-70</b>	<b>64</b>	<b>-6</b>
<b>Passifs financiers</b>			
Passifs détenus à des fins de transaction	120		120
Dérivés non détenus à des fins de transaction	-15		-15

Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	-83		-83
	22	-	22

### Comptabilisation des gains et pertes non réalisés dans le niveau 3

Les montants inscrits au compte de résultat relatifs aux gains et pertes non réalisés durant l'exercice, qui concernent les actifs et passifs de niveau 3, sont inclus dans le compte de résultat comme suit :

- les résultats des actifs et passifs financiers sont compris dans le résultat net d'exploitation ;
- les dérivés non détenus à des fins de transaction sont inclus dans Résultats des évaluations nettes des dérivés non détenus à des fins de transaction et ;
- les actifs et passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat sont inclus dans Résultats des évaluations nettes des dérivés non détenus à des fins de transaction - Résultat des évaluations des actifs et passifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat (sauf à des fins de négoce).

Les gains et pertes non réalisés relatifs aux titres disponibles à la vente et comptabilisés dans les Autres éléments du résultat global sont inclus dans le poste Réserve de réévaluation - Réserve disponible à la vente et autre.

### Actifs et passifs financiers de niveau 3

Les actifs financiers évalués à leur juste valeur dans le bilan clos au 31 décembre 2016 pour un montant de 205 milliards d'euros incluent un montant de 2,3 milliards d'euros (1,1 %) classé au Niveau 3 (contre 2,2 milliard d'euros, soit 1,0 % au 31 décembre 2015). Les changements survenus au Niveau 3 entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 sont présentés ci-dessus dans le tableau « Variation des actifs financiers de Niveau 3 ».

Les passifs financiers évalués à leur juste valeur dans le bilan clos au 31 décembre 2016 pour un montant de 99 milliards d'euros incluent un montant de 1,5 milliard d'euros (1,5 %) classé au Niveau 3 (contre 1,4 milliard d'euros, soit 1,4 % au 31 décembre 2015). Les changements survenus au Niveau 3 entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 sont présentés ci-dessus dans le tableau « Variation des passifs financiers de Niveau 3 ».

Les actifs et passifs financiers de niveau 3 incluent aussi bien des actifs et des passifs dont la juste valeur a été déterminée au moyen de techniques d'évaluation prenant en compte des paramètres non observables que des actifs et des passifs dont la juste valeur a été déterminée sur la base des cours du marché, mais qui ont été ajustés pour refléter le fait que le marché n'était pas actif à la date de clôture du bilan ou autour de cette date. Les paramètres non observables sont des paramètres basés sur les propres hypothèses d'ING concernant les facteurs que les intervenants sur le marché utiliseraient pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif ; hypothèses développées sur la base des meilleures informations disponibles au vu des circonstances. Les paramètres non observables peuvent inclure la volatilité, la corrélation, les écarts des taux d'actualisation, les taux de défaillance et les taux de recouvrement, les taux de remboursement anticipé et certains écarts de crédit. Les techniques d'évaluation basées sur des paramètres non observables sont sensibles aux paramètres utilisés.

Sur le montant total des actifs financiers classés au Niveau 3 au 31 décembre 2016, à savoir 2,3 milliards d'euros (contre 2,2 milliards d'euros au 31 décembre 2015), un montant de 1,0 milliard d'euros (45 %) (contre 0,9 milliard d'euros, soit 42 % au 31 décembre 2015) est basé sur des cotations officielles non ajustées sur des marchés inactifs. Étant donné qu'ING n'ajuste généralement pas les cours du marché en utilisant ses propres intrants, on ne note aucune sensibilité significative aux propres paramètres non observables d'ING.

De plus, les actifs financiers de Niveau 3 incluent environ 0,5 milliard d'euros (contre 0,4 milliard d'euros au 31 décembre 2015) d'actifs financiers faisant partie de structures qui sont destinées à être totalement neutres en termes de risque de marché. De telles structures incluent divers actifs et passifs financiers dont la sensibilité globale au risque de marché est insignifiante. Alors que la juste valeur des différents composants de ces structures peut être déterminée au moyen de diverses techniques et que la juste valeur de chacun des composants desdites structures peut être sensible aux intrants non observables, la sensibilité globale est insignifiante par nature.

Le restant de la juste valeur (à savoir 0,8 milliard d'euros, contre 0,9 milliard d'euros au 31 décembre 2015) classé dans les actifs financiers de Niveau 3 est déterminé au moyen de techniques d'évaluation qui tiennent compte de certains paramètres non observables. Il s'agit essentiellement d'actifs classés dans les titres disponibles à la vente dont les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les capitaux propres et n'impactent pas directement le compte de résultat.

Sur le montant total des passifs financiers classés au Niveau 3 au 31 décembre 2016, à savoir 1,5 milliard d'euros (contre 1,4 milliard d'euros au 31 décembre 2015), un montant de 0,9 milliard d'euros (59 %) (contre 0,7 milliard d'euros, soit 50 % au 31 décembre 2015) est basé sur des cotations officielles non ajustées sur des marchés inactifs. Étant donné qu'ING n'ajuste généralement pas les cours du marché en utilisant ses propres intrants, on ne note aucune sensibilité significative aux propres paramètres non observables d'ING.

De plus, les passifs financiers de Niveau 3 incluent environ 0,1 milliard d'euros (contre 0,2 milliard d'euros au 31 décembre 2015) de passifs financiers faisant partie de structures qui sont destinées à être totalement neutres en termes de risque de marché. Comme exposé ci-dessus, la juste valeur de chacun des composants de ces structures peut être sensible aux intrants non observables, mais la sensibilité globale est insignifiante par nature.

Le restant de la juste valeur (à savoir 0,5 milliard d'euros, contre 0,5 milliard d'euros au 31 décembre 2015) classé dans les passifs financiers de Niveau 3 est déterminé au moyen de techniques d'évaluation qui tiennent compte de certains paramètres non observables.

Le tableau ci-dessous présente, par type, un récapitulatif des techniques d'évaluation, des principaux paramètres non observables et des limites inférieure et supérieure desdits paramètres pour les actifs/passifs de Niveau 3. Les limites inférieure et supérieure mentionnées dans l'aperçu représentent la variance la plus faible et la plus élevée de chaque paramètre d'évaluation tel qu'utilisé dans l'évaluation des différents instruments financiers. Les montants et pourcentages indiqués ne sont pas pondérés. La fourchette peut évoluer d'une période à l'autre en fonction des variations du marché et des changements du Niveau 3. Les limites inférieure et supérieure reflètent la variabilité des positions du Niveau 3 et de leurs paramètres d'évaluation sous-jacents dans le portefeuille, mais ne reflètent pas correctement le degré d'incertitude de leur évaluation. Concernant l'estimation de l'incertitude d'évaluation, se référer au chapitre « Analyse de sensibilité des paramètres non observables (Niveau 3) ».

Techniques d'évaluation et limites inférieure et supérieure des paramètres non observables (niveau 3) 2016	Actifs	Passifs	Techniques d'évaluation	Paramètres non observables significatifs	Limite inférieure	Limite supérieure
À la juste valeur par le biais du compte de résultat						
Titres de créance	180		Basés sur le cours	Prix (%)	0 %	122 %
			Valeur nette de l'actif	Prix (%)	10 %	19 %
Titres de participation	4		Prix basés sur le cours	Prix (%)	0 %	0 %
Prêts et avances	326	3	Prix basés sur le cours	Prix (%)	60 %	101 %

Obligations structurées	6	125	Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (bps)	130	150		
			Prix basés sur le cours	Prix (%)	52 %	111 %		
			Valeur nette de l'actif	Prix (%)	19 %	19 %		
			Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des actions (%)	16 %	34 %		
				Corrélation actions/actions	0,0	0,8		
				Corrélation actions/Forex	-0,4	0,1		
				Taux de rendement des dividendes (%)	1 %	5 %		
				Volatilité des taux d'intérêt (%)	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas		
				Techniques d'évaluation actuelles	Corrélation implicite	0,7	0,7	
			Dérivés	486	457	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des taux d'intérêt (points de base)	22
	Corrélation des taux d'intérêt	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas					
	Corrélation IR/INF	0,5	0,5					
	Techniques d'évaluation actuelles	Spread actualisé (%)	2 %			2 %		
		Taux de remboursement anticipé (%)	5 %			10 %		
		Taux d'inflation (%)	2 %			4 %		
Taux de change	688	Techniques d'évaluation actuelles	Taux d'inflation (%)			2 %	3 %	
Crédits		43	Techniques d'évaluation actuelles			Spread de crédit (bps)	0	1 596
			Corrélation implicite			0,7	1.	
			Taux d'accroissement (%)			12 %	12 %	
Capitaux propres	64	208	Prix basés sur le cours	prix (%)	99 %	99 %		
			Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des actions (%)	0 %	140 %		
				Corrélation actions/actions	-0,1	1,0		
				Corrélation actions/Forex	-0,9	0,6		
				Taux de rendement des dividendes (%)	0 %	13 %		
			Autres	1	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des matières premières (%)	13 %	55 %
					Corrélation actions/actions	0,0	0,9	
Disponible à la vente	Corrélation actions/Forex	-0,5	0,0					

- Dette	55		Prix basés sur le cours	Prix (%)	0 %	99 %
			Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (bps)	339	400
				Durée de vie moyenne pondérée (en années)	1,6	3,2
Capitaux propres	466		Flux de trésorerie actualisés	États financiers	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas
			Méthode du multiplicateur	Facteurs du marché observables	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas
			Transactions comparables		Ne s'applique pas	Ne s'applique pas
Total	2 262	1 525				

Techniques d'évaluation et limites inférieure et supérieure des paramètres non observables (niveau 3) 2015	Actifs	Passifs	Techniques d'évaluation	Paramètres non observables significatifs	Limite inférieure	Limite supérieure
A la juste valeur par le biais du compte de résultat						
Titres de créance	72		Prix basés sur le cours	Prix (%)	1 %	115 %
			Valeur nette de l'actif	Prix (%)	15 %	33 %
Prêts et avances	356	7	Prix basés sur le cours	Prix (%)	0 %	100 %
			Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (bps)	130	135
Obligations structurées		198	Prix basés sur le cours	Prix (%)	0 %	111 %
			Valeur nette de l'actif	Prix (%)	33 %	33 %
			Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des actions (%)	10 %	109 %
				Corrélation actions/actions	0,6	0,9
				Corrélation actions/Forex	-0,5	0,3
				Taux de rendement des dividendes (%)	1 %	5 %
				Volatilité des taux d'intérêt (%)	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas
			Techniques d'évaluation actuelles	Corrélation implicite	0,7	0,9
Dérivés						
Change	480	602	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des taux d'intérêt (points de base)	21	93
				Corrélation des taux d'intérêt	0,9	0,9
				Corrélation IR/INF	0,5	0,5
			Techniques d'évaluation actuelles	Spread actualisé (%)	3 %	3 %
				Taux de remboursement anticipé (%)	5 %	5 %
				Taux d'inflation (%)	2 %	4 %

Taux de change	412	359	Techniques d'évaluation actuelles	Taux d'inflation (%)	1 %	3 %
Crédits	42	50	Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (bps)	3	16 704
				Corrélation implicite	0,6	1,0
				Taux d'accroissement (%)	12 %	12 %
Capitaux propres	128	222	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des actions (%)	0 %	136 %
				Corrélation actions/actions	-0,1	1,0
				Corrélation actions/Forex	-1,0	1,0
				Taux de rendement des dividendes (%)	0 %	13 %
Autres	1		Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des marchandises (%)	17 %	82 %
				Corrélation actions/actions	0,3	1,0
				Corrélation actions/Forex	-0,8	0,6
Disponible à la vente						
Dette	63		Prix basés sur le cours	Prix (%)	0 %	98 %
			Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (bps)	204	400
				Durée de vie moyenne pondérée (en années)	1,6	3,3
Capitaux propres	630		Flux de trésorerie actualisés	États financiers	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas
			Méthode du multiplicateur	Facteurs du marché observables	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas
			Transactions comparables		Ne s'applique pas	Ne s'applique pas
Total	2 184	1 438				

#### Titres de participation non cotés

Les titres de participation de niveau 3 incluent principalement des investissements de grandes entreprises, des placements dans des fonds, des placements immobiliers et d'autres titres de participation qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs. En l'absence d'un marché actif, les justes valeurs sont estimées sur la base de l'analyse de rapports de gérants de fonds, de positions financières d'entreprises, de perspectives futures et d'autres facteurs, tout en tenant compte des évaluations concernant des positions similaires ou faisant référence au coût d'acquisition. Les meilleures pratiques du marché seront appliquées pour les titres de participation en utilisant la méthode d'évaluation la plus pertinente.

Tous les titres de participation non cotés, y compris les investissements dans des fonds de placements privés, sont soumis à un cadre de révision standard garantissant que les évaluations sont le reflet des justes valeurs.

#### Prix

Lorsque les cours du marché ne sont pas disponibles pour certains titres, la juste valeur est évaluée par comparaison à des données observables relatives à des instruments similaires. Les cotations de 0 % sont décotées au point qu'aucune reprise n'est attendue, alors que des cotations nettement supérieures à 100 % ou au pair sont réputées générer un bon rendement.

#### Spreads de crédit

Le spread de crédit désigne la prime de risque, supérieure à un taux d'intérêt de référence, en général un taux LIBOR ou un instrument de trésorerie pertinent, requis du participant au marché pour accepter une qualité de crédit inférieur. Des spreads de crédit plus élevés sont le signe d'une qualité de crédit inférieure et d'une valeur inférieure d'un actif.

#### Volatilité

La volatilité mesure la variation du cours d'un instrument financier ou tout autre paramètre d'évaluation au fil du temps. La volatilité est l'un des paramètres clés des modèles basés sur les coûts des options. En règle générale, plus la volatilité est élevée, plus la valeur de l'option est élevée. La volatilité varie en fonction de l'instrument sous-jacent (titres, matières premières, devises et taux d'intérêts), en fonction du prix d'exercice et de la maturité de l'option. Le niveau de volatilité minimum atteint 0 % et il n'y a pas de plafond théorique.

#### Corrélation



La corrélation est une mesure de dépendance entre deux références sous-jacentes qui est pertinente pour les dérivés et autres instruments qui disposent de plus d'une référence sous-jacente. A titre d'exemple, la corrélation entre des positions sous-jacentes en actions peut être un paramètre intrant utile dans le cadre du modèle basé sur les coûts des options sur panier d'actions. Une corrélation fortement positive (proche de 1) est le reflet d'un rapport positif fort (statistique) entre les sous-jacents, qui suppose qu'ils évoluent généralement dans la même direction. Une corrélation fortement négative, quant à elle, suppose que les sous-jacents évoluent dans des directions opposées.

#### Taux d'intérêt

Le taux de remboursement anticipé et le spread actualisé sont des intrants clés pour l'évaluation des swaps de remboursement anticipé de crédits hypothécaires. Le taux de remboursement anticipé est le taux auquel on estime que les emprunteurs hypothécaires rembourseront par anticipation leurs prêts hypothécaires, c.-à-d. 5 % par an. Le spread actualisé est le spread futur auquel les prêts hypothécaires seront réévalués aux dates d'actualisation des taux d'intérêt.

Le taux d'inflation est un intrant clé pour les instruments liés à l'inflation. Les instruments liés à l'inflation protègent contre l'inflation des prix et sont désignés et indexés sur des unités d'investissement. Les charges d'intérêts doivent être basées sur l'indice d'inflation et le taux nominal afin de percevoir/verser le taux de rendement effectif. Une augmentation des paiements nominaux de coupons résulte d'une augmentation de l'inflation attendue, des taux effectifs ou des deux. Comme les marchés sont illiquides pour ces dérivés indexés sur l'inflation, les paramètres d'évaluation deviennent non observables.

#### Taux de rendement des dividendes

Le taux de rendement des dividendes est un paramètre important dans les modèles d'évaluation des options sur panier d'actions qui montrent le montant des dividendes qu'une société verse chaque année en fonction du prix de ses actions. Les taux de rendement des dividendes sont généralement exprimés sous forme d'un pourcentage annualisé du prix des actions.

#### Analyse de sensibilité des paramètres non observables (Niveau 3)

Lorsque la juste valeur d'un instrument financier est déterminée à l'aide de paramètres non observables qui ont un impact plus qu'insignifiant sur la juste valeur des instruments, la valeur effective desdits paramètres à la date de clôture du bilan peut être déduite d'une série d'alternatives raisonnablement possibles. Conformément aux pratiques du marché, les limites supérieure et inférieure de la fourchette des autres intrants possibles correspondent à un niveau de confiance de 90 % en termes d'évaluation. Les niveaux réels choisis pour les paramètres non observables lors de la préparation des états financiers sont en cohérence avec la méthodologie d'évaluation utilisée pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur.

Si ING avait utilisé les intrants des limites supérieure et inférieure de la fourchette des autres intrants raisonnablement envisageables pour évaluer ces instruments au 31 décembre 2016, l'impact aurait été plus important ou plus faible, tel que décrit ci-dessous. Cette information a pour but de présenter l'impact qu'un changement peut potentiellement avoir sur les paramètres non observables dans la juste valeur des instruments financiers, lorsque les paramètres non observables sont importants pour l'évaluation.

Comme ING avait déjà choisi d'appliquer un niveau de confiance de 90 % pour l'évaluation en vertu des IFRS des instruments financiers à leur juste valeur à la fin de 2014, l'incertitude d'évaluation à la baisse est devenue négligeable, alors que l'incertitude d'évaluations potentiellement à la hausse, qui reflète un gain potentiel, a augmenté. Plus spécifiquement, on note que l'incertitude d'évaluation à la hausse a diminué pour les titres de créance disponibles à la vente.

Pour plus d'informations sur la valorisation des instruments évalués à leur juste valeur, se référer au paragraphe « Justes valeurs des actifs et passifs financiers » du chapitre « Gestion des risques - Risque de marché » dans le présent document.

En pratique, l'incertitude d'évaluation est mesurée et gérée en fonction de l'exposition aux paramètres d'évaluation individuels (à savoir les facteurs de risques) au niveau du portefeuille parmi les différentes catégories de produits. Lorsque les données portent sur des intrants individuels de Niveau 3, les ajustements de valeur effectifs peuvent aussi être le reflet de gains tirés des compensations de portefeuille.

En raison de l'approche choisie, l'incertitude d'évaluation est ventilée par catégorie de risque plutôt que par produit, dans le tableau ci-dessous.

En pratique, certains paramètres d'évaluation sont interdépendants et il est peu probable que des paramètres non observables se trouvent simultanément aux limites de leurs fourchettes respectives des alternatives raisonnablement possibles. On peut donc considérer que les estimations présentées dans le tableau ci-dessous font état d'une incertitude plus importante de la juste valeur que la position réelle à la fin de l'exercice, dans l'hypothèse de circonstances/conditions de marché normales.

De plus, ces informations ne cherchent pas à indiquer ou prédire les futures variations des justes valeurs. Les nombres indiqués séparément donnent des informations limitées ; en effet, dans la plupart des cas, ces actifs et passifs de Niveau 3 devraient être considérés conjointement à d'autres instruments (tels qu'une couverture) classés au Niveau 2.

<b>Analyse de sensibilité des instruments de Niveau 3 2016</b>	<b>Variations positives de la juste valeur liées à l'utilisation d'alternatives raisonnablement possibles</b>	<b>Variations négatives de la juste valeur liées à l'utilisation d'alternatives raisonnablement possibles</b>
Juste valeur par le biais du compte de résultat		
Capitaux propres (dérivés d'actions, obligations structurées)	96	
Taux d'intérêt (dérivés de taux, dérivés de change)	80	
Crédits (titres de créance, emprunts, obligations structurées, dérivés de crédit)	33	
Disponibles à la vente		
Capitaux propres	8	14
Dette	2	
	219	14

<b>Analyse de sensibilité des instruments de Niveau 3 2015</b>	<b>Variations positives de la juste valeur liées à l'utilisation d'alternatives raisonnablement possibles</b>	<b>Variations négatives de la juste valeur liées à l'utilisation d'alternatives raisonnablement possibles</b>
Juste valeur par le biais du compte de résultat		
Capitaux propres (dérivés d'actions, obligations structurées)	129	
Taux d'intérêt (dérivés de taux, dérivés de change)	83	

Crédits (titres de créance, emprunts, obligations structurées, dérivés de crédit)	39	
Disponibles à la vente		
Capitaux propres	9	14
Dette	15	
	275	14

**Autres instruments financiers**

Les justes valeurs des instruments financiers, qui sont inscrits au bilan à leur coût amorti, mais pour lesquels les justes valeurs sont indiquées, sont déterminées comme suit :

Méthodes appliquées pour la détermination des justes valeurs des actifs et passifs financiers (comptabilisés au coût amorti) 2016	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Prêts et avances aux banques	3 534	11 135	14 271	28 940
Titres détenus jusqu'à échéance	6 983	1 749	77	8 809
Prêts et avances aux clients	5 121	21 612	551 076	577 809
	15 638	34 496	565 424	615 558
Passifs financiers				
Montants dus aux banques (1)		14 447	8 096	22 543
Dépôts clients (1)		12 922	59 863	72 785
Titres de créance émis	39 359	47 822	14 317	101 498
Emprunts subordonnés	7 569	4 396	4 047	16 012
	46 928	79 587	86 323	212 838
(1) Les actifs et passifs financiers qui sont des instruments à vue sont exclus de la hiérarchie de juste valeur, car leur juste valeur est proche de la valeur comptable.				

Méthodes appliquées pour la détermination des justes valeurs des actifs et passifs financiers (comptabilisés au coût amorti) 2015	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Prêts et avances aux banques	5 197	12 572	12 332	30 101
Titres détenus jusqu'à échéance	5 739	1 951	165	7 855
Prêts et avances aux clients (1)	4 815	16 703	525 975	547 493
	15 751	31 226	538 472	585 449
Passifs financiers				
Montants dus aux banques (2)		15 984	8 038	24 022
Dépôts clients (1), (2)		31 332	55 947	87 279
Titres de créance émis	53 145	51 443	13 272	117 860
Emprunts subordonnés	8 633	7 430		16 063
	61 778	106 189	77 257	245 224
(1) Les prêts et avances aux clients et les dépôts clients, au 31 décembre 2015, ont été ajustés suite aux changements enregistrés au niveau des principes comptables. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables et Changements de présentation en 2016.				
(2) Les actifs et passifs financiers qui sont des instruments à vue sont exclus de la hiérarchie de juste valeur, car leur juste valeur est proche de la valeur comptable ; les chiffres comparables ont été retraités.				

**b) Actifs et passifs non financiers**

Les actifs non financiers d'ING Bank comprennent des Participations dans des sociétés liées et des coentreprises, des Biens à usage propre et des Placements immobiliers tels qu'inscrits au bilan dans les postes respectivement Participations dans des sociétés liées et des coentreprises, Immobilisations corporelles et Autres éléments de l'actif.

Les Participations dans des sociétés liées et des coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence. Pour de plus amples informations, se référer à la Note 7 « Participations dans des sociétés liées et des coentreprises ».

Les Autres actifs non financiers sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du bilan. Pour en savoir plus sur les méthodes et hypothèses utilisées pour estimer la juste valeur de ces actifs non financiers, se référer aux chapitres « Biens à usage propre » et « Placements immobiliers » de la Note 1 « Principes comptables ».

Au 31 décembre 2016, la juste valeur estimée des Biens à usage propre et des Placements immobiliers s'élevait respectivement à 881 millions d'euros (contre 982 millions d'euros en 2015) et 65 millions d'euros (contre 77 millions d'euros en 2015) et était classée au Niveau 3 (Niveau 3 en 2015) de la hiérarchie de juste valeur sur la base de méthodes appliquées pour la détermination des justes valeurs.

Les montants inscrits au compte de résultat relatifs aux gains et pertes non réalisés durant l'exercice, qui concernent les actifs et passifs de Niveau 3, sont inclus dans le compte de résultat comme suit :

- les dépréciations sur les Biens à usage propre sont incluses dans Autres charges d'exploitation - Amortissements des immobilisations incorporelles et (reprises) sur pertes de valeur ; et

• les variations de juste valeur des Placements immobiliers sont incluses dans les Revenus de placement.  
Les gains et pertes non réalisés sur les Biens à usage propre sont également inclus dans le poste Réserve de réévaluation - Réserve de biens à usage propre.  
Pour les montants inscrits au compte de résultat et les autres variations des actifs non financiers durant l'exercice sous revue, se référer à la Note 8 « Immobilisations corporelles » et à la Note 10 « Autres éléments de l'actif ».  
Au 31 décembre 2016, ING Bank ne dispose d'aucun passif non financier (2015 : aucun).

#### 34. – Dérivés et comptabilité de couverture

##### *Utilisation des dérivés et de la comptabilité de couverture*

Comme décrit dans le chapitre « Gestion des risques - Risque de crédit et risque de marché », ING Bank utilise des dérivés (principalement des swaps de taux d'intérêt et des contrats d'échange de taux d'intérêts) à des fins de couverture économique dans la gestion de ses portefeuilles d'actifs et de passifs et de ses positions structurelles. L'objectif de la couverture économique est d'entrer dans des positions selon un profil de risque opposé à une exposition identifiée, dans le but de réduire cette exposition. Les activités de couverture d'ING Bank visent à optimiser le coût global que représente pour la banque l'accès aux marchés obligataires et à atténuer le risque de marché qui pourrait sinon survenir de déséquilibres structurels observés en termes de duration et d'autres profils de ses actifs et passifs. De plus, les activités de couverture sont destinées à couvrir le risque de taux d'intérêt de la période d'offre de prêts immobiliers résidentiels et de bloquer la marge d'intérêts concernant les actifs productifs d'intérêts et le financement correspondant.

Le traitement comptable des opérations de couverture varie en fonction de la nature de l'instrument couvert et de la question de savoir si cette couverture remplit les conditions requises des règles comptables des normes IFRS s'y rapportant. Les dérivés qui sont qualifiés de couverture en vertu des IFRS sont classés et comptabilisés en fonction de la nature de l'instrument couvert et du type de modèle de couverture IFRS applicable. Les trois modèles applicables en vertu des IFRS sont : la comptabilité de couverture à la juste valeur, la comptabilité de couverture des flux de trésorerie et la comptabilité de couverture des investissements nets. Ces modèles sont décrits plus avant dans les paragraphes correspondants. Les principes comptables détaillés de la société pour ces trois modèles de couverture sont présentés à la Note 1 « Méthodes comptables » dans le chapitre « Principes d'évaluation et de détermination des résultats ».

Des critères stricts doivent être remplis pour être éligible à la comptabilité de couverture en vertu des IFRS. Certaines couvertures qui sont économiquement effectives du point de vue de la gestion des risques ne sont pas qualifiées pour la comptabilité de couverture en vertu des IFRS. Les variations de juste valeur des dérivés concernant de telles couvertures non éligibles sont enregistrées au compte de résultat. Toutefois, dans certains cas, la Banque réduit la volatilité du compte de résultat, en comptabilisant des actifs et passifs de couverture à leur juste valeur par le biais du compte de résultat. Si la comptabilité de couverture est appliquée en vertu des IFRS, il peut arriver qu'au cours de cette période de couverture, une relation de couverture ne soit plus éligible au titre de la comptabilité de couverture et que la comptabilité de couverture ne puisse pas être poursuivie, même si ladite couverture continue de produire ses effets sur un plan économique. De ce fait, la volatilité découlant de la prise en compte de la couverture économique dans le compte de résultat est susceptible d'être plus élevée que l'on ne pourrait s'y attendre d'un point de vue économique.

En ce qui concerne les contrats dérivés conclus contre les risques de taux de change et de taux d'intérêt, les montants notionnels et contractuels de ces instruments sont indicatifs de la valeur nominale des opérations en cours à la date de clôture du bilan ; ils ne représentent pas les montants en risque. ING Bank utilise des dérivés de crédit pour gérer son exposition au risque de crédit (tels que des swaps sur rendement total et des swaps sur défaut de crédit), pour vendre ou acquérir une protection pour ses expositions au risque de crédit dans les portefeuilles de prêts, de titres et de négoce. La comptabilité de couverture n'est pas appliquée aux dérivés de crédit.

##### *Comptabilité de couverture de juste valeur*

Les couvertures de juste valeur d'ING Bank consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt et des contrats d'échange de taux d'intérêt qui sont utilisés pour une protection contre les variations de juste valeur d'instruments à taux fixe dues aux mouvements des taux d'intérêt sur le marché. Les gains et pertes sur dérivés dans le cadre de la comptabilité de couverture de juste valeur sont inscrits au compte de résultat. La partie efficace de la variation de juste valeur de l'élément couvert est également passée au compte de résultat. Par conséquent, seule la partie inefficace nette impacte le résultat net.

#### Compte de résultat – Résultats nets des évaluations des dérivés non détenus à des fins de transaction

Variations de juste valeur des dérivés désignés dans le cadre de la comptabilité de couverture de juste valeur	2016	2015
Variation de juste valeur des dérivés	241	1,243
Variation de juste valeur des actifs et passifs (éléments couverts)	-224	-1 308
Partie inefficace nette passée au compte de résultat	17	65

La variation des soldes entre 2015 et 2016 correspond à la volatilité au niveau des variations des taux d'intérêt.

#### Bilan - Actifs et passifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Justes valeurs des dérivés en circulation, désignés sous la comptabilité de couverture de juste valeur	2016	2015
Justes valeurs positives en circulation (actifs dérivés non détenus à des fins de transaction)	1 012	1 010
Justes valeurs négatives en circulation (passifs dérivés non détenus à des fins de transaction)	-1 888	-2 411
	-876	-1 401

ING Bank utilise la comptabilité de couverture de juste valeur pour couvrir le risque global de taux d'intérêt (macro-couverture dite « carve out » autorisée par l'UE conformément aux normes IFRS). La macro-couverture ou « carve out » de l'UE implique qu'un groupe de produits dérivés (ou une partie de ces produits) soit examiné dans leur ensemble et qualifié conjointement d'instruments de couverture et élimine certaines restrictions de la comptabilité de couverture à la juste valeur concernant notamment les dépôts sans maturité (core deposits) et les stratégies de couverture faible. Conformément à la norme UE « carve out », la comptabilité de couverture peut être appliquée aux dépôts sans maturité et l'inefficacité ne survient que si le montant estimé révisé des cash flows dans des périodes données chute en-deçà du montant fixé pour la période donnée. ING Bank applique la macro-couverture « carve-out » selon les IFRS-UE à ses opérations de banque de détail, dans le cadre desquelles l'exposition nette aux financements de détail (comptes d'épargne et comptes courants) et les prêts de détail (hypothèques) est couverte. Les activités de couverture sont destinées à couvrir la juste valeur du portefeuille d'hypothèques en s'appuyant sur les dispositions des IFRS.

##### *Comptabilité de couverture de flux de trésorerie*

Les couvertures de flux d'ING Bank sont principalement constituées de swaps de taux d'intérêt (anticipés) et d'échange de taux d'intérêt qui sont utilisés pour couvrir la Banque contre son exposition à la variabilité des flux de trésorerie provenant des intérêts d'actifs et de passifs non commerciaux productifs d'intérêts à taux variables ou qui doivent être amortis ou réinvestis à l'avenir. Pour chaque portefeuille d'actifs et passifs financiers, des projections sont réalisées pour les montants et le calendrier des flux de trésorerie futurs (représentant à la fois les flux de principal et les flux d'intérêts) en se basant sur les termes du contrat et d'autres facteurs pertinents tels que les estimations des paiements par anticipation et des défaillances. Le capital restant dû et les flux d'intérêts de tous les portefeuilles respectifs servent de fondement à la détermination du montant notionnel sujet au risque de taux d'intérêt qui est désigné en vertu de la comptabilité de couverture de flux.

Les gains et pertes réalisés sur les parties efficaces de dérivés désignés sous la comptabilité de couverture de flux sont enregistrés dans les capitaux propres. Les flux d'intérêt sur ces dérivés sont passés au compte de résultat dans le poste intérêts nets créditeurs en tenant compte à cet égard de la façon dont les flux de trésorerie prévisionnels affectent le bénéfice net. Les gains et pertes sur les parties inefficaces de tels dérivés sont immédiatement inscrits au compte de résultat.

#### État des variations des capitaux propres - Réserve de couverture de flux de trésorerie

Réserve de couverture de flux de trésorerie	2016	2015
Partie efficace des variations de juste valeur sur les dérivés dans la comptabilité de couverture de flux après impôt	102	-200
Réserve de couverture de flux de trésorerie au 31 décembre, brute	1 015	870
Réserve de couverture de flux de trésorerie au 31 décembre, après impôt différé	777	675

Cette réserve de couverture de flux fluctuera en fonction des variations de juste valeur des dérivés sous-jacents et sera prise en compte dans le compte de résultat sous Intérêts créditeurs/débiteurs sur la durée restante des éléments couverts sous-jacents. La réserve de couverture de flux concerne un grand nombre de dérivés et éléments couverts dont les échéances peuvent aller jusqu'à 28 ans, la plupart d'entre eux ayant une échéance de 3 à 4 ans.

#### Bilan - Actifs et passifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Justes valeurs des dérivés en circulation, désignés sous la comptabilité de couverture de flux de trésorerie	2016	2015
Justes valeurs positives en circulation (actifs dérivés non détenus à des fins de transaction)	438	917
Justes valeurs négatives en circulation (passifs dérivés non détenus à des fins de transaction)	-671	-1 167
	-223	-250

Au 31 décembre 2016, la juste valeur des instruments non dérivés en circulation, désignés sous la comptabilité de couverture de flux, était de 0 millions d'euros (0 en 2015).

#### Compte de résultat - Intérêts nets créditeurs

Intérêts nets créditeurs relatifs aux dérivés de couverture de flux de trésorerie	2016	2015
Intérêts créditeurs relatifs aux dérivés de couverture de flux de trésorerie	2 654	2 876
Intérêts débiteurs relatifs aux dérivés de couverture de flux de trésorerie	-2 181	-2 435
	473	441

La partie inefficace des dérivés désignés sous la comptabilité de couverture de flux a généré une perte de 16 millions d'euros (contre un gain de 31 millions d'euros en 2015) qui a été inscrite au compte de résultat dans le poste Résultats nets des évaluations des dérivés non détenus à des fins de transaction.

#### Couvertures d'investissements nets d'activités à l'étranger

Les couvertures d'investissements nets d'ING Bank concernent principalement les dérivés (dont les contrats de change à terme et les swaps) et les instruments financiers non dérivés tels que les financements libellés en monnaie étrangère qui sont utilisés comme protection contre l'exposition au risque de change des filiales étrangères.

Les gains et pertes réalisés sur les parties efficaces de dérivés désignés sous la comptabilité de couverture sont enregistrés dans les capitaux propres. Le solde en capitaux propres est passé au compte de résultat lorsque la filiale étrangère concernée est cédée. Les gains et pertes sur les parties inefficaces sont immédiatement inscrits au compte de résultat.

#### Bilan - Actifs et passifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Justes valeurs des dérivés en circulation, désignés sous la comptabilité de couverture des investissements nets	2016	2015
Justes valeurs positives en circulation (actifs dérivés non détenus à des fins de transaction)	73	72
Justes valeurs négatives en circulation (passifs dérivés non détenus à des fins de transaction)	-33	-52
	40	20

Au 31 décembre 2016, les justes valeurs des instruments non dérivés en circulation, désignés sous la comptabilité de couverture des investissements nets, étaient de 0 million d'euros (contre 1 288 millions d'euros en 2015).

La partie inefficace enregistrée au compte de résultat pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 pour les instruments financiers dérivés et non dérivés dans le cadre de la comptabilité de couverture d'investissements nets était nulle (tout comme en 2015).

#### 35. – Actifs classés par échéance contractuelle

Les montants présentés dans ces tableaux par échéance contractuelle sont ceux figurant au bilan et constituent des flux de trésorerie actualisés. Se référer à ce propos au chapitre « Gestion des risques - Risque de financement et de liquidités ».

Actifs classés par échéance contractuelle 2016	Moins d'1 mois (1)	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	18 144						18 144
Prêts et avances aux banques	14 652	4 373	5 414	3 779	654		28 872
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat							
Actifs détenus à des fins de transaction	47 218	19 236	13 722	16 967	17 369		114 512
Dérivés non détenus à des fins de transaction	107	29	85	793	1 295		2 309
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	326	1 440	1 996	769	568		5 099
Titres de placement							
Disponibles à la vente	2 713	3 543	6 020	36 838	29 775	4 023	82 912
Détenus jusqu'à échéance		166	2 374	3 360	2 851		8 751
Prêts et avances aux clients	56 186	17 187	42 515	162 805	284 180		562 873
Immobilisations incorporelles			145	290		1 049	1 484
Autres actifs (2)	9 864	1 673	2 716	855	850		15 958
Actifs restants (sans échéance) (3)						3 005	3 005
Total actif	149 210	47 647	74 987	226 456	337 542	8 077	843 919

(1) Actifs sur demande inclus.

(2) Comprend les Autres éléments de l'actif et les actifs d'impôts exigibles et différés, tels que comptabilisés dans le bilan consolidé.

(3) Sont compris dans les actifs restants sans échéance : les immobilisations corporelles et les participations dans des sociétés liées. De par leur nature, les actifs restants sont principalement constitués d'actifs dont on s'attend à ce qu'ils soient recouvrés après plus de 12 mois.

Actifs classés par échéance contractuelle 2015	Moins d'1 mois (1)	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	21 458						21 458
Prêts et avances aux banques	16 206	4 141	5 152	3 502	965		29 966
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat							
Actifs détenus à des fins de transaction	53 181	19 060	17 244	19 845	22 155		131 485
Dérivés non détenus à des fins de transaction	7	63	265	787	2 094		3 216
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	256	963	1 112	540	363		3 234
Titres de placement							
Disponibles à la vente	1 187	1 532	7 622	37 648	34 577	4 434	87 000
Détenus jusqu'à échéance	1	249	12	5 456	2 108		7 826
Prêts et avances aux clients (2)	219 804	14 457	37 665	153 002	275 079		700 007
Immobilisations incorporelles			189	378		1 000	1 567
Autres éléments de l'actif (3)	7 021	1 802	2 685	337	1 442		13 287
Actifs restants (sans échéance) (4)						2 946	2 946
Total actif	319 121	42 267	71 946	221 495	338 783	8 380	1 001 992

(1) Actifs sur demande inclus

(2) Les prêts et avances aux clients au 31 décembre 2015 ont été ajustés suite aux changements enregistrés au niveau des principes comptables. Les montants à régler ont été reclassés des Prêts et avances aux banques, Prêts et avances aux clients. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables et Changements de présentation en 2016.

(3) Comprend les Autres éléments de l'actif et les actifs d'impôt différés, tels que comptabilisés dans le bilan consolidé.

(4) Sont compris dans les actifs restants sans échéance : les immobilisations corporelles, les placements immobiliers et les participations dans des sociétés liées. De par leur nature, les actifs restants sont principalement constitués d'actifs dont on s'attend à ce qu'ils soient recouvrés après plus de 12 mois.

### 36. – Passifs classés par échéance contractuelle

Les tableaux ci-dessous présentent tous les passifs financiers classés par échéance, sur la base de cash flows contractuels, non actualisés. De plus, les intérêts coupon futurs, non actualisés à payer, appliqués sur les passifs financiers sont inscrits dans une ligne distincte et dans la tranche d'échéance appropriée. Les passifs dérivés sont pris en compte selon une base nette, si les flux de trésorerie sont déterminés nets. Pour les autres passifs dérivés, les cash flows bruts contractuels sont inclus.

Les passifs non financiers sont également inclus et sont basés sur une ventilation des montants au bilan par échéance prévue. Pour une explication détaillée de la façon dont le risque de liquidité est géré, se référer au paragraphe sur le risque de liquidité dans le chapitre « Gestion des risques - Risque de financement et de liquidité ».

Passifs classés par échéance contractuelle 2016	Moins d'1 mois (1)	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Ajustement (2)	Total
Montants dus aux banques	11 874	506	2 060	14 324	3 200			31 964
Dépôts clients	476 489	19 694	25 563	6 720	2 617		13	531 096
Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
Autres dettes commerciales	26 101	12 334	1 096	1 910	1 908		525	43 874
Dérivés détenus à des fins de transaction	3 172	3 153	7 495	13 785	11 602		86	39 293
Dérivés non détenus à des fins de transaction	378	192	725	1 844	1 497		-1 051	3 585
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	381	505	1 627	4 485	5 170		98	12 266
Titres de créance émis	3 171	14 965	20 599	44 089	20 364		-1 883	101 305
Emprunts subordonnés			86	34	9 117	6 603	264	16 104
Passifs financiers	521 566	51 349	59 251	87 191	55 475	6 603	-1 948	779 487

Autres dettes (3)	10 413	1 941	4 361	2 201	1 370			20 286
Passifs non financiers	10 413	1 941	4 361	2 201	1 370			20 286
Total passif	531 979	53 290	63 612	89 392	56 845	6 603	-1 948	799 773
Taux d'intérêt coupon appliqué sur les passifs financiers	1 115	1 198	3 688	13 321	42 028			61 350

(1) Passifs sur demande inclus.

(2) Les montants indiqués dans cette colonne constituent un rapprochement entre les cash flows contractuels non actualisés sur les passifs financiers et les valeurs au bilan. Les ajustements reflètent surtout l'impact de l'actualisation et, en ce qui concerne les dérivés, le fait que les cash flows contractuels soient présentés sur une base brute (à moins qu'ils ne soient en fait enregistrés sur une base).

(3) Comprend les Autres éléments du passif, les passifs d'impôts exigibles et différés et les Provisions, tels que comptabilisés dans le bilan consolidé.

Passifs classés par échéance contractuelle 2015	Moins d'1 mois (1)	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Ajustement (2)	Total
Montants dus aux banques	14 835	1 094	2 370	11 021	4 488			33 808
Dépôts clients (3)	607 956	28 646	24 221	8 892	2 462		27	672 204
Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
Autres dettes commerciales	35 168	6 806	800	1 645	2 703		782	47 904
Dérivés détenus à des fins de transaction	2 471	2 580	7 983	16 314	17 232		-5 677	40 903
Dérivés non détenus à des fins de transaction	431	129	808	2 235	157		604	4 364
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	207	452	1 374	4 835	6 089		-341	12 616
Titres de créance émis	8 772	25 308	15 383	42 478	22 772		2 843	117 556
Emprunts subordonnés				117	8 128	7 248	427	15 920
Passifs financiers	669 840	65 015	52 939	87 537	64 031	7 248	-1 335	945 275
Autres dettes (4)	6 820	1 944	4 576	719	1 163			15 222
Passifs non financiers	6 820	1 944	4 576	719	1 163	-	-	15 222
Total passif	676 660	66 959	57 515	88 256	65 194	7 248	-1 335	960 497
Taux d'intérêt coupon appliqué sur les passifs financiers	3 078	1 602	4 947	16 413	8 278			34 318

(1) Passifs sur demande inclus.

(2) Les montants indiqués dans cette colonne constituent un rapprochement entre les cash flows contractuels non actualisés sur les passifs financiers et les valeurs au bilan. Les ajustements reflètent surtout l'impact de l'actualisation et, en ce qui concerne les dérivés, le fait que les cash flows contractuels soient présentés sur une base brute (à moins qu'ils ne soient en fait enregistrés sur une base).

(3) Les dépôts clients au 31 décembre 2015 sont ajustés suite aux changements enregistrés au niveau des principes comptables. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables et Changements de présentation en 2016.

(4) Comprend les Autres éléments du passif et les passifs d'impôt différés, tels que comptabilisés dans le bilan consolidé.

### 37. – Actifs non librement disponibles

Les actifs non librement disponibles sont principalement constitués de prêts et avances aux clients, nantis en vue de garantir les titres de créance émis, les dépôts de la banque centrale néerlandaise (De Nederlandsche Bank) et d'autres banques ; ils servent à préserver les comptes de couverture et sont utilisés à d'autres fins prévues par la loi. Les actifs non librement disponibles sont les suivants :

Actifs non librement disponibles	2016	2015
Banques		
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	1 353	1 899
Prêts et avances aux banques	6 054	7 806
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	447	550
Titres de placement	825	726
Prêts et avances aux clients	70 457	74 506
Autres actifs	935	675
	80 071	86 162

Dans certains pays, ING Bank NV est dans l'obligation de disposer d'une réserve auprès des banques centrales. Au 31 décembre 2016, les réserves obligatoires minimales en dépôt détenues auprès de différentes banques centrales s'élèvent à 9 055 millions d'euros (contre 8 929 millions d'euros en 2015).

Les prêts et avances aux clients qui ont été nantis à titre de garantie pour les titres de créance émis et à des fins de liquidités se montent à 49 milliards d'euros (contre 53 milliards d'euros en 2015) aux Pays-Bas, à 12 milliards d'euros (contre 13 milliards d'euros en 2015) en Allemagne, à 5 milliards d'euros (contre 5 milliards d'euros en 2015) en Belgique, à 2 milliards d'euros (contre 3 milliards d'euros en 2015) en Australie et à 1 milliard d'euros (contre 0 en 2015) aux États-Unis.

Le tableau n'inclut pas les actifs relatifs aux opérations de prêts de titres ni aux opérations de vente et prise en pension de titres. Le renvoi fait référence à la note 38 « Transfert des actifs financiers ».

### 38. – Transfert des actifs financiers

La majorité des actifs financiers d'ING, qui ont été transférés mais ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation, sont des titres de créance utilisés dans des opérations de prêts de titres et dans des transactions d'achat et de prise en pension de titres. Se référer à la note 44 « Entités structurées ».

Transfert des actifs financiers ne remplissant pas les conditions de décomptabilisation 2016	Prêts de titres		Achat et prise en pension	
	Capitaux propres	Dette	Capitaux propres	Dette

Actifs transférés à leur valeur comptable				
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	1 428		4 106	8 965
Titres de placement	2			1 427
Prêts et avances aux clients				25
Passifs connexes à leur valeur comptable				
Montants dus aux banques	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas		
Dépôts clients	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas		
Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	1 443		4 635	4 280

Transfert des actifs financiers ne remplissant pas les conditions de décomptabilisation 2015	Prêts de titres		Achat et prise en pension	
	Capitaux propres	Dette	Capitaux propres	Dette
Actifs transférés à leur valeur comptable				
Prêts et avances aux banques				18
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat			4 339	7 892
Titres de placement				2 502
Passifs connexes à leur valeur comptable				
Montants dus aux banques	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas		
Dépôts clients	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas		
Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat			4 384	3 966

Le tableau ci-dessus inclut les passifs associés qui sont comptabilisés après compensation par rapport aux positions brutes des actifs grevés. Sont incluses dans les tableaux ci-dessus les valeurs comptables des actifs transférés en vertu de conventions de rachat et d'opérations de prêts de titres, mais qui ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation. Les tableaux ci-dessus n'incluent pas les actifs transférés à des organismes de titrisation consolidés, étant donné que les actifs concernés continuent à être comptabilisés dans le bilan consolidé.

### 39. – Compensation des actifs et passifs financières

Les tableaux ci-après donnent des informations sur les droits de compensation et les accords s'y rapportant. Les montants inclus sont constitués de tous les instruments financiers, qui sont inscrits au bilan à leur valeur nette selon les exigences de compensation IFRS (droit légitime à compensation et intention de procéder au règlement net), ainsi que des montants bruts enregistrés au bilan, mais soumis à des accords généraux de compensation exécutoires ou à un accord similaire.

Actifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires 2016		Montants bruts des actifs financiers comptabilisés	Montants bruts des passifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des actifs financiers enregistrés au bilan	Montants correspondants non compensés au bilan		Montant net
					Instruments financiers	Liquidités et instruments financiers reçus en garantie	
Poste du bilan	Instrument financier						
Prêts et avances aux banques	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	173	-95	78		78	
	Autres	3	-3				
		176	-98	78		78	
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat							
Actifs détenus à des fins de transaction	Dérivés	28 511	-913	27 598	25 532	147	1 919
	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	61 245	-19 413	41 832	36	41 555	241
		89 756	-20 326	69 430	25 568	41 702	2 160
Dérivés non détenus à des fins de transaction	Dérivés	57 384	-55 687	1 697	1 499	-5	203
		57 384	-55 687	1 697	1 499	-5	203
Prêts et avances aux clients	Autres	191 453	-186 963	4 490		387	4 103
		191 453	-186 963	4 490		387	4 103
Autres postes soumis à compensation au bilan		6 326	-5 846	480	15		465
Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires (1)	Dérivés				-7 300	4 743	2 557
					-7 300	4 743	2 557
Total actifs financiers		345 095	-268 920	76 175	19 782	46 905	9 488

(1) Le poste « Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires » contient des positions dérivées en vertu desdits accords généraux de compensation, qui sont présentées dans différents postes du bilan.

Actifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires 2015		Montants bruts des actifs financiers comptabilisés	Montants bruts des passifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des actifs financiers enregistrés au bilan	Montants correspondants non compensés au bilan		Montant net
					Instruments financiers	Liquidités et instruments financiers reçus en garantie	
Poste du bilan	Instrument financier						
Prêts et avances aux banques	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	151		151		151	
	Autres	3	-3				
		154	-3	151	-	151	-
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat							
Actifs détenus à des fins de transaction	Dérivés	28 362	-815	27 547	25 204	104	2 239
	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	65 854	-22 569	43 285	242	42 597	446
		94 216	-23 384	70 832	25 446	42 701	2 685
Dérivés non détenus à des fins de transaction	Dérivés	70 226	-67 843	2 383	2 138	-3	248
		70 226	-67 843	2 383	2 138	-3	248
Prêts et avances aux clients (1)	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	74		74	74		
	Autres	172 530	-2 873	169 657	163 464	397	5 796
		172 604	-2 873	169 731	163 538	397	5 796
Autres postes soumis à compensation au bilan		3 576	-3 477	99	4		95
Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires (2)	Dérivés				-7 104	3 791	3 313
		-	-	-	-7 104	3 791	3 313
Total actifs financiers		340 776	-97 580	243 196	184 022	47 037	12 137

(1) Les prêts et avances aux clients au 31 décembre 2015 ont été ajustés suite aux changements enregistrés au niveau des principes comptables. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables en 2016.

(2) Le poste « Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires » contient des positions dérivées en vertu desdits accords généraux de compensation, qui sont présentées dans différents postes du bilan.

Passifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires 2016		Montants bruts des passifs financiers comptabilisés	Montants bruts des actifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des passifs financiers enregistrés au bilan	Montants correspondants non compensés au bilan		Montant net
					Instruments financiers	Liquidités et instruments financiers remis en garantie	
Poste du bilan	Instrument financier						
Montants dus aux banques	Rachat, prêts de titres et accords similaires	102	-95	7			7
	Autres	23	-3	20			20
		125	-98	27			27
Dépôts clients	Rachat, prêts de titres et accords similaires	36		36	36		
	Dépôts des entreprises	11 773	-8 595	3 178			3 178
	Autres	189 496	-178 368	11 128			11 128
		201 305	-186 963	14 342	36		14 306
Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat							
Passifs détenus à des fins de transaction	Dérivés	30 102	-997	29 105	27 852	146	1 107
	Rachat, prêts de titres et accords similaires	46 695	-19 415	27 280	36	27 102	142
	Autres	76 797	-20 412	56 385	27 888	27 248	1 249
Dérivés non détenus à des fins de transaction	Dérivés	59 510	-56 975	2 535	2 343	-153	345
Autres postes soumis à compensation au bilan		5 041	-4 472	569	28		541
Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires (1)	Dérivés				-10 513	8 047	2 466
					-10 513	8 047	2 466
Total passifs financiers		342 778	-268 920	73 858	19 782	35 142	18 934

(1) Le poste « Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires » contient des positions dérivées en vertu desdits accords généraux de compensation, qui sont présentées dans différents postes du bilan.

Passifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires 2015		Montants bruts des passifs financiers comptabilisés	Montants bruts des actifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des passifs financiers enregistrés au bilan	Montants correspondants non compensés au bilan		Montant net
					Instruments financiers	Liquidités et instruments	



						financiers remis en garantie	
Poste du bilan	Instrument financier						
Montants dus aux banques	Rachat, prêts de titres et accords similaires	678		678		677	1
	Autres	3	-3				
		681	-3	678	-	677	1
Dépôts clients (1)	Rachat, prêts de titres et accords similaires	301		301	74	227	
	Dépôts des entreprises	14 761	-10 486	4 275			4 275
	Autres	166 768	7 613	174 381	163 464		10 917
		181 830	-2 873	178 957	163 538	227	15 192
Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat							
Passifs détenus à des fins de transaction	Dérivés	31 317	-930	30 387	30 153	104	130
	Rachat, prêts de titres et accords similaires	53 508	-22 569	30 939	242	30 570	127
		84 825	-23 499	61 326	30 395	30 674	257
Dérivés non détenus à des fins de transaction	Dérivés	72 562	-69 031	3 531	3 307	-236	460
Autres postes soumis à compensation au bilan		2 201	-2 174	27	25		2
Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires (2)	Dérivés				-13 231	7 457	5 774
	Autres				-12		12
		-	-	-	-13 243	7 457	5 786
Total passifs financiers		342 099	-97 580	244 519	184 022	38 799	21 698

(1) Les dépôts clients au 31 décembre 2015 sont ajustés suite aux changements enregistrés au niveau des principes comptables. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » - Changements au niveau des principes comptables en 2016.

(2) Le poste « Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires » contient des positions dérivées en vertu desdits accords généraux de compensation, qui sont présentées dans différents postes du bilan.

## 40. – Dettes et engagements éventuels

Dans le cadre de l'exercice des activités courantes, ING Bank prend part à des activités dont les risques ne sont pas pris en compte ni totalement ni partiellement dans les états financiers consolidés. Pour répondre aux besoins de ses clients, la Banque propose des produits financiers apparentés à des prêts. Ces produits englobent des instruments financiers de hors bilan liés à l'activité de crédit.

Dettes et engagements éventuels 2016	Moins d'1 mois	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Dettes éventuelles relatives aux							
Effets escomptés			1				1
Garanties	18 536	677	965	1 167	3 525		24 870
Lettres de crédit irrévocables	6 583	5 973	824	154	12		13 546
Autres	39				309		348
	25 158	6 650	1 790	1 321	3 846		38 765
Facilités irrévocables	59 214	2 587	4 832	22 606	9 315		98 554
	84 372	9 237	6 622	23 927	13 161		137 319

Dettes et engagements éventuels 2015	Moins d'1 mois	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Dettes éventuelles relatives aux							
Garanties	16 813	494	465	1 121	3 299		22 192
Lettres de crédit irrévocables	7 447	2 065	1 393	251	6		11 162
Autres	244						244
	24 504	2 559	1 858	1 372	3 305	-	33 598
Facilités irrévocables	49 133	1 458	6 407	36 255	5 125		98 378
	73 637	4 017	8 265	37 627	8 430	-	131 976

Les garanties font référence à des garanties de substitution pour les activités de crédit et pour les autres activités. Dans le cadre de l'activité de crédit, les garanties de substitution sont données par ING Bank pour les crédits accordés aux clients par des tiers. On s'attend à ce que nombre d'entre elles expirent sans être utilisées ; de ce fait, elles ne représentent pas forcément des sorties de trésorerie futures. En plus des éléments inclus dans les dettes éventuelles, ING Bank a accordé des garanties en tant que participant dans des accords collectifs pris entre des organismes professionnels nationaux et en tant que participant dans des systèmes de garantie collectifs exigés par les gouvernements dans différents pays.

Les lettres de crédit irrévocables garantissent surtout à des tiers les paiements d'opérations commerciales réalisées par le client dans le pays ou à l'étranger dans le but de financer l'envoi de marchandises. Le risque de crédit d'ING Bank dans ces opérations est limité, dans la mesure où ces opérations sont garanties par la marchandise expédiée et sont de courte durée.

Les autres dettes éventuelles englobent les acceptations d'effets et sont à court terme. Sont également comprises dans les autres dettes éventuelles, les dettes éventuelles résultant des opérations courantes de l'activité immobilière, notamment les obligations contractées au titre des contrats de développement et de construction en cours. En outre, les autres dettes éventuelles incluent une dette éventuelle en rapport avec une possible obligation fiscale néerlandaise résultant de l'imputation sur le bénéfice imposable aux Pays-Bas des pertes encourues par ING Bank au Royaume-Uni au cours des exercices antérieurs. L'existence de cette obligation sera confirmée uniquement en cas d'enregistrement de bénéfices futurs au Royaume-Uni.

Les facilités irrévocables sont principalement constituées des parties non utilisées de facilités de crédit irrévocables accordées aux clients entreprises. Bon nombre de ces facilités sont à durée fixe et sont productives d'intérêts à taux variable. Le risque de crédit d'ING Bank et le risque de taux d'intérêt sont limités dans ce type d'opérations. La partie non utilisée des facilités de crédit irrévocables est partiellement garantie par les actifs des

clients ou par des contre-garanties octroyées par les gouvernements centraux et par les organismes exonérés en vertu de dispositions réglementaires. Les facilités irrévocables englobent aussi les engagements à acquérir des titres allant être émis par les gouvernements et par les émetteurs privés. De plus, ING Bank loue des actifs auprès de tiers en vertu de contrats de location-exploitation. Les engagements de location future à régler en vertu de contrats de location-exploitation non résiliables se présentent comme suit :

Engagements de location future dans le cadre de contrats de location-exploitation	2016	2015
2016		310
2017	307	160
2018	179	143
2019	151	122
2020	129	109
Après 2020	476	404

#### 41. – Procédures judiciaires

ING Bank et ses filiales consolidées se trouvent confrontées à des actions gouvernementales, judiciaires ou arbitrales ou instruites par les autorités de réglementation aux Pays-Bas et dans de nombreux pays étrangers, dont les États-Unis, suite à des recours engagés par leurs soins ou à leur encontre dans le cours normal de leurs activités ainsi qu'en rapport avec leurs activités de prêteurs, courtiers-négociants, syndicats de garantie, émetteurs de titres et investisseurs et leur qualité d'employeurs et de contribuables. Dans certaines de ces actions, de très gros montants ou des montants indéterminés peuvent être réclamés, y compris des dommages-intérêts punitifs et autres indemnités. Alors qu'il n'est pas possible de prévoir ou déterminer l'issue finale de toutes les actions judiciaires, gouvernementales, arbitrales ou réglementaires en cours ou menaçant d'être intentées, ING Bank NV estime que certaines des actions évoquées ci-dessous seraient susceptibles d'avoir ou auraient eu récemment un impact significatif sur la situation financière, la rentabilité ou la réputation d'ING Bank NV et/ou d'ING Bank NV et de ses filiales consolidées.

Étant donné le déploiement géographique de ses activités, ING Bank peut faire l'objet à tout moment de contrôles fiscaux, d'enquêtes et de procédures dans de nombreux pays. Bien qu'ING Bank estime avoir correctement comptabilisé toutes ses positions fiscales, les décisions finales de ces contrôles, enquêtes et procédures peuvent dégager des montants différents de ceux comptabilisés. Par ailleurs, ING a récemment identifié des problèmes liés à ses déclarations fiscales aux États-Unis et aux obligations de retenue au titre d'exercices antérieurs. L'examen de ces questions est en cours et il n'est pas possible à ce jour d'en estimer les éventuelles conséquences financières ou autres.

En janvier 2015, une plainte a été déposée contre ING Bank devant le New York District Court par Alfredo et Gustavo Villoldo et l'exécuteur testamentaire de leur père (« Villoldo »). Villoldo est détenteur de deux jugements rendus contre le gouvernement cubain et d'autres entités cubaines pour un montant cumulé de 2,9 milliards de dollars américains. Ces jugements sont pendants et non encore recouverts. Selon l'action engagée à l'encontre d'ING Bank, les actifs cubains auraient été gelés par l'OFAC et disponibles pour une saisie-exécution par Villoldo, si ING Bank avait respecté les lois sur les sanctions applicables aux États-Unis. La plainte allègue que les actes énoncés dans l'accord ING avec l'OFAC en 2012 constituent une fraude électronique, du blanchiment d'argent et un transfert frauduleux et que Villoldo a donc droit à des dommages et intérêts pour un montant estimé à au moins 1 654 milliards de dollars américains et à un dédommagement au triple de pas moins de 4 962 milliards de dollars américains. En juillet 2015, le New York District Court a débouté toutes les demandes de dommages et intérêts. La Cour d'Appel a confirmé ce jugement en avril 2016. Ce jugement est désormais définitif.

Au mois de juillet 2016, les investisseurs en produits dérivés liés au SIBOR (Singapore Interbank Offer Rate) ont déposé un recours collectif aux États-Unis devant le tribunal de district de New York District, alléguant que plusieurs banques, y compris ING, se sont entendues pour manipuler les cours des dérivés liés au SIBOR et au SOR (Singapore Swap Offer Rate). L'action se réfère à des enquêtes menées par l'Administration monétaire de Singapour (MAS) et d'autres régulateurs, y compris la Commission en charge de la régulation des marchés de matières premières aux États-Unis (Commodity Futures Trading Commission - CFTC) au sujet de la manipulation des cours des dérivés liés au SIBOR et SOR.

Il n'est pas possible actuellement d'évaluer l'effet financier (potentiel) de cette action.

ING Bank Turquie a fait l'objet de différentes plaintes de (ex) clients des prédécesseurs légaux d'ING Bank Turquie. Les plaintes concernent des comptes offshore détenus auprès de ces banques, lesdites banques ayant été saisies par le Fonds de garantie de l'épargne et des dépôts (SDIF), avant l'e rachat d'ING Bank Turquie à Oyak en 2007. Le SDIF a par ailleurs engagé des poursuites contre ING Bank Turquie pour demander des dédommagements à ING Bank Turquie concernant des montants payés jusqu'ici à des détenteurs de comptes offshore. ING Bank NV a engagé une procédure d'arbitrage contre OYAK visant à dégager ING Bank de toute responsabilité au regard de ces plaintes. Il n'est pas possible pour l'instant d'évaluer l'issue de ces procédures ni d'en estimer l'éventuel effet financier.

En janvier 2011, l'Association néerlandaise des Actionnaires (Vereniging van Effectenbezitters, « VEB ») a intenté une action, alléguant que les investisseurs avaient été induits en erreur par le prospectus portant sur l'émission en septembre 2007 de droits de Fortis NV, (actuellement Ageas NV) contre Ageas NV, les signataires de ladite émission de droits (y compris ING Bank NV) et les anciens administrateurs de Fortis NV. Selon la VEB, le prospectus comporte des informations de fond incorrectes et trompeuses. La VEB affirme que l'impact et les risques de la crise des subprimes sur Fortis et sur l'état de ses liquidités n'ont pas été correctement reflétés dans le prospectus. La VEB veut obtenir un jugement déclaratoire indiquant que les parties assignées ont agi de façon illicite et sont donc responsables des préjudices subis par ceux qui ont investi dans Fortis. Au mois de mars 2016, Ageas, VEB et quelques autres demandeurs ont annoncé que l'action concernant Fortis était réglée. Ageas a accepté de payer 1,2 milliard d'euros aux investisseurs en guise de dédommagement, à condition que la Cour d'Appel d'Amsterdam déclare que l'accord transactionnel est juridiquement contraignant. Conformément aux documents transactionnels déposés par Ageas près la Cour d'Appel en mai 2016, l'accord transactionnel contient une clause de tiers selon laquelle les banques seront dégagées de toute responsabilité liée aux actions intentées par VEB et certains autres demandeurs, lorsque ledit accord deviendra inconditionnel.

Un certain nombre d'employés retraités d'ING Belgique ont intenté des actions contre ASCEL (organisation à but non lucratif établie par ING Belgique, qui fournissait une assurance médicale aux employés actifs et retraités jusqu'au début de l'année 2015 via une subdivision d'ASCEL : FMC) et ING Belgique, suite à leur décision d'externaliser cette couverture d'assurance médicale entraînant une augmentation de la prime. Suite à une procédure en référé au cours de laquelle la première demande des employés retraités a été rejetée, une procédure en première instance a été engagée dans le but de maintenir la couverture d'assurance antérieure ou de rembourser l'augmentation de prime payée. Dans sa décision de septembre 2016, la Cour a estimé que FMC a été dûment fermée, mais qu'ING ne pouvait résilier unilatéralement l'accord entre FMC et les retraités, car la couverture médicale remplit les conditions d'un contrat d'assurance qui n'est pas lié à l'activité professionnelle des demandeurs. La Cour doit encore déterminer le montant des dommages-intérêts. La décision de la Cour peut faire l'objet d'un appel. Une provision a été constituée.

ING est impliquée dans plusieurs procédures judiciaires aux Pays-Bas portant sur des dérivés de taux d'intérêt qui ont été vendus à des clients dans le cadre de prêts à taux d'intérêts variables en vue de couvrir le risque de taux d'intérêt des prêts. Ces procédures reposent sur plusieurs fondements juridiques, selon les faits et circonstances propres à chaque affaire, notamment une présumée violation de l'obligation de diligence, un manque d'informations aux clients sur le produit et ses risques et d'autres éléments relatifs aux dérivés de taux d'intérêt qui ont été vendus aux clients. Dans certains cas, le tribunal a statué en faveur des demandeurs et a accordé des dommages intérêts, annulé le dérivé de taux d'intérêt ou ordonné le remboursement de certains montants aux demandeurs. Les montants totaux devant être remboursés ou compensés dans certains cas n'ont pas encore été déterminés. ING pourrait décider de faire appel de décisions défavorables. Bien que l'issue du litige en cours et d'actions similaires pouvant être

intentées à l'avenir est incertaine, il est possible que les tribunaux statuent en définitive en faveur des demandeurs dans certaines de ces affaires voire dans toutes. Une provision a été constituée. Toutefois, l'impact financier global des litiges actuels et futurs pourrait être conséquent.

Comme le demande l'AFM, ING a examiné une grande partie des fichiers de clients ayant acheté des dérivés de taux d'intérêt. En décembre 2015, l'AFM a conclu que les banques néerlandaises devaient réévaluer certains fichiers clients, contenant potentiellement des contrats sur instruments dérivés qui ont été résiliés avant avril 2014 ou d'autres fichiers clients encore. Suite au conseil de l'AFM, le Ministre des Finances a nommé un Comité d'experts indépendants (le Comité) qui a élaboré un cadre de recouvrement standard pour les clients PME néerlandais ayant acheté des dérivés de taux d'intérêt. ING a adopté ce cadre de recouvrement et réexaminera chaque fichier au vu de ce cadre. ING a constitué une provision supplémentaire pour pallier les conséquences financières de ce cadre de recouvrement.

ING Bank fait l'objet d'une enquête pénale menée par les autorités néerlandaises concernant diverses demandes liées à l'accueil de nouveaux clients, au blanchiment d'argent et aux pratiques de corruption. ING Groep a également reçu des demandes de renseignement de la part des autorités américaines. ING Groep et ING Bank coopèrent dans le cadre de ces enquêtes et demandes en cours. Il n'est pas possible pour le moment de déterminer comment les enquêtes et demandes en cours pourront être résolues et dans quel délai, ni d'estimer avec fiabilité le calendrier, l'étendue ou les montants des amendes, pénalités et/ou autres résultats, qui pourraient être significatifs.

#### 42. – Sociétés consolidées et entreprises acquises et cédées

##### *Acquisitions*

Aucune acquisition significative n'a été enregistrée en 2016, 2015 et 2014.

##### *Cessions effectives en 2016*

Aucune cession significative de sociétés consolidées n'a eu lieu en 2016.

##### *Cessions effectives en 2015*

Pour plus de précisions sur les transactions de 2015 relatives à la participation d'ING dans ING Vysya, se référer à la Note 7 « Participations dans des sociétés liées et des coentreprises » et à la Note 45 « Parties liées ».

##### *Cessions effectives en 2014*

On n'a observé aucune cession significative en 2014.

#### 43. – Principales filiales, participations dans des sociétés liées et des coentreprises

ING Bank NV contrôle la majorité des principales filiales d'ING, car elle en détient directement ou indirectement plus de la moitié des droits de vote. Dans les filiales dans lesquelles ING détient moins de 50 % de participations, un contrôle s'exerce sur la base des intérêts financiers d'ING Bank et de ses droits découlant d'autres accords contractuels entraînant un contrôle sur les politiques opérationnelles et financières de l'entité.

Pour toutes les filiales mentionnées ci-dessus, les droits de vote détenus sont proportionnels aux participations et la consolidation par ING Bank se fonde sur la participation majoritaire.

En ce qui concerne les principales participations détenues dans les sociétés liées, ING Bank dispose d'une influence significative, sans avoir le contrôle. On exerce généralement une influence significative, dès lors que l'on détient entre 20 % et 50 % des droits de vote, mais également en participant aux politiques financières et opérationnelles, notamment dans les cas suivants, cette liste n'ayant aucune valeur limitative :

- représentation au Conseil d'Administration ;
- participation au processus d'élaboration des politiques et ;
- échange de personnel de direction.

Les principales filiales, les participations dans des sociétés liées et des coentreprises, d'ING Bank NV et leur lieu de constitution statutaire ou leur siège social sont les suivants :

Principales filiales, participations dans des sociétés liées et des coentreprises			Quote-part de participations détenues par la Banque	
Filiale	Lieu de constitution statutaire	Pays d'implantation	2016	2015
Bank Mendes Gans NV	Amsterdam	Pays-Bas	100 %	100 %
ING Lease (Nederland) BV	Amsterdam	Pays-Bas	100 %	100 %
ING Corporate Investments BV	Amsterdam	Pays-Bas	100 %	100 %
ING België NV	Bruxelles	Belgique	100 %	100 %
ING Luxembourg SA	Luxembourg Ville	Luxembourg	100 %	100 %
ING-DiBa AG	Francfort-sur-le-Main	Allemagne	100 %	100 %
ING Bank Slaski SA	Katowice	Pologne	75 %	75 %
ING Financial Holdings Corporation	Delaware	États-Unis d'Amérique	100 %	100 %
ING Bank AS	Istanbul	Turquie	100 %	100 %
ING Bank (Australia) Ltd	Sydney	Australie	100 %	100 %
ING Bank (Eurasia) Joint stock company	Moscou	Russie	100 %	100 %
Participations dans des sociétés liées				
TMB Public Company Limited	Bangkok	Thaïlande	25 %	25 %

#### 44. – Entités structurées

Les activités d'ING Bank incluent des transactions avec diverses entités structurées (« ES ») dans le cadre de l'exercice des activités courantes. Une entité structurée est une entité conçue de telle sorte que les droits de vote ou similaires ne constituent pas un facteur déterminant pour décider qui contrôle l'entité, pour savoir à quel moment des droits de vote sont liés uniquement à des tâches administratives et si les activités concernées sont gérées au moyen d'accords contractuels. Le niveau d'implication d'ING Bank dans ces entités varie et englobe aussi bien le financement par emprunts et le financement par actions de ces entités que d'autres liens. Sur la base de ses méthodes comptables, qui sont présentées dans le chapitre « Principes comptables et détermination des résultats » des présents états financiers, ING détermine si ces implications n'entraînent aucune influence significative ou entraînent une influence significative, un contrôle conjoint ou un contrôle sur l'entité structurée.

Les entités structurées sur lesquelles ING peut exercer un contrôle sont consolidées. ING peut le cas échéant apporter son soutien aux entités structurées consolidées. Ce soutien est toutefois entièrement répercuté dans les états financiers consolidés d'ING Bank, car tous les actifs et passifs de ces entités doivent être pris en compte et les engagements hors bilan doivent être présentés.

Les activités d'ING impliquant des entités structurées sont décrites ci-après dans les catégories suivantes :

- 1 Programmes consolidés de titrisation dans le cadre de la gestion des liquidités, initiés par ING (« Lions »),
- 2 Programme consolidé de covered bonds (« CBC ») initié par ING,
- 3 Programme consolidé de titrisation (« Mont Blanc ») sponsorisé par ING,
- 4 Programme de titrisation non consolidé ; et,
- 5 Autres entités structurées.

#### **1. – Programmes consolidés de titrisation dans le cadre de la gestion des liquidités, initiés par ING (« Lions »)**

ING Bank prend part à des programmes de titrisation pour la gestion des liquidités, en vue d'obtenir des financements et d'augmenter les liquidités. Dans le cadre de ce programme, ING Bank vend à une entité structurée des actifs initiés par ING. Les expositions sous-jacentes concernent des prêts hypothécaires résidentiels aux Pays-Bas, en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en Italie et en Australie.

L'entité structurée émet des titres de créance titrisés ('titrisations traditionnelles') qui constituent des garanties éligibles aux fins d'obtention de liquidités auprès des banques centrales. Dans la plupart des programmes, ING Bank agit en qualité d'investisseur des titres de créance titrisés. ING Bank continue de consolider ces entités structurées, lorsqu'elle est supposée contrôler les entités.

L'entité structurée émet des billets de titrisation sur deux tranches, une tranche subordonnée et une tranche senior, cotés AAA par une agence de notation. ING Bank peut ultérieurement utiliser la tranche AAA en garantie sur le marché monétaire pour des emprunts garantis.

ING Bank est à l'origine de diverses titrisations correspondant au 31 décembre 2016 à environ 77 milliards d'euros (contre 78,5 milliards d'euros en 2015) de titres de créance notés AAA et de titres subordonnés dont environ 7,2 milliards d'euros (contre 7,4 milliards d'euros en 2015) sont détenus par des tiers. Les expositions sous-jacentes concernent des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts aux PME. À l'exception des financements de tiers, ces titrisations n'ont pas impacté le bilan et le compte de résultat consolidés d'ING Bank.

En 2016, Il n'existait aucun intérêt minoritaire significatif pour ING Bank dans le cadre des entités structurées de titrisation. Pour la majorité des véhicules de titrisation, ING Bank fournit les fonds à l'entité, à l'exception de 7,2 milliards d'euros qui sont financés par des tiers (contre 7,4 milliards d'euros en 2015).

#### **2. – Programme consolidé de covered bonds (« CBC ») initié par ING**

ING Bank a conclu un programme de covered bonds. ING émet des obligations dans le cadre du programme covered bonds, Le paiement des intérêts et du capital est garanti par une entité structurée administrée par ING, Covered Bond Company BV (« CBC »). Afin de permettre à CBC d'assumer la garantie, ING transfère légalement à CBC des prêts hypothécaires, principalement néerlandais, initiés par ING. De plus, ING offre une protection à CBC contre la détérioration des prêts hypothécaires. CBC est consolidée par ING Bank.

Programme covered bonds	Juste valeur des prêts hypothécaires nantis		Solde de trésorerie entité structurée	
	2016	2015	2016	2015
ING Covered Bond Company BV (« CBC »)	43 931	43 684	39	754
	43 931	43 684	39	754

En règle générale, les tiers investisseurs dans des titres émis par l'entité structurée ont uniquement recours aux actifs de l'entité et non aux actifs d'ING Bank.

#### **3. – Programme consolidé de titrisation (« Mont Blanc ») sponsorisé par ING**

Dans le cadre de l'exercice de ses activités courantes, ING Bank structure les opérations financières pour ses clients en les aidant à obtenir des sources de liquidité en cédant les créances clients (cession également désignée sous le terme d'« affacturage ») ou d'autres actifs financiers à une entité ad hoc sponsorisée par ING.

Les transactions sont financées par des effets de commerce multicédants, adossés à des actifs, gérés par ING Bank, conduit Mont Blanc Capital Corporation (« Mont Blanc »), qui finance à son tour le marché des PCAA. Mont Blanc ne possède pas d'intérêts minoritaires significatifs pour ING Bank. ING Bank facilite ces transactions en fournissant des services de structuration, de comptabilité, de financement et d'opérations.

Les types d'actifs actuellement détenus par Mont Blanc incluent des créances clients, des créances de financement clients, des créances sur cartes de crédit, des prêts pour véhicules à moteur et des titres adossés à des prêts hypothécaires résidentiels (« RMBS »).

ING Bank soutient les programmes d'effet de commerce en fournissant à l'entité ad hoc des facilités de liquidités à court terme. Ces facilités de liquidités couvrent principalement des ruptures temporaires sur le marché des papiers commerciaux. Lorsqu'elles sont utilisées, ces facilités sont sujettes à un risque de crédit normal. Un certain nombre de programmes sont soutenus par l'octroi à l'entité ad hoc de facilités de liquidités structurées, dans le cadre desquelles ING Bank couvre au moins certains risques de crédit inhérents à ces programmes (en plus des facilités de liquidités normales) et pourrait par conséquent souffrir de créances irrécouvrables. De plus, dans le cadre d'un large programme d'encouragement du crédit, ING Bank garantit pour un montant limité toutes les pertes restantes intégrées dans l'entité ad hoc aux investisseurs porteurs d'effets de commerce.

Les facilités de liquidités, y compris les programmes d'encouragement du crédit, fournis à Mont Blanc s'élèvent à 812 millions d'euros (contre 1 072 millions d'euros en 2015). Au 31 décembre 2016, la somme des liquidités prélevées s'élevait à 0 million d'euros (contre 276 millions d'euros en 2015).

Les facilités de liquidités courantes non structurées et les facilités structurées sont comptabilisées dans les facilités irrévocables. Toutes ces facilités qui varient en fonction du profil de risque sont accordées à l'entité ad hoc, sous réserve de procédures d'analyse normales d'ING Bank en matière de risque de crédit et de risque de liquidité. Les honoraires perçus pour les services fournis et pour les facilités sont facturés aux conditions du marché.

#### **4. – Programme de titrisation non consolidé**

En 2013, ING a cédé des actifs financiers (prêts hypothécaires) pour un montant approximatif de 2 milliards d'euros à une entité ad hoc, nouvellement constituée. Cette transaction a entraîné la décomptabilisation totale des actifs financiers du bilan d'ING.

Cette décomptabilisation n'a eu aucun impact significatif sur le résultat net. Suite à ce transfert, ING détient toujours deux types de participations dans les actifs transférés : en tant que contrepartie pour les entités ad hoc d'un swap de taux d'intérêt non standard et en tant que gestionnaire des actifs cédés. ING dispose d'une option pour dénouer la transaction en rachetant toutes les obligations à leur montant total en capital, dans le cas peu probable de modifications des obligations comptables et/ou réglementaires qui auraient un impact significatif sur la transaction. La juste valeur du swap au 31 décembre 2016 s'élevait à -4,6 million d'euros (contre 1,3 million d'euros en 2015) ; les variations de juste valeur de ce swap sont enregistrées au compte de résultat de 2016 pour -5,9 millions d'euros. (contre -32,4 millions d'euros en 2015). Les revenus y afférant, passés au compte de résultat en 2016, se montaient à 0,0 million d'euros. (0 en 2015).

#### **5. – Autres entités structurées**

Dans le cadre de l'exercice des activités courantes, ING Bank engage différentes opérations dont les entités structurées sont les contreparties. Notamment dans ses opérations de financement structurées, ING peut contribuer à faciliter la création de ces entités contreparties. Ces entités ne sont généralement pas prises en compte dans les états financiers consolidés d'ING Bank, car ING facilite ces transactions en qualité d'agent administratif en fournissant des services de structuration, de comptabilité, de financement, de prêt et d'opérations.

ING Bank propose différents produits de fonds de placement à ses clients. ING Bank n'investit pas dans ces fonds de placement pour son propre compte ni n'agit en tant que gestionnaire de fonds.

#### 45. – Parties liées

Dans le cours normal de l'activité, ING Bank engage différentes opérations avec des sociétés liées. Des parties sont considérées comme liées si l'une des parties a la capacité de contrôler ou d'exercer une influence significative sur l'autre partie dans le cadre de décisions financières ou décisions d'exploitation.

Les parties liées d'ING Bank englobent entre autres ses filiales, ses sociétés liées, ses coentreprises, son personnel de direction clé et divers régimes de retraite à prestations et cotisations déterminées. Les transactions entre parties liées comprennent la fourniture ou la réception de services, de crédits-baux, de transferts dans le cadre d'accords financiers et l'octroi de garanties ou de couvertures. Il n'y a eu aucune dotation importante aux provisions pour créances douteuses ni de créances douteuses significatives comptabilisées dans les soldes courants avec des parties liées.

Les opérations réciproques entre ING Bank NV et ses filiales sont éliminées lors de la consolidation. Se référer à la Note 43 « Principales filiales » pour une liste des principales filiales et leur lieu de constitution. ING Bank et NN Group forment ensemble ING Group. ING Bank engage aussi des transactions avec ING Group, NN Group et ses filiales. Ces transactions englobent aussi bien les activités financières que les opérations d'achat et de vente habituelles. Le tableau ci-dessous donne des informations sur les transactions avec ING Groep NV et NN Group NV.

Transactions avec ING Groep NV et NN Group NV	ING Groep NV		NN Group NV	
	2016	2015	2016	2015 (1)
Actifs	70	286		
Passifs	14 903	15 608		
Engagements hors bilan				
Revenus perçus	-384	-297		15
Charges payées				8

(1) Transactions avec NN Group jusqu'à la déconsolidation à la fin du mois de mai 2015.

En 2015, un certain nombre d'opérations de cessions ont entraîné une réduction de la participation d'ING Group dans NN Group, qui a de ce fait perdu son contrôle sur NN Group. NN Group est sorti du périmètre de consolidation fin mai 2015 et a été pris en compte dans le poste « Participations dans des sociétés liées détenues en vue de la vente ». Pour de plus amples informations sur les transactions avec NN Group, se référer au chapitre « Sociétés liées et coentreprises » ci-dessous.

Les dettes à l'égard d'ING Groep NV incluent principalement des financements à long terme. Les dettes à l'égard de NN Group NV incluent principalement des dépôts à court terme et des prêts privés consentis par NN Group NV.

#### Sociétés liées et coentreprises

Transactions avec les principales sociétés liées et coentreprises d'ING Bank	Entreprises liées		Coentreprises	
	2016	2015	2016	2015
Actifs	27	1 803	12	5
Passifs	16	616	59	
Engagements hors bilan	34	66	2	
Revenus perçus	9	-213		
Charges payées	1			

Les actifs, passifs, engagements et revenus relatifs aux Sociétés liées et coentreprises résultent de transactions réalisées dans le cadre des activités bancaires courantes.

En janvier 2016, ING Group a vendu des actions de NN Group et a perdu l'influence significative ; NN Group n'est donc plus une partie liée d'ING Bank. Avant cette vente, depuis la déconsolidation à la fin du mois de mai 2015, NN Group était comptabilisé par ING Group dans le poste « Participations dans des sociétés liées détenues en vue de la vente » et les transactions avec ING Bank étaient comptabilisées dans Sociétés liées dans le tableau ci-dessus.

En avril 2015, la fusion entre ING Vysya et Kotak a été finalisée et l'entité légale ING Vysya Bank a cessé d'exister. Suite à cette transaction, ING détient une participation dans la société fusionnée qui exerce ses activités sous le nom de Kotak. Depuis avril 2015, ING Vysya n'est plus une partie liée d'ING Bank. Se référer à la Note 7 « Participations dans des sociétés liées et des coentreprises ».

#### Rémunération du personnel de direction clé

Les transactions avec le personnel de direction clé (Directoire, Conseil d'Administration et Conseil de surveillance) et les plans d'avantages postérieurs à l'emploi sont considérés comme des transactions avec des parties liées. Conformément à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais, les transactions sont présentées de manière plus détaillée dans le rapport sur les rémunérations qui est inclus dans le rapport annuel. Les chapitres concernés du rapport sur les rémunérations font donc partie intégrante des comptes annuels. Pour les plans d'avantages postérieurs à l'emploi, se référer à la note 35 « Prestation de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi ».

En 2015 et 2016, trois membres du Conseil d'Administration d'ING Groep NV étaient aussi membres du Directoire. Les membres du Conseil d'Administration sont considérés comme faisant partie du personnel de direction clé et leur rémunération est de ce fait incluse dans les tableaux ci-dessous.

Rémunération du personnel de direction clé (Directoire et Conseil d'Administration 2016 (En milliers d'euros.)	Directoire d'ING Groep NV (1)	Conseil d'Administration d'ING Bank NV (1), (2), (3)	Total
Rémunération fixe			
Rémunération de base	4 070	4 111	8 181
Indemnités forfaitaires collectives (4)	1 167	1 167	2 334
Dépenses de retraite	78	108	186
Indemnités de départ	-	918	918

Rémunération variable			
Gratification en espèces	-	485	485
Rémunération en actions	300	572	872
Rémunération en espèces différée	-	727	727
Rémunérations en actions différée	449	857	1 306
Autres	-	1 184	1 184
Rémunération totale	6 064	10 129	16 193

(1) Inclut leur rémunération perçue en qualité de membres du Conseil.

(2) À l'exclusion des membres qui sont aussi membres du Directoire d'ING Groep NV.

(3) En 2016, un nouveau membre a rejoint les rangs et un membre est parti en retraite.

(4) Les indemnités forfaitaires collectives sont constituées d'épargnes en capital octroyées à tous les employés aux Pays-Bas, d'une épargne individuelle de 3,5 % et d'une épargne collective visant à compenser la perte de prestations de retraite pour les salaires supérieurs à 101 519 €.

Rémunération du personnel de direction clé (Directoire et Conseil d'Administration 2015 (En milliers d'euros.))	Directoire d'ING Groep NV (1)	Conseil d'Administration d'ING Bank NV (1), (2), (3)	Total
Rémunération fixe			
Rémunération de base	3 990	3 505	7 495
Indemnités forfaitaires collectives (4)	1 115	1 045	2 160
Dépenses de retraite	75	90	165
Rémunération variable			
Gratification en espèces	-	390	390
Rémunération en actions	254	466	720
Rémunération en espèces différée	-	585	585
Rémunérations en actions différée	382	698	1 080
Autres	-	830	830
Rémunération totale	5 816	7 609	13 425

(1) Inclut leur rémunération perçue en qualité de membres du Conseil.

(2) À l'exclusion des membres qui sont aussi membres du Directoire d'ING Groep NV.

(3) En 2015, un nouveau membre l'a rejoint.

(4) Les indemnités forfaitaires collectives sont constituées de deux épargnes en capital octroyées aux employés aux Pays-Bas, d'une épargne individuelle de 3,5 % et d'une épargne collective visant à compenser la perte de prestations de retraite pour les salaires supérieurs à 100 000 €.

Rémunération du personnel de direction clé (Conseil de Surveillance) (En milliers d'euros.)	2016	2015
Rémunération totale	1 088	835

Le tableau ci-dessus présente les rémunérations fixes, les indemnités de faux-frais et les jetons de présence attribués au Conseil de Surveillance pour 2015 et 2016.

Prêts et avances au personnel de direction clé (En milliers d'euros.)	Montant restant dû au 31 décembre		Taux d'intérêt moyen (1)		Remboursements	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Membres du Directoire	2 849	2 999	2,6 %	2,4 %	150	0
Membres du Conseil d'Administration d'ING Bank NV	532	532	3,8 %	2,6 %	-	68
Membres du Conseil de Surveillance	-	-	-	-	-	-
Total	3 381	3 531			150	68

(1) La législation néerlandaise a changé en 2016. L'actualisation du taux hypothécaire des employés n'est plus déduite du taux d'intérêt, mais compensée au niveau du salaire de base.

Nombre d'actions ING Groep NV et d'options d'achat d'actions du personnel de direction clé (En nombres.)	Actions d'ING Groep NV		Options d'achat d'actions ING Groep NV	
	2016	2015	2016	2015
Membres du Directoire	261 684	244 973	95 921	116 146
Membres du Conseil d'Administration d'ING Bank NV	120 646	216 211	123 237	216 568
Membres du Conseil de Surveillance	172 734	172 734	226 864	319 848
Nombre total d'actions et d'options d'achat d'actions	555 064	633 918	446 022	652 562

La rémunération du personnel de direction clé est généralement incluse dans les Charges de personnel du compte de résultat, sauf pour le personnel de direction clé qui est employé par des entités comptabilisées comme ayant cessé leurs activités ou disponibles à la vente, auquel cas leurs rémunérations sont prises en compte dans le poste Résultat net total des entités ayant cessé leurs activités.

La rémunération du Directoire et du Conseil d'Administration est passée au compte de résultat dans le poste Charges de personnel qui fait partie du total des charges. La rémunération totale du Directoire et du Conseil d'Administration, telle qu'indiquée dans le tableau ci-dessus inclut toutes les rémunérations variables de l'exercice 2016. En vertu des IFRS, certains éléments de la rémunération variable ne sont pas directement enregistrés au compte de résultat, mais sont imputés sur toute la période d'acquisition des droits. Le montant comparable comptabilisé dans les Charges de personnel en 2016, et inclus dans le Total des dépenses en 2016 dans le cadre des dépenses fixes de 2016 et dans l'attribution d'une rémunération variable au titre d'exercices antérieurs, s'élève à 16 millions d'euros. Les rémunérations concernant NN Group sont prises en compte dans Résultat net des entités ayant cessé leurs activités et n'impactent pas le total des charges. La rémunération totale du Conseil d'Administration et du Conseil de Surveillance de NN Group pour la période précédant la déconsolidation fin mai 2015, s'élevait à 3,0 millions d'euros. Ces montants sont enregistrés au compte de résultat 2015 d'ING Group dans le poste Résultat net des entités ayant cessé leurs activités.

#### ***Accord de Règlement relatif au Plan de Gestion des Risques (PGR) et Accord d'Externalisation***

ING Groep NV et ING Bank NV et NN Re (Netherlands) NV ont conclu un Accord de Règlement PGR dont l'objectif est de libérer le réassureur de l'exposition économique aux pertes résultant d'actions PGR intentées par RMP Bank, Voya Financial, Inc. et les filiales de LatAm. Le réassureur et ING Groep NV ont conclu un Accord d'Externalisation en vue de fournir des services de traitement de demandes dans le cadre des actions relatives aux entités Voya, aux entités LatAm et à RMP Bank. Le réassureur et ING Groep NV ont convenu qu'ING Bank NV traite les actions concernées selon les termes énoncés dans l'Accord de Règlement PGR. Les termes et conditions du traitement de ces demandes ont été inclus dans l'Accord d'Externalisation.

#### **46. – Plan de restructuration de la Commission européenne**

La restructuration d'ING, entamée en 2009, a pris fin avec la vente de la participation restante dans NN Group le 14 avril 2016. Suite à la restructuration, ING a cessé d'être une société de services financiers diversifiés pour devenir une banque européenne autonome de premier ordre.

#### ***Restructuration d'ING***

##### **2008 – 2016**

En 2008 et 2009, suite à la crise financière, ING Group, comme d'autres institutions financières majeures en Europe, a perçu une aide de l'État néerlandais. Afin d'obtenir l'approbation de la Commission européenne (« CE ») pour l'aide de l'État néerlandais, ING Group et l'État néerlandais ont été invités en 2009 à élaborer et soumettre à la CE un plan de restructuration qui incluait la cession des activités assurance et gestion de portefeuille à travers le monde. La vente d'ING Direct USA faisait également partie de ces mesures de restructuration. Le Plan de Restructuration a été initialement approuvé par la CE en novembre 2009. Par la suite, les activités assurance et gestion de portefeuille d'ING Group ont été séparées d'ING d'un point de vue opérationnel le 31 décembre 2010 dans le but de les céder. Le Plan de Restructuration a été modifié et approuvé à nouveau par la CE en 2012 et en 2013.

Conformément au Plan de Restructuration, ING Group a cédé un certain nombre d'entreprises à travers le monde entre 2011 et 2013, dont des activités assurance et gestion de portefeuille aux États-Unis, en Amérique latine et dans la région Asie/Pacifique (hormis le Japon). ING Group a annoncé en 2012 que le scénario de base qu'elle envisageait pour la cession de ses activités assurance et gestion de portefeuille en Europe passait par un appel public à l'épargne (introduction en bourse), en déclarant toutefois que les autres options restaient ouvertes. En novembre 2013, ING Group a élargi la portée du scénario de base de cette introduction en bourse, afin d'y inclure Japan Life et Japan Closed Block VA.

Dans le domaine bancaire, ING Direct USA a été cédé en 2012 pour répondre à l'une des principales exigences du Plan de Restructuration CE.

Afin de poursuivre la rationalisation du portefeuille d'activités de la société, ING a également procédé à d'autres cessions importantes englobant ING Direct Canada (2012), ING Direct UK (2012) et ING Car Lease (2011).

En mai 2013, ING a fait coter Voya Financial, son activité assurance et gestion de portefeuille aux États-Unis, à la bourse de New York et a cédé 25 % de sa participation. Après quelques transactions qui ont suivi cette cession, la participation restante a été vendue en mars 2015. Suite à cette vente, ING Group avait effectivement remboursé sa dette principale (levier financier du groupe), se conformant ainsi à l'un des engagements clés du Plan de Restructuration CE.

En juillet 2014, NN Group, ex-activité assurance et gestion de portefeuille en Europe et au Japon, a été cotée à la bourse Euronext d'Amsterdam. Par cette introduction en bourse, la participation d'ING dans NN Group a été réduite à 68,1 %. La série de transactions qui a suivi a permis à ING de réduire sa participation à 25,8 % au 30 juin 2015. La participation minoritaire d'ING a été déconsolidée conformément aux règles comptables des normes IFRS. Avec la cession de plus de 50 % de sa participation dans NN Group et sa déconsolidation, ING a rempli les conditions de cession de la CE avant la date butoir de la fin 2015. De plus, après déconsolidation du groupe NN, les restrictions portant sur les acquisitions et le price leadership qui étaient prévues dans le Plan de Restructuration initial de 2009 et avaient été amendées dans l'accord de restructuration conclu avec la CE en 2012, ne s'appliquaient plus.

Le 14 avril 2016, ING a annoncé la vente de sa participation restante de 14,1 % dans NN Group, respectant ainsi les termes de l'accord de restructuration révisé, conclu avec la CE et modifié en 2012 ; accord selon lequel ING était tenu de céder l'intégralité de sa participation dans NN Group avant la fin de l'année 2016. Au cours de l'année 2016, la Commission Européenne a confirmé que la restructuration d'ING était finalisée.

#### ***Facilité de garantie des actifs illiquides***

Le Groupe ING et l'État néerlandais ont conclu un accord sur la mise en œuvre d'une facilité de garantie des actifs illiquides (« IABF ») le 26 janvier 2009. La transaction a été finalisée le 31 mars 2009. La facilité de garantie des actifs illiquides couvrait les portefeuilles Alt-A d'ING Direct USA et de Voya (ex-ING Insurance US) pour une valeur nominale d'environ 30 milliards d'euros. Dans le cadre de cette facilité, ING a transféré 80 % de la propriété économique de son portefeuille Alt-A à l'État néerlandais. Ainsi, 80 % des droits indivis sur les risques et bénéfices du portefeuille ont été transférés à l'État néerlandais. ING est resté propriétaire légal à 100 % de son portefeuille Alt-A. Le prix de la transaction représentait 90 % de la valeur nominale par rapport aux 80 % du portefeuille dont l'État néerlandais est devenu le propriétaire économique. Le prix de la transaction était payable à ING par l'État néerlandais et a été remboursé sur la durée de vie restante. De plus, dans le cadre de cette facilité, ING a versé une commission de garantie à l'État et perçu une commission de financement et de gestion. Suite à cette transaction, ING a décomptabilisé 80 % du portefeuille Alt-A de son bilan et une créance sur l'État néerlandais a été portée en compte. Le portefeuille Alt-A transféré était inclus précédemment dans les titres de créance disponibles à la vente. L'État néerlandais a également acquis certains droits d'approbation eu égard à la vente ou au transfert de 20 % du portefeuille Alt-A qui étaient conservés par ING.

Conformément aux conditions de la transaction conclue le 26 janvier 2009, les produits de la vente s'élevaient au total à 22,4 milliards d'euros à la date de la transaction. Le coût amorti (après dépréciations préalables) à la date de la transaction était d'environ 22,4 milliards d'euros. En 2009, la transaction a engendré une perte de 109 millions d'euros après impôt (correspondant à la différence entre les produits de la vente et le coût amorti).

La juste valeur selon les IFRS à la date de la transaction était de 15,2 milliards d'euros.

Afin d'obtenir l'approbation de la Commission européenne sur le plan de restructuration du Groupe ING (cf. ci-après), ING a accepté de procéder à des paiements additionnels dans le cadre de la facilité de garantie des actifs illiquides, conformément à l'accord général avec la Commission européenne, à l'État néerlandais, ce qui correspondait à un ajustement des commissions pour ladite facilité. Au total, ces paiements additionnels faisant partie de l'accord général avec la Commission européenne représentaient une valeur actuelle nette de 1,3 milliard d'euros avant impôt, qui ont été enregistrés comme charges exceptionnelles en 2009.

La différence entre le total des produits des ventes se montant à 21,1 milliards d'euros (contre 22,4 milliards d'euros -/- ajustement de 1,3 milliard d'euros) et la juste valeur en vertu des IFRS de 15,2 milliards d'euros s'explique par une « subvention du gouvernement » selon l'IAS 20. Cette allocation du gouvernement est considérée comme faisant partie intégrante de la transaction et est donc enregistrée comme faisant partie du résultat de la transaction. La transaction a entraîné une réduction de la réévaluation négative – et donc une augmentation des capitaux propres de 4,6 milliards d'euros (après impôt).

Cette facilité n'aura aucune incidence sur la méthode d'évaluation des 20 % de titres Alt-A au bilan selon les normes IFRS. La méthodologie utilisée pour déterminer la juste valeur de ces actifs au bilan en vertu des normes IFRS est décrite à la Note 36 « Juste valeur des actifs et passifs financiers ».

Dans le cadre de la cession d'ING Direct USA, ING a conclu un accord avec l'État néerlandais visant à ajuster la structure de la facilité de garantie des actifs illiquides (IABF). Cet ajustement a servi à désengager ING Direct USA de ladite facilité en remplaçant ING Direct USA par ING Bank comme contrepartie de l'État néerlandais et est entrée en vigueur à la date de conclusion de la vente en février 2012. Conformément aux conditions de la transaction initiale, les 20 % restants du portefeuille Alt-A figuraient au bilan d'ING Direct USA, assurant ainsi un alignement des intérêts entre ING et l'État néerlandais concernant la performance du portefeuille.

A la conclusion de la vente, ING a fourni une contre-garantie à l'État néerlandais à hauteur de 25 % des 80 % que représente la part de l'État néerlandais. Cette garantie couvrait les pertes de trésorerie réalisées, lorsqu'elles excédaient les 35 % induits par la valeur du marché du portefeuille en juin 2011. Ainsi, cet ajustement a diminué le risque d'exposition pour l'État néerlandais. L'impact de l'alignement sur les capitaux propres et le résultat s'est avéré limité pour ING Bank.

En novembre 2012, NN Group (autrefois ING Insurance) a procédé à une restructuration de la Facilité de garantie des actifs illiquides afin de réellement désengager Voya de cette facilité. Voya a transféré sa créance sur l'État s'élevant à approximativement à 1,1 milliard d'euros (1,4 milliard de dollars américains) à ING Bank, en même temps qu'elle a transféré 80 % de la propriété de son portefeuille Alt-A à ING Bank. Les titres étaient détenus dans un compte-titres d'ING Bank au profit de l'État néerlandais (la part dont le risque d'investissement a été transféré à l'État néerlandais). Suite à cette restructuration, Voya possédait encore 20 % du portefeuille Alt-A (la part dont la propriété et le risque d'investissement incombait toujours à ING), mais bénéficiait du droit de vendre ces titres, sous réserve d'un droit de préemption accordé à ING Bank. ING s'est engagée envers l'État néerlandais à ne pas vendre ces titres à des tiers non ING, sans l'accord écrit préalable de l'État néerlandais.

En 2013, ING a conclu un accord définitif avec l'État néerlandais concernant le dénouement de l'IABF. Les conditions de l'accord ont été approuvées par la CE. En vertu de cet accord, l'IABF est arrêté dans sa forme actuelle, les paiements des commissions de garantie ont été fixés à un montant de 0,4 milliard d'euros et les autres restrictions faisant partie de l'accord IABF n'étaient plus applicables. De plus, l'État néerlandais s'est engagé à vendre les titres Alt-A sur le marché, conformément à l'accord. Le dénouement de l'IABF a également entraîné la suppression d'une contre-garantie qu'ING avait étendue à l'État néerlandais en lien avec la cession d'ING Direct USA en 2012.

La première tranche de la cession de titres a été exécutée en décembre 2013. L'ensemble des titres restants détenus par l'État néerlandais au 31 décembre 2013 a été vendu en janvier et début février 2014.

L'État néerlandais a utilisé tous les remboursements et commissions nettes perçues pour rembourser le prêt d'ING. Le prêt a été totalement remboursé en janvier 2014.

#### 47. – Autres événements

##### **VISA**

En 2015, VISA a annoncé avoir conclu un accord définitif aux termes duquel VISA Inc. achèterait VISA Europe. Cette annonce, ainsi que les lettres de VISA reçues par ING Bank et ses filiales détaillant la quote-part d'ING sur les produits du transfert, ont servi de base à la réévaluation de la juste valeur des actions détenues par ING Bank et ses filiales. Les actions sont enregistrées dans les titres de participation disponibles à la vente. La juste valeur des actions, à savoir 154 millions d'euros au 31 décembre 2015, a été déterminée en tenant compte de l'avance constituée de numéraires et d'actions privilégiées, du paiement différé sur acquisition (earn-out) et de tous facteurs d'incertitude qui pourraient affecter l'avance et le paiement différé. L'augmentation de la juste valeur de 154 millions d'euros a été comptabilisée dans les capitaux propres en 2015. La transaction a été soumise à l'approbation réglementaire.

Suite à un amendement de l'accord en avril 2016, la transaction a pris fin le 21 juin 2016. Les titres de participation disponibles à la vente n'ont plus été inscrits au bilan, ce qui a entraîné une dissolution des réserves de réévaluation comptabilisées dans les capitaux propres. La transaction a généré un bénéfice net de 200 millions d'euros et est enregistrée au compte de résultat, dans les postes Revenus de placement, Quote-part dans le résultat des sociétés liées et coentreprises et Autres produits. Se référer à la Note 5 « Titres », à la Note 7 « Quote-part dans le résultat des sociétés liées et coentreprises », à la Note 18 « Capitaux propres », à la Note 22 « Revenus de placement », à la Note 24 « Autres produits » et à la Note 33 « Juste valeur des actifs et passifs financiers ».

##### **Fonds de Pension en Pologne**

En 2015, la participation restante dans le Fonds de Pension en Pologne a été cédée et a généré un gain sur Participations dans des sociétés liées disponibles à la vente de 25 millions d'euros, qui a été comptabilisé dans le poste « Quote-part dans le résultat des entreprises liées et des coentreprises » au compte de résultat. Le renvoi fait référence à la note 7 « Participations dans des sociétés liées et des coentreprises ».

En 2014, NN Group a conclu un accord avec ING Bank Śląski pour acquérir la participation restante de 20 % dans le Fonds de Pension polonais, Powszechne Towarzystwo Emerytalne SA (ING PTE) dans lequel NN Group détenait 80 % des actions pour un montant de 210 millions de zlotys polonais (environ 48 millions d'euros aux taux de change en vigueur à cette époque). Comme annoncé antérieurement, les parties ont signé un accord n'ayant pas force exécutoire en mai 2014 en conformité avec le Plan de restructuration de la CE qui exigeait d'ING Group de céder ses activités assurance et gestion de portefeuille. Le prix d'acquisition a fait l'objet d'une attestation d'équité et d'ajustements pour les dividendes versés avant la clôture de la transaction.

## VII. – Rapport du commissaire aux comptes aux actionnaires et au Conseil de surveillance d'ING Bank NV

### Rapport 2016 sur les comptes annuels joints

#### **Notre opinion**

A notre avis :

- les comptes annuels consolidés joints donnent une image fidèle et sincère de la situation financière d'ING Bank NV (« ING Bank ») au 31 décembre 2016, ainsi que du résultat et des flux de trésorerie pour l'exercice 2016, et ce conformément aux normes telles qu'adoptées par l'Union européenne (IFRS-UE) et à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais ;
- les comptes annuels de la société mère joints donnent une image fidèle et sincère de la situation financière d'ING Bank NV au 31 décembre 2016, ainsi que du résultat pour l'exercice 2016, et ce conformément à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais.

#### **Ce que nous avons vérifié**

Nous avons vérifié les comptes annuels 2016 d'ING Bank NV, Amsterdam. Les comptes annuels sont constitués des comptes annuels consolidés et des comptes annuels de la société mère.

Les comptes annuels consolidés comprennent :



- 1 - le bilan consolidé au 31 décembre 2016 ;
- 2 - les états financiers consolidés suivants pour 2016 : le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations de capitaux propres et l'état es flux de trésorerie ;
- 3 - les notes constituées d'une synthèse des principaux principes comptables et autres notes explicatives.

Les comptes annuels de la société mère comprennent :

- 1 - le bilan de la société mère au 31 décembre 2016 ;
- 2 - le compte de résultat de la société mère pour 2016 ;
- 3 - les notes constituées d'une synthèse des principes comptables et autres notes explicatives.

#### **Fondement de notre opinion**

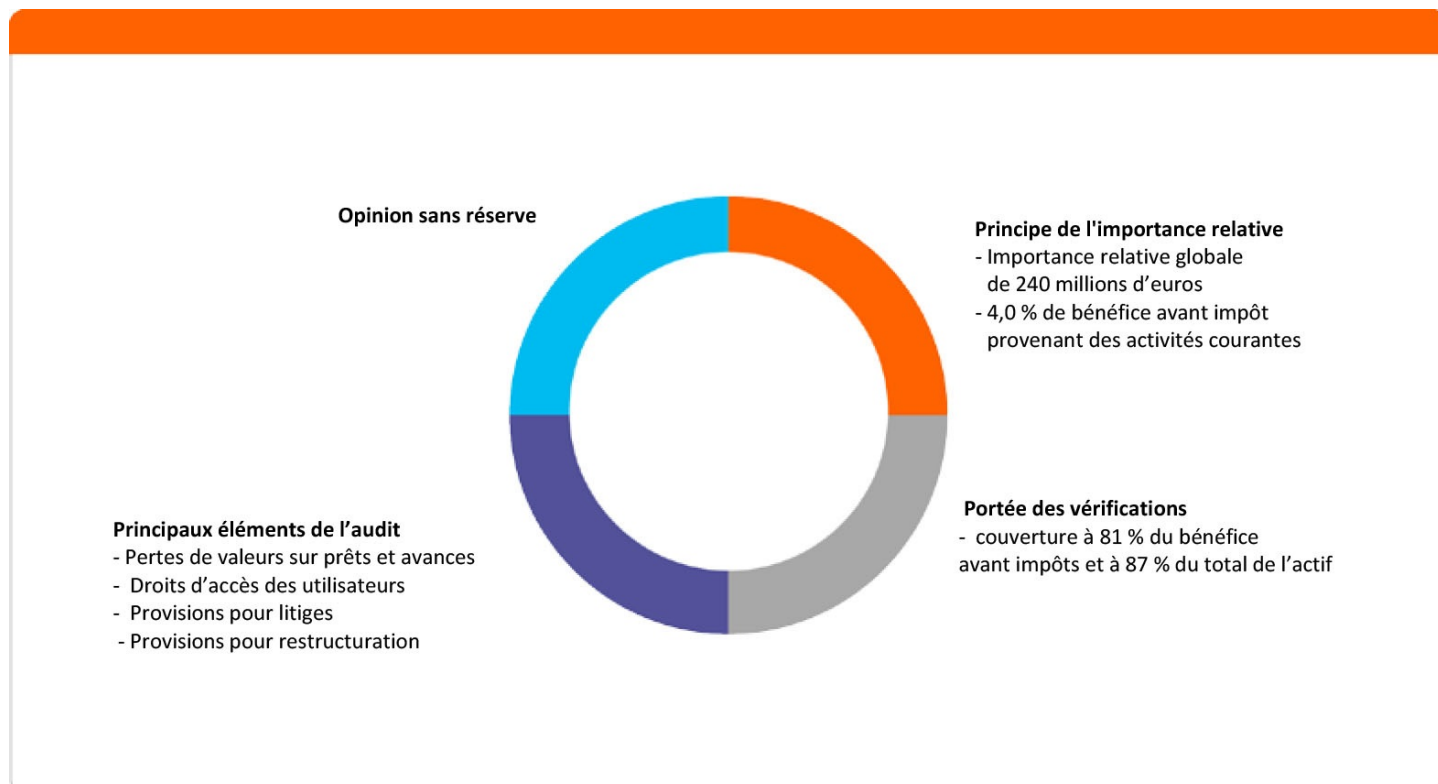
Nous avons effectué notre audit conformément à la législation néerlandaise, incluant les normes d'audit en vigueur aux Pays-Bas. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans le chapitre « Nos missions d'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants d'ING Bank au sens des exigences éthiques définies dans le texte réglementaire néerlandais « Verordening inzake de onafhankelijkheid van accountants bij assurance-opdrachten » (ViO - Code de déontologie à l'usage des comptables professionnels) et dans autres textes réglementaires en vigueur aux Pays-Bas, tels que le « Verordening gedrags- en beroepsregels accountants » (VGBA).

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

#### **Méthode de vérification**

##### **Résumé**



#### **Mission initiale de vérification**

C'est la première année que nous avons été chargés de vérifier les comptes annuels d'ING Bank. C'est la raison pour laquelle, nous fournissons des informations plus détaillées sur la façon dont nous avons préparé notre première mission d'audit.

D'octobre 2015 et jusqu'au processus de clôture de l'exercice le 31 décembre 2015, nous avons travaillé en collaboration avec les commissaires aux comptes précédents, en assistant à leurs réunions clés avec ING Bank afin de comprendre les opinions complexes et significatives qu'ils ont formulées. Les membres de l'équipe d'auditeurs ont également eu l'occasion de rencontrer le Conseil d'Administration et les principaux dirigeants d'ING Bank afin de pouvoir appréhender les problèmes auxquels l'entreprise doit faire face et collecter des informations requises dans le cadre de notre vérification. Nous avons également assisté en tant qu'observateurs aux réunions du Comité d'Audit et du Comité de Gestion des Risques d'ING Bank.

En novembre 2015, nous avons présidé une réunion sur deux jours destinée aux partenaires et employés des entreprises membres du réseau KPMG, qui ont procédé aux audits des entités les plus significatives du groupe, avec la participation de la direction d'ING Bank. Cette réunion a permis de garantir que nous aurions une approche cohérente de l'audit, de nous aider à déterminer les risques majeurs et de fournir une opportunité auxdits partenaires et employés de se mettre directement en liaison avec la direction d'ING Bank.

Nous avons également examiné les documents de travail des anciens auditeurs afin de nous familiariser avec les contrôles sur lesquels ils ont fondé leur opinion et avec les principales procédures d'audit qu'ils ont mises en œuvre et afin de comprendre les éléments qu'ils ont obtenus pour émettre leurs principaux jugements.

#### **Principe de l'importance relative**

En nous basant sur notre jugement professionnel, nous avons évalué cette importance relative au regard des comptes annuels à un montant total de 240 millions d'euros. L'importance relative est déterminée en se basant sur le bénéfice avant impôt provenant des activités courantes (4,0 %). Nous estimons que le bénéfice avant impôt des activités poursuivies est la référence la plus appropriée, en nous fondant sur notre évaluation des besoins d'information globale des utilisateurs des comptes annuels. Nous pensons que le bénéfice avant impôt des activités poursuivies constitue un indicateur pertinent pour évaluer la performance financière d'ING Bank. Compte tenu du total du bilan et du revenu brut élevés, nous n'avons pas eu recours à d'autres références pour déterminer l'importance relative. Nous avons également pris en considération des anomalies et/ou anomalies éventuelles qui, à notre avis, sont significatives pour les utilisateurs des comptes annuels pour des raisons qualitatives.

Nous avons convenu avec le Comité d'Audit du Conseil de Surveillance que les anomalies de plus de 10 millions d'euros, qui seraient identifiées durant l'audit, lui seraient signalées, tout comme des anomalies de moindre importance qui, à notre avis, nécessitent d'être signalées pour des raisons qualitatives.

#### Portée de l'audit du groupe

ING Bank est à la tête d'un groupe d'entités et de filiales. Les informations financières d'ING Bank sont comprises dans les comptes annuels consolidés. ING Bank est constituée de segments : Banque de détail Pays-Bas, Banque de détail Belgique, Banque de détail Allemagne, Banque de détail Autres, Wholesale Banking et Corporate Line Banking, chacun de ces segments s'étendant sur divers pays.

Comme nous sommes responsables en définitive de l'opinion formulée, notre mission consiste aussi à mener, superviser et réaliser l'audit du groupe. En conséquence, nous avons déterminé la nature et l'étendue des procédures d'audit à effectuer pour les entités du groupe. Notre audit du groupe s'est concentré sur les entités significatives du groupe (les « composantes »). Soit ces composantes revêtent individuellement une importance financière, en raison de leur taille relativement importante par rapport à ING Bank soit nous avons attribué un risque élevé d'anomalies significatives à l'un ou plusieurs soldes de compte de ces entités. De plus, nous avons étendu la portée de notre audit du groupe à certaines entités du groupe, afin d'atteindre une couverture suffisante de tous les soldes de compte pertinents.

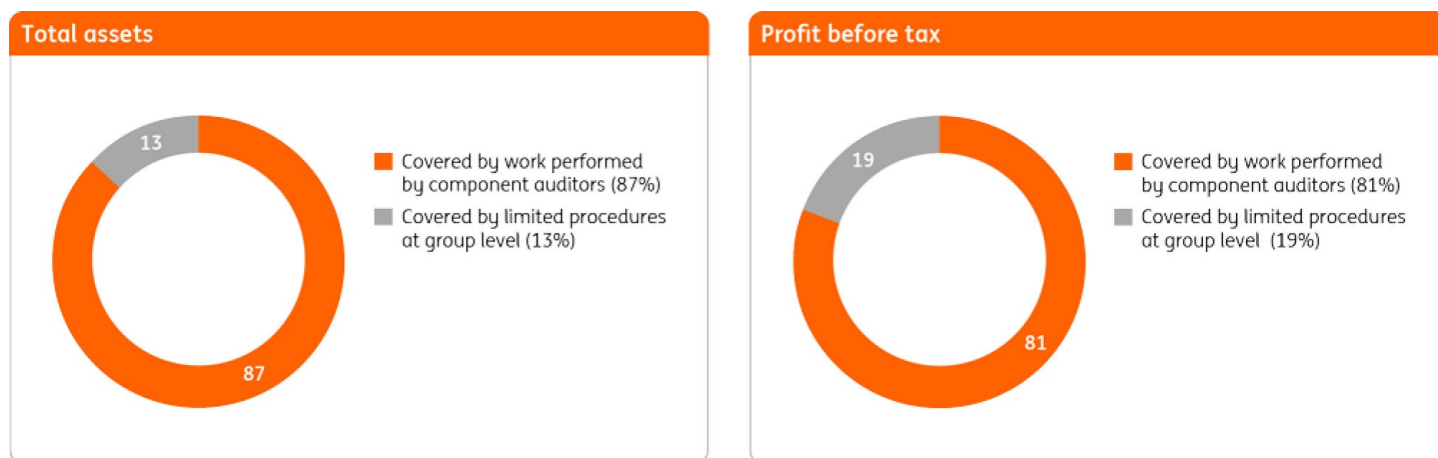
L'application de ces critères de délimitation de l'étendue de l'audit a entraîné un audit de portée intégrale ou spécifique pour 37 composantes, couvrant 14 pays au total. Une couverture à 81 % du bénéfice avant impôts et à 87 % du total de l'actif a ainsi été atteinte. Les 19 % restants de bénéfice avant impôt et les 13 % restants du total de l'actif concernent les composantes restantes. Pour ces composantes restantes, nous avons procédé à des procédures d'analyse à l'échelle du groupe, afin de confirmer notre évaluation estimant qu'il n'y a pas de risque élevé d'anomalies significatives dans ces composantes.

Toutes les composantes qui sont incluses dans le périmètre de reporting sont vérifiées par les entreprises membres du réseau KPMG. Nous avons envoyé à tous les auditeurs de composantes des instructions détaillées couvrant les domaines importants, tels que les risques pertinents d'anomalies significatives et les informations devant être transmises à l'équipe d'audit du groupe. Nous nous sommes rendus sur les sites des composantes aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne, en Pologne et aux États-Unis d'Amérique où nous avons examiné les dossiers des auditeurs locaux. Pour toutes les composantes incluses dans l'étendue de notre audit du groupe, nous avons organisé des conférences téléphoniques et/ou des réunions physiques avec les auditeurs des composantes. Durant les visites, réunions et conférences téléphoniques, nous avons abordé plus spécifiquement les questions de la planification, de l'évaluation des risques, des procédures mises en œuvre, des constatations et observations transmises aux auditeurs du groupe et tous les travaux supplémentaires jugés nécessaires par l'équipe d'audit du groupe ont alors été effectués.

L'équipe d'audit du groupe a fixé des niveaux d'importance significative pour les composantes, allant de 25 millions d'euros à 80 millions d'euros, en combinant la taille et le profil de risque des états financiers des composantes du groupe afin de réduire l'agrégation des risques à un niveau acceptable.

La consolidation du groupe, les informations figurant dans les comptes annuels et certaines questions comptables concernant le groupe sont vérifiées par l'équipe d'audit du groupe. Les questions comptables, auxquelles les procédures d'audit sont appliquées par l'équipe d'audit du groupe, comprennent entre autres le test de dépréciation de l'écart d'acquisition, les capitaux propres, le financement du groupe, certains éléments du processus de provisionnement des pertes sur créances irrécouvrables, l'impôt sur les sociétés pour l'unité fiscale néerlandaise et les actions en justice et les litiges.

En appliquant les procédures mentionnées ci-dessus aux entités du groupe, ainsi que les procédures additionnelles au niveau du groupe, nous avons pu obtenir les éléments probants suffisants et appropriés eu égard aux informations financières du groupe pour formuler notre opinion sur les comptes annuels.



Total assets	Total actif
Covered by work performed by component auditors (87 %)	Couvert par le travail réalisé par les auditeurs des composantes (87 %)
Covered by limited procedures at group level (13 %)	Couvert par les procédures limitées appliquées au niveau du groupe (13 %)

Profit before tax	Bénéfice avant impôt
Covered by work performed by component auditors (81 %)	Couvert par le travail réalisé par les auditeurs des composantes (81 %)
Covered by limited procedures at group level (19 %)	Couvert par les procédures limitées appliquées au niveau du groupe (19 %)

#### Les éléments clés de notre audit

Les éléments clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, étaient les plus significatifs dans l'audit des comptes annuels. Nous avons communiqué les éléments clés de l'audit au Comité d'Audit du Conseil de Surveillance. Les éléments clés de l'audit ne reflètent pas de façon exhaustive l'ensemble des points discutés.

Ces éléments ont été abordés dans le contexte de notre audit des comptes annuels dans leur ensemble et dans le but d'émettre notre avis à cet égard et nous ne formulons pas d'opinion distincte sur ces points.

#### Incertitude d'estimation concernant les pertes de valeur sur prêts et avances aux clients

**Descriptif**

Le portefeuille de prêts et avances aux clients d'ING Bank se monte à 563 milliards d'euros au 31 décembre 2016. Ces prêts et avances sont évalués au coût amorti, dont est déduite une provision pour pertes sur créances irrécouvrables (5,2 milliards d'euros). Certains aspects de la comptabilisation des pertes sur créances irrécouvrables nécessitent fondamentalement l'avis de la direction ; c'est le cas notamment pour l'identification des prêts qui sont en cours de détérioration, l'évaluation des preuves objectives de pertes de valeur, la valeur de l'instrument de couverture et l'estimation du montant recouvrable.

Compte tenu de l'importance des prêts et avances aux clients et l'incertitude d'estimation y afférente, nous considérons que l'évaluation des prêts constitue un élément clé de l'audit. Se référer au chapitre « Principes comptables et détermination des résultats » de la Note 1 des Comptes Annuels Consolidés et aux informations afférentes du paragraphe « Gestion des risques ».

**Notre réponse**

Notre approche de l'audit consiste à tester aussi bien l'efficacité des contrôles internes visant à déterminer le montant des provisions pour pertes sur créances irrécouvrables que les principales procédures d'audit.

Nos procédures relatives aux contrôles internes ont orienté nos vérifications sur l'exactitude des données relatives aux prêts et aux instruments de couverture, sur la détermination des risques et sur la procédure d'identification des arriérés et leur gestion. Lors de notre audit, nous avons tenu compte par ailleurs de la procédure de validation interne et de mise en œuvre des modèles utilisés pour déterminer les provisions de pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que de l'évaluation périodique des paramètres appliqués dans ces modèles. Suite aux faiblesses du contrôle interne qui ont été constatées durant l'exercice, le risque de contrôle interne a été jugé plus élevé et le niveau des principales procédures d'audit a été relevé.

Nous avons évalué les méthodologies de dépréciation collective en nous concentrant sur les portefeuilles de banque de détail et de Wholesale Banking en raison de leur taille relative et de l'impact potentiel lié au changement d'intrants et aux hypothèses émises. Avec l'aide de nos spécialistes de gestion des risques financiers, nous avons évalué les modèles, les hypothèses et les données utilisés par ING Bank pour la dépréciation collective des pertes sur créances irrécouvrables encourues, mais non encore enregistrées (« IBNR »), y compris la pertinence de la période de survie de la perte comme facteur clé utilisé dans ces modèles. De plus, nous avons évalué la méthodologie et le cadre conçus et mis en œuvre par ING Bank pour déterminer si les résultats du modèle de provision collective doivent être ajustés pour mieux tenir compte de la situation actuelle du rendement du portefeuille et des conditions économiques.

Avec l'aide de nos spécialistes de la finance en entreprise, nous avons examiné une sélection d'encours de prêts qui ont continué à être individuellement exposés au risque de perte, qui ont commencé à l'être ou qui l'étaient par le passé. Nous avons adopté un jugement professionnel pour la sélection de ces encours à soumettre à notre examen minutieux, en mettant l'accent sur les portefeuilles qui étaient potentiellement davantage susceptibles d'être sensibles aux évolutions économiques. Pour sélectionner les dossiers de prêts, nous avons examiné les estimations du montant recouvrable faites par la direction ; estimations englobant la capacité à générer des liquidités et, le cas échéant, la valeur réalisable de la sûreté, sur la base d'informations financières disponibles, d'informations du marché et, le cas échéant, de l'analyse d'autres scénarios de recouvrement. De plus, nous avons évalué si les informations figurant dans les comptes annuels reflètent bien l'exposition d'ING Bank au risque de crédit, notamment en examinant les portefeuilles qui ont été identifiés en 2016 comme présentant les risques les plus élevés.

**Nos observations**

Dans notre rapport adressé au Comité d'Audit du Conseil de Surveillance d'ING Bank, nous avons formulé des recommandations à la direction au sujet de l'évaluation appropriée des risques et des résultats des IBNR. Globalement, nous estimons que les prêts et avances aux clients après déduction des pertes sur prêts sont présentés fidèlement et correspondent aux informations afférentes figurant dans les comptes annuels.

**Risque d'accès non autorisé aux technologies et systèmes d'information****Descriptif**

L'infrastructure TI a une importance capitale pour ING Bank tant pour la fiabilité et la poursuite de ses activités que pour le reporting financier. En 2016, ING Bank a déployé des efforts importants pour augmenter l'efficacité et l'efficacités de ses systèmes, process et de son infrastructure TI ainsi que la fiabilité et la continuité de ses traitements informatiques.

La direction a notamment davantage porté son attention sur les droits d'accès aux applications, aux systèmes d'exploitation et aux bases de données. C'est essentiel pour garantir que l'accès, les modifications apportées aux applications et les données soient dûment autorisés et organisés de manière appropriée. C'est la raison pour laquelle nous avons identifié comme élément clé de l'audit, l'efficacité de la gestion des accès utilisateurs dans le cadre des contrôles TI généraux.

**Notre réponse**

Notre approche de l'audit repose dans une large mesure sur des contrôles automatisés ; des procédures ont ainsi été conçues pour tester les contrôles d'accès aux systèmes informatiques. Tout accès non autorisé à une application ou à une infrastructure peut affecter un contrôle automatisé et donc compromettre les données financières. L'utilisation de chaque application a été prise en compte dans l'évaluation de chaque défaillance liée aux technologies de l'information. Compte tenu des caractéristiques techniques TI de cette partie de notre audit, nous avons fait appel à nos spécialistes de l'audit informatique à toutes les étapes de la vérification des comptes annuels (évaluation des risques, planification, exécution et reporting).

Nos auditeurs TI ont évalué la fiabilité et la continuité de fonctionnement de l'environnement TI, pour autant qu'il était nécessaire de le faire dans le cadre de notre audit des comptes annuels 2016. Nous avons entre autres évalué et testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles par la direction de l'accès utilisateur aux systèmes informatiques concernés par le reporting financier. Nous avons examiné le cadre de gouvernance s'appliquant aux organisations informatiques d'ING Bank ainsi que les contrôles généraux des TI, l'accès aux programmes et données, les modifications de programme et les opérations TI, y compris les contrôles compensatoires lorsqu'ils sont requis.

La gestion des accès logiques et la séparation des tâches ont fait l'objet d'une attention particulière. Les droits d'accès ont été testés dans les limites des besoins pour le reporting financier. Après identification de faiblesses de contrôle des accès utilisateurs, la direction a redoublé d'efforts pour remédier aux lacunes de contrôle identifiées. Nous avons par conséquent réalisé des tests additionnels sur les corrections proposées par la direction. Pour les faiblesses de contrôle non résolues, nous avons testé les contrôles compensatoires qui n'étaient pas affectés par l'inefficacité des contrôles de gestion des accès utilisateurs. Pour certaines applications, nous avons principalement évalué l'accès afin de déterminer si des accès non autorisés ont eu lieu et si les changements apportés étaient appropriés.

**Nos observations**

La combinaison des tests de contrôle et des tests de corroboration réalisés a apporté des preuves suffisantes nous permettant de pouvoir compter sur la continuité de fonctionnement des systèmes TI aux fins de notre vérification. Dans notre rapport au Comité d'Audit du Conseil de Surveillance, nous avons formulé des recommandations pour de nouvelles améliorations à apporter aux contrôles TI et notamment aux contrôles relatifs à la gestion des accès utilisateurs.

**Incertitude d'estimation relative aux provisions pour litiges****Descriptif**

La comptabilisation et l'évaluation des deux provisions et la présentation des dettes éventuelles concernant les litiges, les mesures réglementaires et les travaux correctifs menés à l'égard du service clients (désignés ci-après par : « questions juridiques ») nécessitent de laisser une place importante aux appréciations de la direction. En 2016, les évolutions notables dans ce domaine concernaient entre autres le programme de correction des dérivés relatifs aux PME aux Pays-Bas et les travaux correctifs et litiges liés aux services clients.

Comme il est difficile d'évaluer et de mesurer le montant des obligations liées aux questions juridiques, nous les considérons comme un élément clé de l'audit. Se référer au chapitre « Principes d'évaluation et détermination des résultats » de la Note 1 des comptes annuels et aux informations afférentes sur les actions en justice de la Note 41 des comptes annuels.

#### **Notre réponse**

Nos procédures de vérification incluaient l'évaluation des contrôles visant à identifier, évaluer et mesurer les obligations potentielles liées aux questions juridiques. Pour toutes les questions identifiées, nous évaluons si une obligation existe, s'il est utile de constituer une provision et/ou si des informations basées sur les faits et les circonstances sont disponibles.

Aux fins d'évaluation des faits et les circonstances, nous avons obtenu et analysé les documents afférents des souscripteurs et les documents pertinents concernant les réglementations et litiges, y compris les courriers d'avocats (externes), nous avons pris connaissance des procès-verbaux des comités concernés, nous nous sommes renseignés auprès de l'équipe de direction et nous avons interrogé le conseiller juridique d'ING Bank et, si nécessaire, les avocats externes d'ING Bank. Nous avons par ailleurs apprécié les hypothèses et les jugements clés appliqués par la direction en nous fondant sur notre propre évaluation et connaissance des informations sur le marché.

De plus, nous avons examiné si les informations fournies par ING Bank à propos de l'application de jugements pour l'estimation des provisions et des dettes éventuelles reflètent de façon appropriée les incertitudes inhérentes aux questions juridiques.

#### **Nos observations**

Dans l'ensemble, nous estimons que la provision pour demandes d'indemnités liées à des questions juridiques est correctement évaluée et que les informations afférentes sont bien présentées et correspondent à la nature et à l'étendue des informations fournies à la note 41 des comptes annuels portant sur les dettes éventuelles relatives aux actions en justice et litiges.

#### ***Incertitude d'estimation relative à la provision pour restructuration et transformation numérique***

##### **Descriptif**

La comptabilisation et l'évaluation des provisions de restructuration nécessitent de laisser une place importante aux appréciations de la direction. La provision pour restructurations faisant suite à l'annonce publique de la stratégie « Aller de l'avant » le 3 octobre 2016 est particulièrement concernée. Le jugement de la direction est important dans les hypothèses formulées sur les coûts de licenciement attendus.

Ces hypothèses dépendent des circonstances locales et de l'incertitude d'estimation des coûts attendus. Étant donné l'importance de cette restructuration et la difficulté d'estimer et d'évaluer le montant de toute provision en découlant, nous considérons que l'évaluation de la provision pour restructurations constitue un élément clé de l'audit.

Se référer au chapitre « Principes d'évaluation et détermination des résultats » de la Note 1 des comptes annuels et aux informations afférentes sur les provisions pour restructuration fournies à la Note 14 des comptes annuels.

#### **Notre réponse**

Nos procédures de vérification incluaient l'évaluation des contrôles visant à identifier, évaluer et mesurer les éventuelles provisions liées aux programmes de restructuration. Nous avons examiné tous les programmes de restructuration identifiés pour évaluer s'ils répondaient aux critères de comptabilisation d'une provision pour restructuration. A cet effet, nous avons examiné s'il existait une obligation découlant d'un événement passé et avons testé la pertinence de l'estimation de la provision et des informations basées sur les faits et les circonstances disponibles. Pour évaluer les faits et les circonstances, nous avons obtenu et analysé les documents internes et externes afférents, nous avons pris connaissance des procès-verbaux des comités concernés, nous avons refait les calculs sous-jacents et nous nous sommes renseignés auprès de l'équipe de direction.

Nous avons par ailleurs apprécié les hypothèses et les jugements clés appliqués par la direction en nous fondant sur une analyse détaillée basée sur les données d'expérience issues de programmes de restructuration antérieurs.

Nous avons fait appel à un spécialiste de l'actuariat pour vérifier le caractère raisonnable des hypothèses actuarielles et nous avons évalué la cohérence des méthodes de mesure utilisées. De plus, nous avons examiné si les informations fournies par ING Bank à propos de l'application de jugements pour l'estimation des provisions reflètent de façon appropriée les incertitudes inhérentes à l'évaluation de la provision pour restructuration.

#### **Nos observations**

Nous estimons que les provisions au titre des programmes de restructuration sont correctement évaluées au 31 décembre 2016 et correspondent aux informations fournies à la Note 14 des comptes annuels.

#### **Compte rendu des autres informations contenues dans le rapport annuel**

En plus des comptes annuels et du rapport des commissaires aux comptes y afférant, le rapport annuel contient d'autres informations, qui sont les suivantes :

- le rapport du Conseil d'Administration ;
- d'autres informations en vertu de la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais ;
- le rapport sur la gouvernance d'entreprise.

Sur la base des procédures ci-dessous, nous estimons que ces autres informations :

- concordent avec les comptes annuels et ne contiennent pas d'anomalies significatives ;
- contiennent les informations requises par la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais.

Nous avons pris connaissance des autres informations. Sur la base de nos connaissances et de la compréhension que nous avons des comptes annuels suite à notre audit, nous avons évalué si les autres informations contiennent des anomalies significatives.

Nous avons mis en œuvre ces procédures en nous conformant aux exigences de la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais et de la norme néerlandaise 720. L'étendue des procédures réalisées est nettement moins importante que celle des procédures de notre audit des comptes annuels.

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement des autres informations, dont le rapport du Conseil d'Administration, conformément à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais et aux autres informations visées à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais.

#### **Rapport portant sur d'autres exigences légales et réglementaires**

##### **Mission**

Le 11 mai 2015, en vertu d'une résolution de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires, nous avons été nommés commissaires aux comptes d'ING Bank aux fins d'assurer l'audit des états financiers de l'exercice 2016.

##### **Descriptif des responsabilités liées aux comptes annuels**

##### ***Responsabilités du Conseil d'Administration et du Conseil de Surveillance en matière de comptes annuels***

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des comptes annuels conformément aux IFRS-UE et à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais. En outre, le Conseil d'Administration est chargé de tout contrôle interne qu'il estime nécessaire à la préparation des comptes annuels afin que ceux-ci ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans le cadre de la préparation des comptes annuels, le Conseil d'Administration a la responsabilité d'évaluer la capacité de la société à poursuivre ses activités. En s'appuyant sur les référentiels comptables mentionnés, le Conseil d'Administration est tenu de préparer les comptes annuels en se basant sur le principe de continuité d'exploitation, à moins que le Conseil d'Administration n'ait l'intention de liquider la société ou de cesser ses

activités ou n'a aucune autre alternative réaliste que celle d'agir ainsi. Le Conseil d'Administration doit déclarer dans les comptes annuels les événements et circonstances susceptibles de jeter un doute sur la capacité de la société à continuer son activité. Le Conseil de Surveillance est chargé de superviser le processus d'information financière de la société.

***Nos responsabilités dans le cadre de l'audit des comptes annuels***

Notre objectif consiste à planifier et réaliser la mission d'audit dans le but d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour formuler notre opinion. Notre audit a été effectué avec un degré d'assurance élevé, mais non absolu ; il est donc possible que nous n'ayons pas détecté toutes les erreurs et fraudes significatives lors de cet audit.

Les anomalies peuvent être dues à la fraude ou à l'erreur et sont jugées significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent raisonnablement être considérées comme susceptibles d'influencer les décisions économiques prises par les lecteurs sur la base des comptes annuels. Le principe de l'importance relative affecte la nature, le calendrier et la portée de nos procédures d'audit ainsi que l'évaluation des répercussions des anomalies identifiées sur notre opinion.

Pour une description plus détaillée de nos responsabilités dans le cadre de l'audit des comptes annuels, nous vous invitons à vous rendre sur le site de l'organisme des professionnels comptables des Pays-Bas (NBA) <https://www.nba.nl/globalassets/tools-en-voorbeelden/voorbeeldteksten-en-passages/standaardpassage-nieuwe-controletekst-oob-variant-engels.docx>

Amstelveen, le 13 mars 2017,  
KPMG Accountants NV,  
MA eboom RA.

Pour traduction certifiée conforme au document présenté que j'ai visé NE VARIETUR  
Benfeld, le 17 juin 2017, Christine Breyel-Steiner  
N° d'enregistrement 177693

**VIII. – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de l'établissement.

**1703876**